Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – Nº 14281 – 5 F

MERCREDI 26 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

« Pax syriana » au Liban

AU Liban, les Noël se suivent mais ne se ressemblent pas. Il y a un an, le président Elias Hraoui, fraîchement élu après l'assassinat de son prédécesseur, René Moawad, s'efforçait en vain de restaurer l'autorité de l'Etat face au général rebelle Michel Aoun, déjà très isolé, mais ultime symbole de la résistance chrétienne à l'hégémonie de Damas.

Aujourd'hui, le paysage politique est bien différent. Deux mois et demi après avoir réinvesti le réduit chrétien grâce à l'appui des canons syriens, l'armée libanaise contrôle le « Grand Beyrouth » à la place des milices, repliées sur leurs fiefs. Derrière les murs de l'ambassade de France, Michel Aoun n'est plus qu'un réfugié politique, oublié de beaucoup et à qui la justice de son pays réclame des comptes. Pour la première fois depuis 1985, les chrétiens ont pu célébrer à peu près normalement la Nativité dans une ville apaisée.

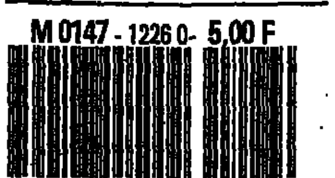
LA paix, mais à quel prix ! Jamais l'emprise de la Syrie sur le « pays du Cèdre » n'a été si forte. En témoigne, jusqu'à la caricature, la manière dont le président Hafez El Assad tente, ces jours-ci, d'imposer aux Libanais un gouvernement à son entière dévotion. Il était un temps où le dictateur syrien prenait encore soin de respecter en apparence la souveraineté du Liban. Ayant brisé chez son voisin les dernières velléités d'indépendance, M. Assad ne juge désormais plus utile de « mettre les formes ».

La semaine dernière, les Libanais ont ainsi appris, par la radio syrienne, la démission de leur premier ministre, M. Salim Hoss, vingt-quatre heures avant que celle-ci n'ait été présentée. Et son successeur, choisi par la Syrie, M. Omar Karamé, se précipitait aussitôt à Damas pour y être « consacré », mettant M. Hoss devant le fait accompli.

LE gouvernement d' « union nationale » annoncé lundi 24 décembre par M. Karamé porte l'étiquette « made in Syria ». Ce cabinet pléthorique – mi-chrétien, mi-musulman – est politiquement aux ordres de Damas. Rassemblant tous les chefs de milices, il met sur un pied d'égalité les Forces libanaises de Samir Geagea – véritable petite armée représentative d'une partie de la communauté chrétienne – et des groupuscules mercenaires pro-syriens.

N'ayant pu obtenir de Damas la minorité de blocage qu'il réclamait – soit au moins dix ministres sur trente – le « camp politique » chrétien se retrouve neutralisé. Ses deux principales formations – le Parti phalangiste et les Forces libanaises – ont, en conséquence, refusé mardi d'entrer au gouvernement. En outre, contrairement aux promesses faites, aucun ministère n'a été offert à une personnalité proche du courant politique qu'incarnaient Michel Aoun puis Dany Chamoun. On est bien loin de la « réconciliation » tant annoncée.

La mise sur pied du premier gouvernement de la « deuxième République libanaise » sera donc un peu plus longue que prévu. Les ministères de la défense et de l'intérieur ayant été confiés à des proches de Damas, la Syrie aura ensuite tout loisir de consolider, si besoin est, sa mainmise sur le Liban. La lettre des accords de Taëf, approuvés par la communauté internationale, sera peut-être respectée... mais leur esprit, beaucoup moins.



M 0147 - 1226 0- 5,00 F

L'armée israélienne en « état d'alerte maximal »

Jérusalem redoute une attaque de missiles irakiens

A la suite des menaces renouvelées du régime de M. Saddam Hussein contre l'Etat juif, les forces israéliennes ont été mises en « état d'alerte maximal » mardi 25 décembre. Elles ont notamment été renforcées le long de la frontière jordanienne, tandis que « l'armée de l'air n'a jamais été aussi prête », ont indiqué de hauts responsables, qui ont précisé : « Nous sommes sur le pied de guerre, nous ne voulons prendre aucun risque. »

Saddam le bien-aimé...

A l'intention de quel musulman prient nombre de chrétiens du Liban ? Pour qui compose-t-on des chansons à Alger et des poèmes à Tunis ? A qui souhaitent secrètement le succès les marins d'Oman ou ceux de Bahreïn ? Quel est l'ennemi d'hier qu'à Téhéran on n'aimerait plus vraiment voir écrasé aujourd'hui ? Qui a son effigie gravée sur des plateaux à thé populaires au Pakistan ?

Un seul nom pour répondre à toutes ces questions : Saddam Hussein. Les Occidentaux n'ont qu'une faible idée de la popularité dont jouit l'autocrate irakien, non seulement dans les pays arabes mais également – et c'est l'un des éléments principaux le différenciant de Nasser – à travers l'aire islamique.

A Karachi – où les partisans de Bénazir Bhutto relèvent qu'elle a été renversée quatre jours après l'invasion du Koweït par une équipe inconditionnellement pro-américaine et pro-saoudienne qui a envoyé en Arabie une dizaine de milliers de soldats, – il y a eu depuis l'été sept manifestations en faveur de « *Saddam* », comme on l'appelle désormais affectueusement de l'Atlantique à l'Indus.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Lire la suite ainsi que les articles d'ALAIN FRACHON et de GÉRARD MÉJEAN page 3

Le Congrès des députés soviétiques

M. Eltsine opposé à l'extension des pouvoirs de M. Gorbatchev

M. Boris Eltsine, le président de la République de Russie, s'est déclaré, mardi matin 25 décembre, opposé à l'extension des pouvoirs présidentiels de M. Gorbatchev. Le Congrès des députés soviétiques devait, le même jour, se prononcer sur cette question et le président soviétique n'était pas certain de disposer de la majorité des deux tiers nécessaire à toute modification de la Constitution. Il avait fait approuver, la veille, ses projets de référendum sur l'Union et sur le statut de la terre.



Lire nos informations page 5

Coup d'Etat au Suriname

L'armée a repris le pouvoir, lundi 24 décembre, au Suriname dirigé pendant deux ans par un gouvernement élu. Ce coup d'Etat est la conséquence d'un grave différend qui opposait M. Desi Bouterse, homme fort de l'armée et du pays, aux autorités civiles.

Prenant prétexte d'un incident entre lui-même et le président Shankar, élu par l'Assemblée nationale en janvier 1988, M. Bouterse avait démissionné, samedi, de ses fonctions de commandant en chef des forces armées. Son successeur, le lieutenant Graanoogst, a annoncé lundi, à la télévision, la nomination, dans un délai d'une semaine, d'un nouveau gouvernement chargé d'« *expédier les affaires courantes* » et d'organiser des élections dans un délai de cent jours. M. Bouterse, qui a déjà exercé le pouvoir pendant plus de cinq ans, de 1982 à 1987, s'opposait notamment à un accord entre le gouvernement et Jungle Commando, une guérilla en perte de vitesse.

Lire nos informations page 14

Le « ras-l'obole » des Français

Mise à l'épreuve en fin d'année, leur générosité pourrait se lasser
Les associations humanitaires s'inquiètent

Avec l'hiver, les fêtes et le treizième mois en ligne de mire, les organisations caritatives terminent l'année en trombe. Les boîtes à lettres débordent. Les appels télévisés redoublent. Les affiches fleurissent. Hésitant entre l'abbé Pierre et Médecins sans frontières, le Téléthon et la lutte contre le cancer, les restos du cœur et le Secours populaire, l'aide aux enfants de Roumanie ou à ceux d'Haïti, le carnet de chèques est soumis à rude épreuve.

Cette solidarité tous azimuts n'est pas sans risques et les Français seraient guettés par un certain « ras-l'obole », si l'on en croit certains sondages. Deux milliards de « mailings » sont tombés dans leurs boîtes en 1988 et une impression de saturation domine devant la pléthore des appels à la solidarité avec le voisin pauvre, chômeur ou handicapé, à l'aide au tiers-monde, à la recherche médicale. Presque chaque jour naît une nouvelle association. Trois mille déjà sont reconnues d'intérêt public.

Aux appels directs et aux publipostages, il faut ajouter la pression croissante, sur les portefeuilles des donateurs et sur les ONG humanitaires, des jumelages entre villes du « Nord » et du « Sud » ou des parrainages de projets de développement par des collectivités locales. Cette « coopération décentralisée » est en pleine expansion : trois cents associations tiers-mondistes ont vu le jour, dans la seule année 1988, à l'initiative de municipalités, d'écoles ou de groupes plus ou moins informels.

Que, dans ces conditions, la générosité des Français demeure intacte ou presque relève du miracle. C'est pourtant ce qui se passe. Sans atteindre les sommes considérables versées au titre de la solidarité par les particuliers et les entreprises des pays voisins – où l'Etat joue un moindre rôle qu'en France en matière de coopération et d'aide au développement – l'aide privée, en France aussi, bat des records.

HENRI TINCQ

Lire la suite page 7

Les croisés de la lutte anti-Mafia

La mainmise des organisations criminelles s'étend à toutes les régions de la Péninsule. Mais l'Italie profonde se réveille, et se révolte

MILAN

de notre envoyée spéciale

Soirée milanaise... Cinq mille curieux se bousculent dans une salle survoltée pour entendre Leoluca Orlando, l'ex-enfant terrible de la Démocratie chrétienne qui fut le maire du « *printemps de Palerme* ». Artisan de ce renouveau construit par une équipe multicolore soudée contre la Mafia, ce Sicilien de quarante-trois ans revint largement en tête aux municipales de mai dernier.

Il n'en redevint pas maire pour autant : son propre parti, la Démocratie chrétienne, lui refusa l'investiture. « *Quand vas-tu claquer la porte ?* », l'apostrophe-t-on avec passion au cours de cette réunion publique. C'est désormais chose faite. A deux reprises, le président de la République italienne s'était emporté contre ce trublion, cet infidèle « *mal conseillé par un prêtre fanatique* » – le jésuite Pintacuda qui fut son professeur et son compagnon du « *Printemps* ».

Tel est « *l'homme contre* », diplômé de l'université de Heidelberg et présenté par des journaux anglo-saxons comme l'un des chefs de file de la génération montante en Europe. Trapu, voix de velours et mèche rebelle, regard insondable « à la sicilienne », parlant de la tribune sur le ton de la conversation, il prône la culture de la « *rupture* », la lutte ouverte contre la « *Pieuvre* » et ses ramifications au sein même du régime. Passage obligé : la réforme du scrutin et l'élection directe du maire. C'est l'unique façon d'abolir le « *vote de préférence* », où un « *émissaire, le Mediatore* » chargé d'organiser l'électorat de sa zone, impose à chacun une combinaison qui revient à signer son vote et donc à subir le contrôle *a posteriori*, – ce vote pouvant d'ailleurs se monnayer l'équivalent de 5 000 francs.

A Milan, secouée par les magouilles de la « *Duomo Connection* », ce soir, Leoluca Orlando lance « *la Rete* », son mouvement de réforme dont l'emblème est un filet sur lequel repose une rose blanche. « *La Rete* » souhaite donner une dimension nationale aux multiples réseaux de base, groupes de jeunes, militants déçus de leurs partis, comités de défense en tout genre tel celui de l'âne courageux – « *Bravo Asino* » – animé par un vieil anar venu au meeting.

DANIELLE ROUARD

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

TRAIT LIBRE

Urbanisme

Vive les quartiers populaires !

par Daniel Behar

« *EN finir avec les grands ensembles* » ! « *Casser les ghettos* » ! Eloignons-nous un moment du débat passionnel pour faire un détour par les villes nouvelles. Depuis quelques temps, à Cergy-Pontoise, à Evry, à Marne-la-Vallée ou à Saint-Quentin-en-Yvelines, les quartiers « historiques » donnent des inquiétudes. On y aperçoit les signes avant-coureurs du mal qui touche les grands ensembles : rotation accélérée des locataires, petite délinquance, mauvaise image des établissements scolaires. Faut-il déjà parler d'obsolescence des villes nouvelles ?

Pourtant on ne peut, à leur propos, se référer à la pauvreté de la forme urbaine, au déficit d'équipements collectifs. On ne peut pas davantage y observer des processus volontaires de ségrégation sociale. Il s'agit le plus souvent de quartiers centraux et les HLM n'y sont pas les seuls logements. La vérité, c'est que ces ensembles urbains passent de l'état de ville nouvelle, à celui de ville tout court. Ils évoluent d'une situation exceptionnelle – l'homogénéité sociale et spatiale d'une ville en construction peuplée de pionniers issus des classes moyennes – à une situation banale : l'arrivée de groupes sociaux hétérogènes et leur répartition dans la ville. C'est en somme l'apparition de quartiers populaires qui fait problème. D'où le parallèle avec les grands ensembles.

Derrière la volonté de suppression des « ghettos », se cachent non seulement le mythe à la fois humaniste et irréaliste de la ville harmonieuse mais plus profondément l'idée que l'on pourrait rendre la pauvreté invisible en niant les signes extérieurs de son existence dans la ville. Quand sera-t-on prêt à reconnaître l'existence durable de quartiers populaires, à reconnaître les pauvres comme légitimes, en tant que groupe social, en tant que territoire dans la ville ? Telle est aujourd'hui la question embarrassante.

Affirmer clairement le droit à l'existence de quartiers populaires constitue pourtant la clé du « *sauvetage des grands ensembles* ». Mais alors comment gérer des quartiers populaires, sans pour autant se satisfaire des situations d'exclusion ?

Une discrimination positive

La politique en faveur des grands ensembles est encore aujourd'hui pour l'essentiel une politique d'accompagnement : quelques coups de pouce pour remettre ces quartiers au niveau du reste de la ville. Cette conception qui pouvait correspondre à la situation des Trente Glorieuses n'a plus de sens. Pauvreté, chômage, insertion des jeunes, sont des déséquilibres structurels qu'il faut maintenant gérer dans la durée. Il s'agit de passer d'une logique de rattrapage à une logique durable de discrimination positive.

Pour l'Etat, cela signifie d'abord une refonte globale du financement des collectivités locales. C'est aussi faire de la transformation urbaine de ces grands ensembles une véritable priorité nationale, cesser la valse hésitation entre le déguisement des façades et l'implosion des bâtiments, pour traiter l'urbanisme des années 60 sans le nier, mais plutôt en cherchant à en retrouver la logique et à en combler les manques. Quand les quartiers populaires deviendront-ils l'un des grands chantiers du septennat ?

Cela passe encore par une transformation profonde de la gestion de la fonction publique. Il faut cesser d'affecter dans ces quartiers difficiles, le policier débutant, le travailleur social fraîchement sorti de l'école et l'enseignant auxiliaire. Cela ne concerne pas que l'Etat. Les élus locaux sont-ils prêts par des investissements et du personnel qualifié à remettre à niveau ces quartiers souvent sous-équipés et mal gérés ? Accepteront-ils par exemple de reconnaître que ces mals dotés en services publics paient parfois doublement l'entretien de leur quartier, à travers les charges des HLM et les impôts locaux ?

Sous prétexte de casser les « ghettos », d'éviter les concentrations excessives, on limite les conditions d'accès des immigrés – et plus généralement des populations dites à risques – aux quartiers HLM. Or ce qui constitue le « ghetto », ce n'est pas le fait de se regrouper, à un moment de son existence, sur des bases identitaires ou affinitaires, c'est l'impossibilité de sortir du territoire ainsi constitué. L'enjeu n'est pas de faire de l'entrée en HLM l'objet de savants dosages sociologiques, mais de favoriser la sortie de l'HLM, la mobilité sociale, les parcours d'intégration, la porosité entre les quartiers.

Affirmer la citoyenneté des populations les plus défavorisées, leur reconnaître le droit à la ville, cela revient à leur garantir à la fois le droit à l'existence collective et le droit à la libre circulation.

▶ Daniel Behar est membre du groupe Acadie, qui conduit plusieurs projets de développement social des quartiers en Ile-de-France.

Noël

Paroles d'automne

par Ulrich Schoen

LA prière du poète Rilke pour le temps de Noël, c'est que Dieu fasse un ultime effort pour envoyer de la douceur dans les fruits. Car l'hiver qui nous gèle est devant la porte, menaçant. Malheur, dit Rilke, malheur à celui qui est seul en automne, car il le restera pour longtemps.

La prédication de l'Evangile et la prédication du Coran sont toutes deux des paroles d'automne. Elles se situent à la fin des temps. Ce sont des paroles belles, mais aussi des paroles angoissantes. Ramenant à l'Essentiel. La fin recrée le début : Jésus est le nouvel Adam. Pour le Coran, la nouvelle création se manifeste – entre autres – par la conception de Jésus dans le sein d'une vierge : comme au début du monde Dieu disait : « Sois » et le monde fut, ainsi Dieu parle dans l'utérus d'une vierge en disant : « Sois », et Jésus fut, représentant de la nouvelle et dernière création.

Quand, au début, Dieu créa l'être humain, il le créa mâle et femelle. La solitude n'avait donc pas droit de cité dans son monde. Or, pour recréer l'être humain, pour faire le nouvel Adam, Dieu crée Jésus, un homme seul. Serait-ce pour donner enfin à la solitude droit de cité ? Pour permettre à Jésus et à son Eglise de régner sur le monde dans un isolement certes douloureux mais combien splendide ?

Je ne le pense pas. Je pense plutôt que l'incarnation de Dieu en Jésus fournit un modèle pour toute sorte de relations, mais aucun modèle pour la solitude. C'est toujours « Jésus et ... » : Jésus et un enfant, Jésus et sa mère, Jésus et Lazare, Jésus et Marie-Madeleine, Jésus et la femme syro-phénicienne, Jésus et le capitaine romain...

Même la relation entre Jésus et Dieu ne pourra jamais remplacer une relation avec un être humain qui lui manquerait. Jésus était aussi pris dans une douloureuse relation entre deux communautés : les Judéens, c'est-à-dire les juifs, et les Samaritains. Ils avaient deux lectures de la géographie de Dieu qui s'excluaient mutuellement : pour les uns, la montagne sainte, qui par définition est l'unique escabeau de Dieu sur terre, était le mont Sion ; pour les autres c'était le mont Garizim.

Aujourd'hui, Jésus serait pris entre juifs, chrétiens et musulmans. Pour les premiers et les seconds, le Lieu unique est Jérusalem ; pour les troisièmes, ce Lieu se situe en deux pôles, comme les deux pôles d'une ellipse : La Mecque *et* Jérusalem.

Jésus, en rendant visite, pour Noël, à ce million d'hommes dressés face à face dans la région du Golfe, armés jusqu'aux dents, irait parler avec les chrétiens et les musulmans dans l'armée irakienne, et avec les musulmans et les chrétiens dans le camp anti-irakien. Il leur parlerait de sa naissance, qui a remis à neuf notre vieux monde. Il trouverait une solution à la querelle de préséance entre le Garizim, le mont Sion et La Mecque. Il dissuaderait les uns et les autres de mener une guerre sainte, que ce soit pour des lieux saints, pour des idées saintes, ou pour un pétrole malsain.

Et il leur dirait : ne restez pas isolés. Surtout maintenant, en automne, ne restez pas seuls. Car vous risqueriez de le rester pour toujours.

▶ Ulrich Schoen est professeur d'histoire des religions à l'université de Mayence.

BIBLIOGRAPHIE

Pourquoi Gorbatchev ?

LES ORIGINES DE LA PERESTROÏKA, *de Marc Ferro, 150 p, 90 F. Editions Ramsay.*

En avril 1989, l'historien français Marc Ferro avait été invité à expliquer à ses collègues de l'Académie des sciences de l'URSS les origines de la perestroïka. Cette conférence fut l'embryon de son dernier livre.

D'abord, contrairement à d'autres, notamment Zinoviev, il croit que la perestroïka cela existe, que c'est sérieux. Ensuite, il rend son dû à M. Gorbatchev, mais sans insister, peut-être pas assez d'ailleurs : imaginons un instant que le brejnévien Grichine ait été choisi pour succéder à Tchernenko – il avait tout de même quelques chances de l'emporter, – les changements auxquels nous assistons depuis cinq ans auraient-ils eu lieu ? Enfin, et c'est la partie essentielle de son livre, Marc Ferro note que depuis longtemps le bouleversement se préparait dans les sous-sols de la société soviétique.

Le régime bolchévique en son enfance était dirigé par un groupe social nouveau composé des strates suivantes : les dirigeants suprêmes du parti (pour la plupart des intellectuels), les membres des conseils des soviets, les Gardes rouges, les membres de l'ancienne bureaucratie tsariste qui s'étaient ralliés. Plus tard s'y ajouta une bureaucratie des nationalités. Dans une première phase, on assiste à une « *plébéinisation* » (le mot revient plus d'une fois dans l'ouvrage) du régime. Mais la société suscitait de nouvelles institutions qui retiraient à l'Etat une infime partie de ses compétences. En même temps un mouvement de « *déplébéinisation* » a fini par attaquer les bases du régime.

Autre facteur de déstabilisation : la pression idéologique d'Etats socialistes voisins qui dès que possible se sont débarrassés du rôle de satellite qui leur avait été assigné. Par eux transitaient des idées plus modernes venues de l'Ouest. A ce propos, Marc Ferro reprend à son compte cette remarque d'Emmanuel Todd (en 1978) : alors que naguère l'Occident craignait les idées en provenance de l'URSS et que l'URSS avait peur d'une intervention armée de l'Occident, maintenant c'est le contraire. Nous aurions donc assisté à une remise au goût du jour du vers d'Horace : « *Graecia capta...* » (la Grèce captive a subjugué son vainqueur).

Ces facteurs et quelques autres, par exemple la guerre d'Afghanistan et, bien entendu, le marasme économique, ont imposé le chambardement qui a pris nom « perestroïka », quitte à multiplier les périls, puisque « *au mécontentement dû à des difficultés de vie traditionnelles* (en régime communiste) *s'ajoute un mécontentement nouveau, jusque-là réservé aux pays de la libre entreprise* ». Les artisans d'une perestroïka véritable devront inventer le moyen de prévenir les soubresauts sociaux de la révolte populaire que guettent les conservateurs soucieux de reprendre les choses en main et d'imposer la contre-réforme.

BERNARD FÉRON

COURRIER

Les rues de Berlin

A la suite du projet de débaptiser des rues de Berlin auxquelles les autorités de l'ex-RDA avaient donné des noms français (Babeuf, la Commune-de-Paris, Jean-Pierre-Timbaud, Jacques-Duclos), une délégation organisée et conduite par le maire de Montreuil, Jean-Pierre Brard, député de la circonscription de Jacques Duclos, a été reçue le 23 novembre, par les maires (socialistes) des deux arrondissements concernés, Friedrichshain et Lichtenberg.

Ces changements de noms sont envisagés en réponse à de nombreuses lettres des habitants, qui demandent que soient rétablis les anciens noms allemands qui avaient disparu sans qu'on les ait consultés. Dans le cas de Babeuf et de Timbaud, on imagine la surprise des riverains découvrant au matin du 19 juin 1989 qu'on avait changé, dans la nuit, les plaques de leurs rues ; c'était la contribution des autorités municipales de l'époque au bicentenaire de la Révolution. Mais on comprend aussi, *aujourd'hui*, l'étonnement et l'inquiétude des Français, notamment dans la situation créée par l'agitation des groupes néo-nazis en Allemagne et les menées « révisionnistes » en France, d'apprendre que le souvenir de Timbaud, fusillé à Châteaubriant en 1941, devrait être effacé par la réunification allemande. De même, la suppression des autres noms en litige pourrait être perçue comme une revanche posthume du III[e] Reich.

Les interlocuteurs berlinois, sensibles à la démarche de la délégation, ont assuré que rien n'était encore décidé. Les plaques contestées sont toujours en place. Une nouvelle rencontre aura lieu en janvier, avec les habitants des quartiers, cette fois, pour qu'une solution soit trouvée qui préserve des lieux de mémoire pour l'amitié franco-allemande.

ROLAND DESNÉ
Ancien membre du Comité scientifique de la Mission du bicentenaire de la Révolution

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

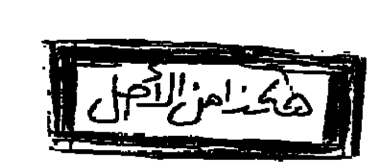
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



LA CRISE DU GOLFE

La visite de M. Chevènement en Arabie saoudite

Les militaires en mission recevront une prime de risque

M. Jean-Pierre Chevènement a annoncé, lundi 24 décembre, à Ryad, l'instauration prochaine d'une *«prime de risque»* pour les soldats français en mission dans le Golfe. Cette prime devrait compenser la baisse substantielle (moins 11,5 %) de l'indemnité de résidence accordée aux agents de la fonction publique (civile et militaire) en mission à l'étranger, celle-ci étant soumise aux variations du dollar. Le ministre de la défense a estimé que *«de toutes façons, la situation dans laquelle se trouvent nos troupes en Arabie saoudite légitime que soit créée une prime de risque particulière»*.

RYAD

de notre envoyé spécial

M. Chevènement, qui a passé la veillée de Noël avec les militaires français dans le camp de Miramar, à près de 500 kilomètres au nord de Ryad, avait auparavant visité dans la capitale saoudienne, la base aérienne française, l'hôpital militaire de campagne et le PC de l'état-major interarmes. Il a achevé sa revue des troupes françaises par une visite, mardi matin, à la base aérienne d'El-Hassa, à l'est de Ryad. *«Je suis venu marquer ma sollicitude aux soldats français à l'approche de l'échéance»*, a indiqué le ministre.

Rappelant que l'objectif de la France était de faire prévaloir la solution pacifique pour obtenir l'évacuation du Koweït – et non pas, *«comme d'autres»*, la destruction militaire de l'Irak, – M. Chevènement a déclaré que *«le risque grandit de jour en jour. Je vois tout se mettre en place pour une guerre qui sera destructrice pour l'Irak et, si Saddam Hussein est intelligent, et je le crois, il fera des gestes significatifs pour annoncer son intention d'évacuer le Koweït. Car aucun dirigeant ne peut accepter de gaieté de cœur la perspective de voir son pays écrasé sous un déluge de fer et de feu»*.

Le ministre de la défense a voulu, enfin, mettre un point final au différend entre la France et l'Arabie saoudite suscité par l'annulation des concerts qu'Eddy Mitchell devait donner devant les troupes françaises dans le Golfe. Après avoir annulé son rendez-vous avec son homologue, le prince Sultan –, mais rencontré ensuite le fils de ce dernier, commandant en chef des forces saoudiennes – *«pour marquer le mécontentement de la France»* face aux exigences de Ryad, M. Chevènement a estimé :

«Nous prenons pleinement en compte les us et coutumes du pays dans lequel nous nous trouvons. Il faut aussi que ce pays tienne un peu compte des réactions de notre opinion publique et de ce que représente la fête de Noël pour les Français. Au-delà d'une fête religieuse, c'est la fête de la paix, de l'espoir et de la famille. Il était normal, a ajouté le ministre, *que des soldats, qui peut-être vont prendre de grands risques d'ici un mois, puissent bénéficier d'une distraction innocente, car Eddy Mitchell n'est pas un chanteur subversif.»*

GÉRARD MÉJEAN

□ **M. Estrosi, député RPR, écrit au président de la République.** – M. Christian Estrosi (RPR), député des Alpes-Maritimes, a rendu publique, lundi 24 décembre, une lettre adressée au président de la République pour lui *«faire part de son émotion et de sa colère face à l'humiliation que vient de subir l'armée française et, au-delà, toute la nation française de la part de l'Arabie saoudite»* après l'annulation des récitals d'Eddy Mitchell. Selon M. Estrosi, il n'appartient pas *«à un pays, dont seule la présence des forces étrangères sur son territoire garantit la sécurité, d'imposer à ces mêmes forces son obscurantisme religieux»*.

□ **Le Front national et les «droits fondamentaux» des soldats français.** – M. Bruno Mégret, numéro deux du Front national, a demandé, samedi 22 décembre, que le gouvernement fasse respecter les *«droits fondamentaux»* des soldats français dans le Golfe. Il *«s'étonne que les soldats français envoyés en Arabie saoudite pour défendre le droit international ne bénéficient pas, eux-mêmes, de leurs droits fondamentaux, comme celui d'exercer leur culte ou d'assister à un spectacle de leur convenance»*.

□ **M. Sarre : pas de «dossier Chevènement»** – M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, membre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré, dimanche 23 décembre, au Forum de Radio-Monte-Carlo et de *l'Express*, qu' *«il n'y a pas de dossier Chevènement»* sur le Golfe et que *«par construction constitutionnelle, le premier ministre et le ministre de la défense sont sur la même ligne que le président de la République». «Le ministre de la défense a eu l'occasion d'affirmer très clairement la politique de la France à partir des déclarations du président de la République et, à Socialisme et République, tout le monde est d'accord avec lui»*, a affirmé M. Sarre.

M. Gérard Renon va visiter des unités françaises

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, fera, du mercredi 26 au dimanche 30 décembre, une série de visites dans les unités françaises basées dans le Golfe, en complément du séjour que M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, vient d'effectuer en Arabie saoudite. M. Renon se consacrera aux forces extérieures au théâtre saoudien.

C'est ainsi que le secrétaire d'Etat visitera la mission «Busiris» à Abu-Dhabi, où deux cent soixante soldats français servent des véhicules antichars et des missiles antiaériens aux termes d'un accord intervenu, le 5 septembre, entre la France et les Emirats arabes unis. Il embarquera ensuite à bord de la frégate *La Motte-Piquet*, puis du ravitailleur d'escadre *Marne*, qui sert de PC à la mission «Artimon» pour le contrôle de l'embargo contre l'Irak dans le Golfe et en mer Rouge. Enfin, M. Renon sera à Doha, au Qatar, où, en vertu de la mission «Méteil», la France a envoyé huit intercepteurs de défense aérienne Mirage F1, servis par une centaine d'hommes.

Le secrétaire d'Etat a prévu d'examiner, lors de son déplacement, comment la France remplit son contrat avec ces différents pays en ce qui concerne l'assistance technique (livraison de matériels, formation des personnels et prêt de conseillers militaires) qu'elle a accepté de leur fournir.

Les premiers renforts du dispositif «Daguet» ont embarqué à Toulon

Les premiers chars AMX-30 B2, envoyés par la France en renfort de son dispositif «Daguet» en Arabie saoudite, ont embarqué, lundi 24 décembre à Toulon, à bord du *Saint-Romain*, spécialement affrété pour se rendre à Yanbu. Ils font partie du détachement de quarante-quatre AMX-30 B2, servis par environ six cents hommes, que le 4e régiment de dragons, stationné à Mourmelon (Marne), a été chargé de former pour la circonstance. Un autre navire, *l'Ile-de-Beauté*, doit également embarquer à Toulon une vingtaine de chars AMX 10 RC qui proviennent du régiment d'infanterie et de chars de marine (RICM) et du 3e régiment d'infanterie de marine, de Vannes.

C'est aussi de Toulon que doivent partir, à bord du bâtiment de la marine nationale, *la Foudre*, une cinquantaine d'hélicoptères Gazelle et Puma prélevés au 1er régiment d'hélicoptères de combat, de Phalsbourg (Moselle), et du 6e régiment d'hélicoptères de combat, en garnison dans l'Oise.

□ **M. Gallo critique les propos «guerriers».** – M. Max Gallo, député européen, membre du courant Socialisme et république de M. Jean-Pierre Chevènement, a critiqué, dimanche 23 décembre, au «Forum» de Radio J, *«des responsables, au plus haut niveau gouvernemental, qui vous chuchotent dans l'oreille que cette guerre est absurde, que c'est vraiment tout à fait dangereux, que c'est de la folie, et qui, ensuite, sur les tribunes, se montrent on ne peut plus guerriers»*.

Au lendemain des nouvelles menaces irakiennes

L'armée israélienne a été mise en «état d'alerte maximal»

L'armée israélienne est en *«état d'alerte maximal»*. Annoncée mardi 25 décembre à la radio, la nouvelle fait suite aux dernières menaces du président Saddam Hussein à l'encontre de l'Etat hébreu (*le Monde* du 25 décembre) et au rappel des principaux ambassadeurs irakiens en poste en Occident.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les forces israéliennes ont été renforcées le long de la frontière jordanienne – *«l'armée de l'air n'a jamais été aussi prête»*, – cependant que les spécialistes de la défense civile envisageaient la possibilité d'une attaque de missiles irakiens. *«Nous sommes sur le pied de guerre, nous ne voulons prendre aucun risque»*, disaient encore de hauts responsables militaires cités par la presse. Ils évoquaient, eux aussi, l'éventualité de tirs de missiles Scud irakiens; ils mettaient en avant la grande imprécision – et donc la relative inefficacité strictement militaire – de ces engins, mais redoutaient l'*«impact psychologique»* sur la population civile.

L'armée n'a cependant pas jugé utile, à ce point, d'achever la distribution de masques à gaz dans les zones rurales du pays qui n'ont pas encore été équipées, en dépit des dernières déclarations du président irakien. M. Saddam Hussein a menacé de prendre Tel-Aviv pour cible prioritaire en cas de déclenchement des hostilités dans le Golfe, même si Israël restait en dehors du conflit.

Préparation psychologique, avertissement dissuasif – à l'égard de la Jordanie ainsi que de l'Irak – et réalité opérationnelle : sans doute faut-il voir un peu de tout cela à la fois dans l'annonce – très publique – de cette mise en *«état d'alerte maximal»* de l'armée israélienne. Visiblement, tous les correspondants militaires des journaux ont disposé du même briefing en haut lieu afin que soient largement répercutées ces informations sur l'état de vigilance et de préparation avancée de l'armée israélienne.

«Il y a des précédents, il ne faut pas [cette fois] *que quiconque puisse imaginer que nous ne sommes pas prêts»*, expliquait le président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, M. Eliyahu Ben Elissar. Hypothèse fréquemment avancée à Jérusalem : M. Saddam Hussein, le dos au mur, pourrait chercher la diversion et changer la nature du conflit en tirant ses missiles sur Israël.

«La guerre est proche»

La veille, les principaux dirigeants du pays s'étaient efforcés de tenir des propos sereins, afin qu'on ne puisse les accuser de provocation et afin de rassurer l'opinion intérieure. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a observé que *«la guerre est proche»* et réitéré la position de l'Etat hébreu : *«Ceux qui nous menacent doivent savoir que s'ils osent frapper Israël, ils seront à leur tour le plus durement frappés. Mais nous savons aussi agir avec retenue.»* Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a indiqué qu'Israël ne fournirait pas d'*«alibi»* à Saddam Hussein.

Son collègue de la défense, M. Moshe Arens, a été plus explicite encore en disant qu'il n'était pas en train de préparer un *«raid préventif»*. Commentant les manœuvres militaires en cours en Jordanie, M. Arens a ajouté : *«Si la guerre éclate dans le Golfe, les Jordaniens seront impliqués d'une manière ou d'une autre. (...) L'armée jordanienne ne représente pas une menace très dangereuse pour l'armée israélienne dans l'éventualité d'un conflit, un conflit que nous voulons éviter, et qui, je l'espère, ne se produira pas.»*

Tel est aussi l'espoir de Mgr Michel Sabbah, le patriarche latin du diocèse de Terre sainte, qui, dans son homélie lors de la messe de minuit à Bethléem, a appelé à un règlement négocié du conflit du Golfe. Hormis une forte présence de l'armée israélienne, la ville de la Nativité était quasiment déserte – dans le brouillard, le vent et la pluie. Les commerces étaient fermés, les restaurants en faillite et les hôtels vides. Cette fois, personne ne trouva rien à redire au jugement du maire de la ville, M. Elias Freij, un homme qui ne fait pourtant pas toujours l'unanimité, lorsqu'il observa tristement : *«C'est le Noël le plus cafardeux qu'il m'ait été donné de connaître.»*

ALAIN FRACHON

Saddam le bien-aimé...

Suite de la première page

C'est un religieux sunnite, francophone (il a vécu à l'île Maurice), Maulana Nourani, idole du quartier commerçant karachite de Saddar, qui mène la danse saddamophile au Pakistan.

En Algérie, le chanteur, déclinant, Mohamed Mazouni (*le Monde* du 12 décembre) a fait un retour triomphal sur la scène seulement en exaltant les vertus de Saddam Hussein (et parallèlement celles du Front islamique du salut et de l'ancien président Ben Bella) :

S'dam ya Saddam?
Cogne ô cogneur! (1)
Mitterrand joue les Ringo
Bush joue les Django
Malheur à vous Arabes et musulmans
qui laissez les Américains souiller la Terre sainte!

Vindicte générale contre le roi Fahd

La présence en Arabie saoudite – pays considéré par les musulmans comme *«une vaste mosquée où deux religions ne peuvent cohabiter»* – de troupes non musulmanes et d'aumôniers chrétiens et juifs, célébrant là, pour la première fois, des cultes non islamiques, a profondément scandalisé l'*Oumma* (la communauté mondiale des huit cent millions de musulmans), ainsi que l'attestent des brassées de témoignages venant jusque de Malaisie ou du Tchad.

En Iran même – où Allah sait si le nom de Saddam a été maudit durant la guerre de huit ans que le chef de l'Etat irakien déclencha en 1980 contre ce pays, – dirigeants et hommes de la rue se rejoignent dans bien des cas pour exprimer leur *«horreur»* de voir le «Satan» américain si près de La Mecque et souhaiter son départ *«sans que coule le sang des croyants»* (musulmans). Téhéran a rayé Saddam Hussein de la liste d'infamie des *«ennemis de l'islam»*.

La vindicte est générale à l'endroit du roi Fahd d'Arabie, *«qui s'est intitulé* «gardien des nobles enceintes de La Mecque et Médine» *et s'est fait l'introducteur des mécréants sur notre terre sacrée»*. C'est ce qui se dit sous la djellaba à Bahrein ou Abou-Dhabi, dont les émirs sont très proches de Ryad, et presque ouvertement dans le sultanat d'Oman, qui a dû envoyer quelques centaines de militaires en Arabie mais cherche par tous les moyens à éviter une guerre dans la région. Le sultan Qabous Ier a reçu, en novembre, à Mascate, avec égards, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz, suscitant la joie des Omanais et l'expression verbale de leur aversion pour le régime saoudien.

Cet engouement populaire pour *«Saddam» (au nom duquel sont* à présent souvent associés, y compris au Pakistan, ceux de Yasser Arafat et du colonel Kadhafi) ne signifie évidemment pas que ses «fans» musulmans ou parfois chrétiens (ceux du Liban souhaitent l'échec d'une Amérique qui a achevé de les livrer au dictateur syrien) rêvent de vivre sous un régime dictatorial à l'irakienne. Au reste, dans bien des cas, ils n'ont guère mieux chez eux ...

Des années de frustration

Cette passion pour «le cogneur», outre le contrecoup du «viol» de la Terre sainte par les troupes occidentales, s'explique essentiellement par l'immense sentiment d'injustice que l'ensemble des musulmans accumule depuis des lustres, face à des Etats-Unis *qui n'ont jamais entrepris sérieusement* (sauf lors de la paix égypto-israélienne) de faire respecter par Israël les multiples résolutions des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés.

En tenant seul tête aux *«Américano-sionistes»*, Saddam Hussein, jusque-là indifférent à la majorité des musulmans, est apparu du jour au lendemain comme venant les venger d'années de frustration et d'humiliation d'origine israélienne. En France, l'attirance de nombreux beurs pour le dirigeant irakien s'explique également par la solidarité avec les Palestiniens.

Autant dire que, dans ce contexte, l'envoi de forces françaises en Arabie a suscité une déception marquée au sein des masses musulmanes, parfois même de l'amertume parmi des intellectuels occidentalisés qui désiraient ardemment voir Paris, au moins par une position neutre, légitimer en quelque sorte leur soutien à l'Irak.

Dans tout cela évidemment le sort du Koweït, *«pays entré dans l'histoire, le jour où il est sorti de la géographie»*, selon un «bon mot» algérois, est le cadet des soucis de chacun; sans compter que la proverbiale avarice de l'émir Jaber et de son prédécesseur – dénoncée même par leur ami le roi du Maroc – n'avait rien fait pour préparer la compassion de leurs coreligionnaires à travers le monde.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Le prénom Saddam veut dire «cogneur» en arabe.

Cinq ambassadeurs rappelés en consultation à Bagdad

Les ambassadeurs d'Irak à *Washington*, à l'ONU, à *Moscou*, à Londres et à Vienne ont été rappelés en consultation à Bagdad, a-t-on appris lundi 24 décembre, à un moment où la tension ne cesse de croître dans la crise du Golfe.

Le rappel de l'ambassadeur à Washington, M. Mohamed el-Mashat, et celui de l'ambassadeur auprès de l'ONU, M. Abdul el-Anbari, ont été annoncés par un porte-parole de l'ambassade d'Irak à Washington, qui n'a donné aucune indication sur la raison de ces rappels et n'a pas précisé combien de temps les ambassadeurs resteraient à Bagdad. Le porte-parole du département d'Etat américain, M. Richard Boucher, a précisé que l'ambassadeur à Washington avait quitté les Etats-Unis dès vendredi. L'ambassadeur d'Irak à Moscou, M. Ghafil Jassim Hussein, a, quant à lui, quitté l'URSS dimanche. – *(AFP.)*

EN BREF

□ ***PÉROU* : La lutte antidrogue.** – Un bombardier T-27 de l'armée de l'air, épaulé par un hélicoptère, a détruit un petit avion immatriculé en Colombie, qui appartiendrait à des trafiquants de drogue, après l'avoir contraint à atterrir dans la plus grande région productrice de coca du pays, selon un communiqué publié lundi 24 décembre par l'armée. Il s'agit de la première opération visant à lutter contre la circulation d'avions appartenant à des trafiquants de drogue dans la vallée de Huallaga. *«Une fois que l'avion a atterri, son équipage a fui et certains des habitants de la ville voisine ont attaqué l'hélicoptère de l'armée de l'air, aussi le T-27 a-t-il été contraint de détruire le petit avion»*, lit-on dans le communiqué. – (*Reuter*).

□ **TAIWAN : vers la fin de l'état de guerre avec la Chine.** – Le gouvernement de Taiwan proclamera en mai la fin de l'état de guerre avec la Chine communiste, qui dure depuis quarante et un ans, a annoncé, mardi 25 décembre, le président Lee Teng-hui. *«Nous espérons que dans très peu de temps, c'est-à-dire en mai de l'an prochain, nous déclarerons, conformément à la loi, la fin de la période de la rébellion communiste»*, a déclaré le président Lee dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale à l'occasion du jour de la Constitution de Taiwan. La *«période de la rébellion communiste»*, décrétée en 1948 par les nationalistes, a fortement limité toute réforme politique à Taiwan. – (*Reuter.*)

AFRIQUE

L'aggravation de la guerre civile en Somalie

Encerclée par les rebelles, en proie à la crise économique et à une insécurité croissante, la capitale, Mogadiscio, tente de survivre...

Une centaine de soldats auraient été tués, depuis le début de la semaine dernière, lors de combats contre les opposants au régime du président Siyaad Barre, qui ont désormais infiltré Mogadiscio et ses banlieues. Dimanche 23 décembre, des tirs d'artillerie ont été signalés aux portes de la capitale. Menacée d'anarchie, celle-ci, vaille que vaille, tente de survivre.

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Tous les matins, le marché central de Mogadiscio se réveille suivant le même rituel. Les épiciers, arrivés à l'aube, ouvrent leurs étals de viande, légumes ou quincaillerie, où rien ne manque. Sous les arcades ou à l'ombre des arbres, les vendeuses de thé attendent leurs premiers clients, tandis que les commerçants indiens du marché de l'or tirent les lourds battants de bois de leurs boutiques et que les petits vendeurs installent, aux coins des rues, leurs brouettes transformées en présentoirs. Circurs et mendiants se partagent les trottoirs.

« Même les animaux sont nerveux ! »

Avec ses marchés, ses buvettes et ses commerces bourdonnant d'activité, la ville se veut encore organisée. Certes, les coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes. Dans certains quartiers, comme celui de Karaan, il n'y a plus d'eau courante depuis deux ans : des porteurs d'eau ont pris la relève. Devant les stations-service, d'immenses files de véhicules attendent depuis le milieu de la nuit un improbable carburant qu'on retrouvera plus sûrement sur le marché noir. Rien de bien neuf dans tout cela. « Toutes ces pénuries font partie du quotidien de Mogadiscio depuis des années », reconnait un retraité italien. « Mais ce qui n'est pas supportable », ajoute-t-il, « c'est la crise économique et l'insécurité. »

Petits délinquants comme honnêtes gens, tout les habitants de Mogadiscio sont armés. Le trafic, semi-clandestin, est largement alimenté par les soldats qui cherchent à arrondir leur maigre solde. Il ne se passe plus un jour sans une agression, un assassinat, un hold-up. La nuit tombée, chacun se barricade.

Dans le centre-ville, il n'y a guère que la mosquée illuminée d'Arba Rukn, l'hôtel Urubba et le marché au khat pour jeter un peu de lumière dans les rues plongées dans l'obscurité. L'insécurité est telle que « même les animaux sont nerveux ! », lâche un veilleur de nuit. A ceux qui s'étonnent que les autorités n'aient pas encore imposé un couvre-feu, on suggère que le gouvernement n'en a peut-être plus les moyens.

Les véhicules tout-terrain, surtout ceux des organisations humanitaires, ont été l'objet de toutes les attentions des voleurs de voiture. Les derniers propriétaires de 4 x 4 les enferment à double tour dans leur garage ou enlèvent les roues et la batterie pour décourager les rôdeurs. Signe des temps : les expatriés possèdent tous un talkie-walkie, accroché à la ceinture : cela évite de passer par le réseau téléphonique – en état de décomposition avancé – et cela permet aussi de se renseigner les uns les autres sur les endroits à éviter, parce qu'une fusillade vient d'y éclater par exemple.

Les derniers affrontements, début décembre, entre deux familles rivales ont provoqué de nouveaux départs d'étrangers. Plus de deux cents Américains et employés des Nations unies ont plié bagage, réduisant au chômage des dizaines, voire des centaines, de Somaliens. Pour les Italiens, l'heure du départ n'a pas encore sonné. La CEE estime qu'il ne faut pas hâtivement se désengager de ce pays car, explique-t-on, c'est la population, durement éprouvée par la crise, qui en subirait d'abord les conséquences.

Aujourd'hui la capitale somalienne – en partie encerclée puisque la route du nord est coupée –, est encore reliée au sud par la route (de moins en moins sûre) de Kisimayo. Elle réussit encore à s'approvisionner grâce aux cultures de la proche campagne qui borde la rivière Shébellé et grâce au port, point de passage de toutes les importations.

Le dialogue impossible

L'inflation est estimée, en ce moment, à 250 % par an. La diminution de l'assistance étrangère (l'aide américaine a été totalement supprimée pour 1991) et l'entretien d'une armée toujours sur le pied de guerre pèsent lourd dans les finances publiques. Le chômage et la misère atteignent des proportions alarmantes avec l'arrivée de milliers de personnes déplacées fuyant les zones de combats. « Il n'est plus possible de procéder à des distributions gratuites de vivres, explique un travailleur social qui préfère garder l'anonymat, car cela entraine systématiquement des émeutes, parfois meurtrières. » La ville est menacée d'anarchie.

« Si je dois aller en enfer, on ira tous ensemble » : cette prédiction sinistre du président Siyaad Barre, lancé en public il y a quelques semaines, n'avait surpris personne tant il colle bien au personnage – que l'on dit intraitable et toujours prêt à défier ses adversaires, malgré ses soixante-dix ans passés. Aujourd'hui, après l'échec de la conférence du Caire qui devait amorcer un dialogue entre le gouvernement et l'opposition, l'avertissement présidentiel fait passer sur Mogadiscio un vent de pessimisme. Il n'y a plus guère que les diplomates italiens et égyptiens, co-organisateurs de la réunion avortée du Caire, pour croire encore à des négociations.

La désillusion est perceptible jusque parmi les plus modérés des opposants, les signataires du Manifesto (1) notamment, qui font campagne pour une transition pacifique du pouvoir tout en admettant, en privé, qu'ils ne « s'opposeront pas à une solution militaire, si telle est la volonté majoritaire » au sein de l'opposition. Mis à part les officiels qui, comme le premier ministre, M. Mohamed Hawadle Madar, estiment que « le gouvernement n'a aucune responsabilité dans l'annulation de la rencontre du Caire », tous les observateurs s'accordent à dire que les autorités (le président, précisent certains) l'ont « délibérément sabotée » en faisant arrêter brièvement trois opposants à la veille de leur départ pour la capitale égyptienne.

« Le chef de l'Etat a été, est et restera un dictateur », lance M. Hagi Ali Shido, président du groupe du Manifesto, entouré d'une dizaine de compagnons, au cours d'une conférence de presse improvisée dans le bureau d'un homme d'affaires de Mogadiscio. Même intransigeance chez M. Mohamed Abshir Musse, une des personnalités les plus respectées du groupe, libéré en 1982 après douze ans de prison, et pour qui « Syaad Barre est un virus dans le corps de la Somalie ». Pour les partisans du dialogue comme pour les rebelles, il n'y a plus de compromis possible : le « symbole de la ruine du pays et de la division des Somaliens » doit partir.

Mais dans la capitale, bruissante de rumeurs et de spéculations politiques, personne ne croit à une démission du président : « Ce n'est pas dans son caractère et de toute façon sa famille, qui veut profiter de ses privilèges jusqu'au bout, ne le permettrait pas. »

Menacé par trois mouvements de guérilla qui contrôlent une bonne partie du pays, abandonné par les bailleurs de fonds, celui que l'on surnomme par dérision le « maire de Mogadiscio » use encore de la tactique du « diviser pour régner » qui lui a si bien réussi depuis vingt et un ans pour se maintenir au pouvoir, alors que les membres de son clan, les Marehan, placés à tous les postes stratégiques (armée et finances notamment), ne représentent pas plus de 2 % des sept millions et demi de Somaliens.

Début décembre, le pouvoir avait réussi à créer une scission au sein même du clan des Hawiyé, ses plus grands ennemis à l'heure actuelle puisqu'ils forment les gros des troupes du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), le mouvement rebelle qui contrôle la région du Hiran, au nord de Mogadiscio et campe aujourd'hui à cinquante kilomètres de la capitale.

« Le CSU n'a besoin de personne pour prendre Mogadiscio », affirme un commandant rebelle arrivé clandestinement dans la capitale, laissant entendre au passage que l'unité militaire des trois principaux mouvements de guérilla est loin d'être acquise. Il se refuse néanmoins à avancer une date pour l'assaut final. Pour le moment, se contente-t-il d'expliquer, la stratégie du CSU est d'encercler progressivement Mogadiscio et de neutraliser les bases militaires et les garnisons de la région.

Divisions claniques

Pourquoi ces hésitations devant des troupes gouvernementales affaiblies par les désertions et recrutant de jeunes combattants sans expérience du combat ? La réponse tient dans la géographie des clans : Mogadiscio est située en territoire hawiyé et les Abgal, la plus puissante famille de ce clan, y sont majoritaires. Ils contrôlent notamment le commerce et tremblent à l'idée qu'une entrée en force des rebelles n'offre à l'armée, qui n'aurait plus rien à perdre, l'occasion rêvée de détruire la ville ... et leurs fortunes.

Dans ce climat de fin de règne qui perdure depuis des années, les spéculations vont bon train sur « l'après-Barre ». « Rien ne changera », assurent les plus pessimistes, persuadés que les Somaliens sont trop divisés pour instaurer un jour la paix civile. Il est vrai que l'opposition armée n'a pas encore réalisé son unification : il subsiste toujours des lourdes méfiances ancestrales ou politiques, avec les Hawiyé soupçonnant notamment les Issaks du nord de vouloir faire sécession.

Le seul espoir réside peut-être dans l'influence que pourront avoir les anciens du Manifesto, seul mouvement qui tente de dépasser les questions claniques. Ils rappellent d'ailleurs à qui veut les entendre que le dialogue est une des valeurs traditionnelles du peuple somalien et qu'en 1967 le président Aden Abdulle Osman (signataire du Manifesto) avait été le premier homme d'Etat africain, perdant une élection, à passer le pouvoir « sans faire d'histoires », respectant à la lettre la Constitution.

JEAN HÉLÈNE

(1) Le groupe du Manifesto doit son nom à un document politique, diffusé le 15 mai 1990 et signé par une centaine d'opposants, qui réclamait la démission du gouvernement et des changements démocratiques.

AMÉRIQUES

EL SALVADOR : en utilisant des missiles

La guérilla donne une nouvelle dimension à la lutte armée

Les Etats-Unis ont accusé, lundi 24 décembre, la guérilla de préparer une nouvelle offensive. « Au lieu de négocier pour ramener la paix, les guerilleros ont choisi la mort et la destruction ; tout en affirmant observer une trêve, ils se préparent à poursuivre la guerre», a déclaré un porte-parole du département d'Etat à Washington. Le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) avait annoncé, dimanche, une trêve unilatérale du 24 décembre au 31 janvier.

SAN-AGUSTIN

de notre correspondant en Amérique centrale

Des guérilleros poursuivant l'armée pendant plusieurs heures en plein jour sur un des principaux axes routiers du Salvador : c'était il y a quelques semaines, on n'avait pas vu ça depuis 1983, quand la guérilla salvadorienne était à son apogée et pouvait compter sur dix mille combattants, deux fois plus qu'aujourd'hui. L'armée a finalement abandonné le terrain, laissant au Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) le contrôle des villages de San-Agustin et San-Francisco-Javier, dans le département de l'Usulutan, à quelques kilomètres de la route littorale qui traverse les champs de coton. Région stratégique pour les grands producteurs agricoles, mais aussi pour la guérilla, qui l'utilise pour acheminer vers ses sanctuaires de l'intérieur les armes, livrées par bateau sur la côte pacifique.

Au début des années 80, de violents combats s'étaient déroulés dans ces villages, d'où l'armée avait finalement chassé la guérilla, qui célèbre aujourd'hui son retour à coups de slogans sur les murs criblés d'impacts de balles et d'obus : « Le pain, la terre et la liberté pour le peuple», ou encore « La paix se gagne avec les armes », autant de formules qui résument la position officielle du FMLN affirmant que « la négociation n'exclut pas la lutte armée». C'est là, au pied des cônes parfaits d'une chaîne de volcans, qu'a commencé l'offensive de « caractère limité » déclenchée par la guérilla le 14 novembre et étendue à une grande partie du pays une semaine plus tard. C'est également là que les premiers missiles sol-air soviétiques – des Sam-7 et Sam-14, sans doute fournis par Cuba et l'ancien gouvernement sandiniste du Nicaragua – ont fait leur apparition avec la destruction, le 23 novembre, d'un chasseur bombardier A-37, donnant une nouvelle dimension à la guerre civile qui ensanglante le Salvador depuis dix ans.

La préoccupation de l'état-major

« La guérilla a fait son show pour attirer l'attention de la presse internationale », affirme le colonel Julio Cesar Grijalva, commandant de la 6e brigade d'infanterie, chargée de la défense du département d'Usulutan. « La présence du FMLN sur la route littorale avait un deuxième objectif, reconnaît le colonel, un des rares officiers supérieurs qui ne serait pas impliqué dans les nombreux cas de violation des droits de l'homme commis par l'armée salvadorienne. Les guérilleros espéraient attirer l'aviation et utiliser leurs missiles contre nos pilotes. Nous ne sommes pas tombés dans le piège. »

Malgré tout, le colonel semble préoccupé par l'audace des rebelles ; à San-Salvador, où la guérilla limite son action au sabotage, on sent la même préoccupation. « Le FMLN veut voir jusqu'où il peut aller pour désarticuler l'alliance entre le Salvador et les Etats-Unis », soutient le chef d'état-major adjoint, le colonel Mauricio Vargas, qui est satisfait de la décision de Washington, annoncée récemment, d'accélérer l'envoi d'une partie de l'aide militaire (48,1 millions de dollars) pour remplacer notamment les avions abattus par les missiles. Il déplore, en revanche, l'attitude du Congrès américain qui a obtenu le gel de 50 % de l'aide tant qu'il n'y aura pas de progrès dans la négociation avec la guérilla, et surtout dans les poursuites judiciaires entamées contre les militaires impliqués dans le massacre des jésuites (le Monde du 18 décembre). « L'attitude simpliste et la passivité du Congrès face à un conflit aussi complexe, dit le colonel Vargas sur un ton accusateur, ont convaincu le FMLN qu'il pouvait lancer son offensive pour exiger de nouvelles concessions du gouvernement dans la négociation en cours. »

Les deux camps annoncent des pertes élevées chez l'adversaire – environ trois cents morts en tout, et plus d'un millier de blessés – et les radios clandestines du FMLN multiplient les appels à la désertion et lancent, entre deux bulletins de victoires, des mises en garde aux pilotes : « Attention, nous disposons de missiles... Cela pourrait être ton dernier voyage ! ». « Désormais, les pilotes ont peur et l'infanterie est démoralisée car elle ne peut plus compter sur une protection aérienne, affirme le « commandant » Camilo Turcios, qui s'est installé à San-Agustin pour diriger des opérations contre l'armée. Jusqu'à présent, l'aviation était un élément fondamental dans cette guerre, comme nous avions pu le constater l'an dernier lorsqu'elle avait bombardé la population civile dans la capitale pour nous obliger à mettre fin à notre offensive. »

Cet ancien étudiant en commerce, passé à la guérilla dès 1979, estime que le conflit « devra déboucher à court terme sur une solution négociée, même s'il est improbable que ce soit avant les élections législatives de mars ; nous lancerons toutes nos forces dans une offensive de grande envergure, si le gouvernement continue de faire traîner les négociations et refuse de discuter sérieusement de la démilitarisation de la société ». Il ne remettra sa Kalachnikov – les chefs rebelles préfèrent cette arme soviétique au M16 américain – que si l'armée est elle-même dissoute.

L'épuration de l'armée

Face aux exigences du FMLN, le président Alfredo Cristiani et plusieurs membres de l'état-major répondent que « l'existence des forces armées ne fait pas partie des thèmes de la négociation » en cours depuis le 4 avril, avec la médiation des Nations unies, représentées par le diplomate Alvaro de Soto. Le chef de l'Etat, qui a durci le ton ces derniers jours, insiste sur la capacité de l'armée de vaincre militairement la guérilla, mais il reconnaît que ce serait « au prix de sacrifices et de destructions que le peuple ne mérite pas ».

En fait, malgré les fanfaronnades de certains militaires et de l'extrême-droite liée au parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), il est clair que ni l'armée ni la guérilla ne sont en mesure de remporter une victoire décisive. Ce qui condamne les adversaires à chercher une solution négociée au conflit. « Le FMLN n'est pas réaliste en exigeant la dissolution de l'armée, affirme un de ses anciens alliés, le socialiste Guillermo Ungo. Pourquoi obtiendrait-il par la négociation ce qu'il n'a pas réussi à gagner par la pression militaire ? »

Un autre dirigeant socialiste, M. Ruben Zamora, estime, en revanche, que le contexte international a obligé les belligérants, en particulier l'armée, à assouplir leurs positions : « Le haut commandement militaire, dit-il, a compris que la réforme de l'armée est devenue inévitable. Certains officiers acceptent même de parler d'épuration, ce qui aurait été inconcevable il y a quelques mois. »

Le dirigeant du Mouvement populaire social-chrétien souhaiterait l'application au Salvador d'un processus similaire à celui mis au point par la nouvelle Allemagne pour épurer l'armée de l'ancienne RDA. « Tous les généraux d'Allemagne de l'Est ont été limogés, dit-il, et l'armée de la RFA a créé une commission chargée d'éliminer les officiers ayant commis des abus en matière de droits de l'homme ou ayant des liens politiques avec l'ancien régime communiste. »

C'est précisément l'approche choisie par les Nations unies, mais l'armée salvadorienne a très mal reçu le document confidentiel rédigé à ce sujet par M. Alvaro de Soto et remis aux deux parties le mois dernier. « C'est un document digne du FMLN », auraient affirmé certains colonels, qui craignent, à juste titre, de ne plus bénéficier de l'impunité systématique accordée jusque-là pour les innombrables crimes commis sous couvert de la lutte contre le « terrorisme communiste ». « Le problème, constate un dirigeant démocrate-chrétien, M. Gerardo Le Chevallier, c'est que, contrairement au Chili, nous n'avons pas un Pinochet ici : nous en avons cinq cents ! Et ils vont se défendre ! »

BERTRAND DE LA GRANGE

TUNISIE

Vague d'arrestations dans les rangs islamistes

TUNIS

de notre correspondant

L'épreuve de force entre le pouvoir et les islamistes semble se préciser. Après les nombreuses escarmouches, qui se sont soldées durant le trimestre écoulé par au moins deux à trois cents condamnations à des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour manifestations et violences sur la voie publique, une nouvelle rafle vient d'écumer les rangs du mouvement Ennahdha, faisant monter un peu plus la tension. Selon les islamistes, des arrestations « en très grand nombre » ont été opérées ces dernières semaines, dans diverses régions du pays. Le porte-parole de Ennahdha, M. Ali Laaridh, et plusieurs autres cadres du mouvement figurent parmi les personnes interpellées.

Dans les milieux gouvernementaux, on confirme ces arrestations sans toutefois en préciser le nombre. Elles ont été opérées, précise-t-on, dans le cadre des enquêtes ouvertes après les récentes découvertes d'un groupe détenteur d'explosifs et d'un réseau d'une soixantaine de personnes – parmi lesquelles quelques policiers, des militaires et des douaniers – qui projetaient des actions terroristes dans le but de renverser le régime (le Monde du 1er décembre).

Intervenant récemment devant la chambre des députés, le ministre de l'intérieur, M. Abdelhamid Escheikh, a affirmé que l'implication du mouvement Ennahdha dans ces deux affaires a été établie. « Dénigrement pur et simple », avait alors rétorqué M. Laaridh.

MICHEL DEURÉ

AFRIQUE DU SUD

Première rencontre entre M. Oliver Tambo et le président De Klerk

M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC), a rencontré pour la première fois, lundi 24 décembre, le président Frederik De Klerk, au siège du gouvernement à Pretoria. A l'issue de cet entretien, décrit par le ministère de l'information comme une « visite de courtoisie », M. Tambo, qui a jugé M. De Klerk « agréable et compréhensif », a déclaré espérer que le pays serait « complètement guéri de l'apartheid » d'ici à Noël prochain. Selon la présidence, il y a eu, entre les deux hommes, « accord sur le fait que la violence et l'intimidation devaient cesser afin de permettre à des négociations directes de démarrer». De son côté, M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC, a exhorté ses concitoyens à « poursuivre leurs nobles efforts » pour régler pacifiquement les problèmes du pays. « Jurons de ne plus jamais passer un Noël enchaînés », a-t-il lancé, en évoquant les militants toujours emprisonnés ou en exil. – (AP, Reuter.)

□ **MAROC : les procès de Fès reportés à janvier.** – La cour d'appel de Fès, qui a entamé, lundi 24 décembre, l'examen des dossiers de trente-trois personnes arrêtées lors des émeutes des 14 et 15 décembre, a décidé de reporter ses audiences au 8 janvier, du fait des vices de forme présentés par la défense. Le procès du dirigeant syndical M. Mohamed Alaoui Titna a également été reporté, au 31 décembre. Selon la presse d'opposition, deux cent quatre-vingt-trois personnes ont été traduites, jusqu'à présents, devant les tribunaux du pays. – (AP.)

□ **MOZAMBIQUE : retrait partiel des troupes zimbabwéennes.** – Mille soldats zimbabwéens ont commencé, dimanche 23 décembre, à se retirer de leurs positions de combat au centre du Mozambique, conformément à un accord de cessez-le-feu partiel entre le gouvernement de Maputo et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), a indiqué, lundi, l'agence de presse ZIANA. Aux termes de cet accord, signé le 1er décembre à Rome, les troupes zimbabwéennes seront confinées dans les couloirs de Beira et de Limpopo. – (Reuter.)

□ **NIGER : nouveaux affrontements dans le nord.** – Une femme et un enfant sont morts lors d'une attaque de rebelles contre un commissariat de la localité d'Inates, dans le nord du pays, a annoncé, lundi 24 décembre, un communiqué du gouvernement. Les deux victimes auraient péri dans un incendie déclenché par les assaillants, dont cinq ont été arrêtés après l'attaque, lancée samedi. Entre mars et juin, le nord du pays avait été secoué par une rébellion nomade avec, notamment, une attaque contre la sous-préfecture de Tchintabaraden. – (Reuter.)

EUROPE

URSS : les travaux du Congrès des députés

M. Gorbatchev obtient satisfaction sur deux projets de référendum

Une fois de plus, Mikhaïl Gorbatchev est arrivé à ses fins. Lundi 24 décembre, au Congrès des députés, en effet, il a verrouillé deux des dossiers les plus controversés de ces derniers mois : la propriété privée de la terre et la sortie des Républiques de l'URSS.

MOSCOU

de notre correspondant

Les membres de l'Assemblée élargie soviétique ont accepté sa proposition de référendums dans toutes les Républiques sur ces deux questions. Le Soviet suprême (Parlement) est chargé par le Congrès de préparer l'organisation de ces consultations, chaque République choisissant ensuite sa propre date de convocation aux urnes.

Selon la nouvelle loi sur les référendums votée la semaine dernière, ceux-ci se dérouleront dans les deux à six mois, avant l'été. En attendant, la très timide et fort restrictive introduction de la propriété privée de la terre en Russie, obtenue à grand-peine au début du mois par les réformateurs appuyés par Boris Eltsine, ne peut s'appliquer. Elle ne pourra entrer en vigueur que si les électeurs se prononcent à la majorité simple en sa faveur. Ce qui paraît douteux. *Tous les sondages concordent* : les Soviétiques ne croient pas à la propriété privée dans les campagnes et n'en veulent pas.

Mikhaïl Gorbatchev pouvait être satisfait lundi, lui qui déclarait – il y a quelques semaines au Kremlin face à des intellectuels – qu'il faudrait *« lui passer sur le corps »* avant de revoir des terres privées en URSS. Les résultats obtenus sur le *front de l'Union sont également* faits pour lui plaire.

M. Eltsine opposé à la réforme de la Constitution

Boris Eltsine, conscient qu'il avait été floué, est arrivé mardi au Congrès en tempêtant dans les couloirs. Le Congrès russe *« n'acceptera pas »* la décision de l'Assemblée soviétique, a-t-il affirmé. Il prévoit déjà *« des contre-mesures »* – mais n'en a pas dit plus.

Il a surtout prévenu qu'il voterait contre les amendements à la Constitution permettant le renforcement des pouvoirs présidentiels. *« Une seule personne a déjà suffisamment de pouvoirs. C'est trop risqué, il l'a montré hier »*, a-t-il estimé.

Intervenant pour forcer l'Assemblée à prendre position, le président de l'URSS – au nom du *« droit à l'autodétermination des Soviétiques »* – a également obtenu l'organisation d'une consultation nationale pour leur demander s'ils souhaitent continuer d'appartenir à l'Union.

Le projet de traité de l'Union, dont le Congrès a dû se contenter d'examiner le « concept », est en panne. Face aux objections des Républiques, et notamment de l'omniprésente Fédération de Russie sous la direction de Boris Eltsine, il faudra encore de longues négociations pour parvenir à définir les prérogatives respectives du gouvernement central et des pouvoirs des Républiques.

En attendant, Mikhaïl Gorbatchev peut se prévaloir de la consultation à venir pour refuser toute discussion sur l'indépendance de telle ou telle République, en premier lieu les trois Républiques baltes. Le dialogue entre Moscou et Vilnius était déjà dans l'impasse, les deux délégations ne parvenant pas à s'entendre sur l'objectif de leurs discussions ; maintenant, les nationalistes baltes vont voir pointée sur eux l'arme du scrutin populaire.

La consultation concernera tous les Soviétiques *« résidant de façon permanente »* sur le territoire du vote, une formule ambiguë que le Congrès n'a pas précisée et qui permet de faire voter les casernes. C'est *précisément là l'objection principale* des Baltes pour accepter ce référendum.

Ils n'étaient pas au Congrès pour donner leur opinion, pas plus que la majorité des représentants Géorgiens et Arméniens qui ont fait savoir qu'ils ne signeraient pas le traité de l'Union. Seuls les Moldaves, partis en claquant la porte la semaine dernière, étaient de retour lundi.

Dans cette atmosphère de soudaine concorde où les députés présents affirmaient – presque à l'unanimité – leur volonté de préserver l'Union, il a été décidé de conserver le nom actuel de l'URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques. *Le* plénum du comité central du Parti communiste, il y a deux semaines, avait refusé de renoncer aux qualificatifs *« socialiste »* et *« soviétique »* ; le Congrès l'a suivi.

Un Biélorusse, Alexandre Jouravliev, a cristallisé la colère des élus de Républiques lointaines en proposant ni plus ni moins de revenir à la *« Russie »* pour désigner l'URSS. *« Voilà une démonstration de l'impérialisme et du chauvinisme russes »*, a explosé un élu ouzbek, rouge de colère.

Pour que le succès soit complet, il restait à Mikhaïl Gorbatchev à régler le chapitre économique. Une résolution-balai en treize points, fourre-tout énumérant *« les mesures urgentes »* à prendre, a été votée sans discussion, présentée habilement par le maître des débats, le *dévoué* Anatoli Loukianov, parfaitement secondé par Noursultan Nazarbaïev, le numéro un kazakh, probablement le futur vice-président.

Cette résolution exige la signature d'un accord provisoire entre le pouvoir central et les Républiques pour sortir de l'impasse budgétaire. Sans budget pour l'année prochaine, l'URSS court à la paralysie économique, *il faut donc trouver une* solution d'urgence. Elle ne sera que provisoire, faute de s'entendre avec les Républiques sur la répartition des impôts et des ressources naturelles.

L'épreuve la plus difficile de cette session du Congrès des députés attend maintenant le président : faire passer les amendements de la Constitution permettant un nouveau renforcement de ses pouvoirs et la création d'un poste de vice-président. En principe, tout amendement à la Constitution, que le Congrès des députés est seul habilité à modifier, doit être adopté par les deux tiers des quelque mille deux deux cent cinquante membres du Congrès élus en mars 1989. Il n'y avait que mille huit cent vingt-sept présents, mardi, à l'ouverture de la séance. Il suffit donc de trouver trois cent trente-trois voix négatives pour bloquer la réforme.

(Intérim.)

ROUMANIE

Le gouvernement veut traduire en justice les anciens dirigeants communistes

Le premier ministre, M. Petre Roman, a demandé, lundi 24 décembre, au parquet *« de mener à leur terme »* la recherche et les poursuites en justice de *« tous ceux qui sont coupables »* d'avoir conduit le pays au désastre pendant plus de quarante ans de régime communiste, a annoncé le même jour le ministre de la justice, M. Victor Babiuc. *« Le peuple roumain a le droit de connaître tous ceux qui, en tant que dirigeants du Parti communiste, de l'État ou de la Securitate* (l'ancienne police secrète) *ont terrorisé des dizaines, des centaines de milliers de personnes (...) et ont mené le pays à un désastre économique, social et culturel »*, a declaré M. Babiuc.

Le ministre a ajouté que les *« terroristes se trouvent aujourd'hui parmi nous, anonymes et en totale liberté »*. Pour M. Babiuc, qui parlait au nom du premier ministre, *« chaque jour qui passe diminue les chances d'apprendre la vérité, rend difficiles et compliqués les enquêtes et les jugements, éloignant les espoirs mis dans la justice »*.

C'est la première fois depuis l'accession au pouvoir du Front de salut national que ce sujet est abordé de façon aussi nette. Au cours de l'année 1990, les procès de hauts responsables du Parti communiste se sont éternisés. Celui de l'ancien chef de la Securitate, le général Iulian Vlad, a par exemple été suspendu, le dossier ayant été renvoyé au parquet pour supplément d'enquête. – *(AFP, Reuter.)*

GRANDE-BRETAGNE

L'écrivain Salman Rushdie renie ses « blasphèmes »

Salman Rushdie a désavoué, lundi 24 décembre, les passages de son roman *les Versets sataniques* qui lui ont valu d'être condamné à mort par l'Iran et a déclaré, dans une interview par téléphone à la BBC, qu'il espérait pouvoir sortir bientôt de la clandestinité.

L'écrivain britannique, qui se cache depuis près de deux ans, après sa condamnation par l'imam Khomeiny, a signé une déclaration écrite en présence de dignitaires musulmans, dont le secrétaire d'Etat égyptien aux biens religieux, Mohammed Ali Maghoub. *« Je n'approuve aucune des paroles prononcées dans mon roman par l'un ou l'autre des personnages qui insultent le prophète Mahomet, qui jettent le discrédit sur l'islam ou sur l'authenticité du saint Coran ou qui récusent la nature divine d'Allah »*, fait notamment savoir Salman Rushdie.

Dans cette déclaration en quatre points, diffusée par la Société islamique pour la promotion de la tolérance religieuse au Royaume-Uni, l'écrivain d'origine indienne s'engage à *« attester qu'il n'est d'autre dieu qu'Allah et que Mahomet est son dernier prophète »*.

Salman Rushdie s'engage également à ne pas publier son roman en édition de poche et à n'autoriser aucune nouvelle traduction de l'ouvrage *« tant qu'existe un risque d'offense supplémentaire »*. *« Je continuerai à œuvrer pour une meilleure compréhension de l'islam dans le monde, comme j'ai toujours tenté de le faire dans le passé »*, ajoute-t-il.

Selon Frances D'Souza, qui préside la Commission internationale pour la défense de Salman Rushdie, la préparation de la rencontre a pris plusieurs mois. La signature a été précédée d'une série de contacts entre Salman Rushdie et Hecham el Essaoui, musulman modéré qui préside la Société islamique pour la promotion de la tolérance religieuse.

L'écrivain espère que la condamnation qui pèse sur lui sera levée. L'Iran a cependant rejeté plusieurs fois de précédentes excuses et a réitéré ce mois-ci la *« fatwa »* de l'imam Khomeiny. – *(AFP, Reuter.)*

ALBANIE

La révolution sans nom

TIRANA

de notre envoyé spécial

Si la révolution fut dite « *de velours* » en Tchécoslovaquie, si elle fut tronquée en Roumanie, et si elle se poursuit en Bulgarie, comment qualifiera-t-on demain les profonds changements qui, en quelques jours, ont transformé l'Albanie ? Les prémisses – ô combien timides – de ce changement furent certes perceptibles en janvier dernier, lorsque le président Ramiz Alia, terriblement troublé, dit-on, par les événements roumains, décida une série de mesures visant notamment à donner un peu d'oxygène à une économie entièrement sous contrôle étatique. Certes, la crise des ambassades, en juillet, et le fait que les responsables aient accepté à l'époque de négocier avec les chancelleries occidentales l'exode de milliers d'Albanais ont aussi été considérés comme un « message » signifiant la fin du total isolement du pays des aigles.

Certes, la volonté affichée par le gouvernement de rallier la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) fut aussi interprétée comme un signe tangible d'ouverture sur le monde. Mais ce passage, que l'on voudrait présenter comme entièrement pacifique, comme voulu sans arrière-pensées par les dirigeants, a aussi été rendu possible par un certain nombre d'actes violents. Violence contenue d'abord de tout un peuple épuisé de vivre dans le dénuement le plus total, de travailler dans des conditions moyenâgeuses et humilié de se savoir « le dernier » du continent européen.

Violence ensuite de ces jeunes *de Shkoder qui payent aujourd'hui* de dizaines d'années de prison leurs manifestations de janvier 1990 au cours desquelles ils s'en prirent notamment à la statue de Staline, un an, donc, avant que celle-ci ne soit enlevée de Tirana. Violence, enfin, de ces étudiants de la capitale qui, au cours des deux « glorieuses » des 9 et 10 décembre, osèrent, en manifestant sur le campus, accomplir l'impensable : demander la démocratie et la liberté pour leur pays. Le lendemain, M. Ramiz Alia décrétait le multipartisme.

Ismaïl Kadaré, l'absent

Le rôle des intellectuels du pays, *ni dissidents ni thuriféraires*, fut aussi considérable. Tentant inlassablement d'élargir la marge de contestation qui leur était octroyée, ils contribuèrent ainsi à donner mauvaise conscience – si conscience il y a – aux responsables du pays. Comment apprécier ainsi, à l'aune de ce qui s'est passé ces derniers temps, la décision *de l'écrivain Ismaïl Kadaré de* rester en France ? Pour répondre, il faut d'abord se rendre compte de son immense popularité dans son propre pays ; il faut avoir entendu les milliers d'étudiants crier *« Kadaré, reviens ! »* au cours du premier meeting de l'opposition ; il faut aussi avoir parlé de « lui » avec les mineurs de Valias. *« Kadaré, sauvez notre honneur*, dit un étudiant. *S'il n'avait pas été là, l'Albanie n'aurait été connue dans le monde que comme le dernier pays stalinien »*.

Même si beaucoup auraient souhaité que l'écrivain soit là dans ces moments cruciaux et porte le drapeau de l'opposition démocratique, il est clair qu'en terme d'efficacité, sa décision aura sans *doute obligé elle aussi le président* Ramiz Alia à accélérer le processus de réformes et à ne pas se contenter de cosmétiques.

Seuls les mois qui viennent permettront de définir exactement de quel type aura été la « révolution » albanaise. Mais l'expérience des autres anciennes démocraties populaires permet déjà d'explorer *quelques scénarios possibles*. Certains craignent une voie « roumaine » faite de violences à répétition et d'instabilité. Pour le moment, l'Albanie ne souffre pas du péché originel de la révolution roumaine, à savoir l'ambiguïté fondamentale dans laquelle Nicolae Ceausescu a été renversé.

Les observateurs estiment plutôt que l'évolution albanaise pourrait ressembler à ce qui s'est *passé en Bulgarie où le parti communiste*, malgré sa victoire aux élections, a été progressivement éliminé des postes-clés du pouvoir. Instruit de ces expériences, le Parti du travail albanais (parti communiste) parviendra-t-il à surmonter sa principale contradiction : vouloir être aujourd'hui le *garant de l'ouverture et de la* démocratisation, après avoir symbolisé, pendant plus de quarante ans, la forme la plus obtuse et la plus fermée du marxisme-léninisme ? Parviendra-t-il à convaincre les Albanais, les jeunes notamment, et à éviter que ceux-ci ne quittent leur pays pour tenter fortune ailleurs ?

A moins que l'Albanie, qui a été souvent « originale » dans le pire, trouve, dans le meilleur cette fois, une voie propre et pacifique de passage à la démocratie libérale. Beaucoup dépend du résultat de l'étrange cohabitation qui s'est d'ores et déjà instaurée entre le président Alia et l'opposition démocratique. Or, les mariages de raison, dit-on, ne sont pas toujours les pires.

JOSÉ-ALAIN FRALON

DIPLOMATIE

Comme les autres pays du tiers-monde

L'Algérie craint de faire les frais de la fin de la guerre froide

Du temps où Soviétiques et Américains se regardaient en chiens de faïence, les petits pays, dont l'Algérie, préservaient leurs intérêts en jouant des antagonismes des deux Super-Grands. Mais, avec la détente entre l'Est et l'Ouest, ce jeu de bascule n'est plus guère possible et l'Algérie redoute de payer, au prix fort, la fin de l'existence des blocs.

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie est orpheline de la guerre froide et ne dissimule pas son chagrin. *« Quand deux types ou deux camps se serrent la main, c'est sur le dos d'un troisième »*, écrivait un éditorialiste algérien à propos de la signature du traité sur les forces conventionnelles en Europe, en novembre à Paris. Et d'ajouter, amèrement : *« Rien ne va plus au Sud quand tout va bien au Nord. Immense espoir de paix là-haut. Appréhension en bas, au rez-de-chaussée du développement... »*.

C'est en termes à peine plus enrobés que les responsables algériens commentent la nouvelle donne. Lors d'un colloque consacré à la sécurité en Méditerranée, le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, a estimé, que *« la politique des grandes puissances en matière de désarmement vise en fait à prononcer la fin de l'armement conventionnel, c'est-à-dire le désarmement des faibles. Elle a pour finalité de promouvoir le développement de nouvelles technologies avec la mise au point de nouvelles générations d'armes sophistiquées redoutables, dynamique de laquelle nous avons naturellement toutes les chances d'être exclus »*.

Au cours d'un séminaire tenu il y a quelques semaines à l'Ecole supérieure des forces navales de Tamentfoust, près d'Alger, devant un aréopage d'officiers supérieurs, de cadres et d'experts, le ministre de la défense, le général-major Khaled Nezzar, avait déjà fait une description inquiète des derniers changements dans le paysage géostratégique. *« Pour les pays comme le nôtre*, avait-il estimé, *l'œuvre de désarmement se résume à une illusion. (...) Le désarmement pour les puissants de ce monde est en fait un processus planifié de déclassement d'armements rendus obsolètes par les évolutions conjuguées de la menace et de la technologie. Une génération d'avions ou de missiles se substitue à une autre ; quant au surplus d'armements conventionnels et sous-performants, il est déversé sur le tiers-monde, augmentant du même coup le poids de sa dette et les sources de déstabilisation, régionales. »* Et de conclure, catégorique : *« Pour les pays faibles, le désarmement n'est rien de plus qu'un contrat de dupes »*.

Un nouveau mur

La presse avait largement reproduit les déclarations du général Nezzar et celles du premier ministre, mais aucun responsable des nombreux partis algériens n'a, jusqu'ici, émis de commentaire sur les conséquences induites par de tels propos. Pour n'être ni *« victime »* ni *« dupe »* de l'*« illusion »* du désarmement, l'Algérie doit-elle, par exemple, mener une active politique d'armement ? Et quel chemin doit-elle suivre alors que les derniers bouleversements rendent caduque le non-alignement ?

Déjà anxieuse à l'idée de faire les frais de l'ouverture à l'Est de la politique économique européenne, l'Algérie redoute maintenant d'être tenue à l'écart de cette cour où les Grands, les riches et leurs alliés, le Nord en somme, règlent les affaires du monde, y compris celles du Sud. *« Il est inquiétant de constater déjà que l'effondrement du mur de Berlin et la fin de Yalta laissent apparaître l'élévation d'une muraille Nord-Sud sur un triple fondement économique, culturel et religieux »*, affirmait encore M. Hamrouche au colloque sur la sécurité en Méditerranée. Faisant référence à des déclarations de hauts militaires français, le général Nezzar remarquait pour sa part que *« les pays pauvres sont montrés du doigt et présentés comme étant la principale menace »*. Constat amer d'un pays qui se sent exclu du jeu. Il ne faut pas chercher plus loin l'une des raisons du fort sentiment de fraternité que nombre d'Algériens portent, aujourd'hui, à l'Irak.

GEORGES MARION

Paris et Bonn ont entamé des discussions sur l'indemnisation des Français victimes de la guerre

BONN

de notre correspondant

Les contribuables allemands ont reçu un choc en apprenant samedi 22 décembre par le quotidien conservateur *Die Welt* que le gouvernement *français réclamait à celui* de l'Allemagne unifiée le remboursement de dettes datant de la seconde guerre mondiale d'un montant de 37 milliards de francs de 1945, auxquels s'ajoutent 261 millions de reichsmarks. Ces sommes figurent dans un document remis par le Quai d'Orsay au ministère des affaires étrangères allemand après la conclusion de l'accord 2+4 ; elles constituent cependant, selon l'ambassade de France à Bonn, *« un simple rappel des demandes privées répertoriées entre 1945 et 1953, qui ne préjuge pas de la validité de ces créances »*.

L'unification allemande a remis à l'ordre du jour l'application de l'article 5 de l'accord de Londres du 27 février 1953, qui stipulait que la question des dettes contractées par l'Allemagne envers des créanciers privés était dépendante de la conclu*sion d'un traité de paix*.

Les biens confisqués par la RDA

L'accord 2+4, signé au mois de septembre dernier, faisant office de traité de paix, ce dossier, qui dormait depuis près de quarante ans dans les cartons du Quai d'Orsay, a été réactivé et fait l'objet de discussions complexes entre Bonn et Paris. Il englobe, en effet, des créances aussi différentes que celles des industriels français ayant travaillé pour l'occupant allemand et qui n'ont pas été réglées dans les derniers mois de la guerre, les mandats des travailleurs français en Allemagne qui ne sont pas parvenus à leurs destinataires français, ou bien encore les demandes d'anciens prisonniers qui réclament restitution *ou remboursement de l'argent ou* des objets précieux qui leur avaient été confisqués à leur entrée dans les camps. Un autre ensemble de problèmes concerne les réparations aux personnes qui s'étaient opposées à l'annexion de fait en 1940 de l'Alsace et de la Lorraine et qui avaient été soit emprisonnées, soit expulsées pour cette raison. L'indemnisation *des quarante-cinq mille* Alsaciens-Lorrains soumis au travail forcé dans le cadre du « Reichsarbeitdienst », ainsi que celle des deux mille Tsiganes français victimes de la politique raciste des nazis est également réclamée par la France.

Paris souhaite aussi que soit fixée, dans le cadre d'un échange de lettres entre les gouvernements, l'obligation pour l'Allemagne d'entretenir et de conserver dans un *« état décent »* les sépultures des Français morts en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale et les lieux de mémoire comme les anciens camps de concentration nazis.

Le gouvernement de Bonn hérite enfin du contentieux jamais réglé entre la France et la RDA sur l'indemnisation des personnes victimes d'expropriations ou de confiscations *de biens en Allemagne de l'Est*. Il s'agit d'environ deux cents dossiers, dont quelques-uns concernent les biens de juifs réfugiés en France qui ont été récupérés par l'Etat communiste après avoir été « aryanisés » par les nazis. Un accord sur la restitution des biens culturels français volés pendant la guerre et qui se trouvent actuellement dans l'ex-RDA est également souhaité par la France.

Les négociations vont être longues : Bonn veut prendre toutes les précautions pour qu'un accord avec la France ne serve pas de référence à d'autres demandes de réparations qui risquent d'être autrement plus coûteuses. Il s'agit essentiellement de revendications formulées par des pays comme la Pologne ou la Yougoslavie qui n'avaient pas été parties prenantes de l'accord de Londres.

LUC ROSENZWEIG

POLITIQUE

A Bordeaux

La chambre régionale met fin à la gestion de fait du Mai musical

BORDEAUX

de notre correspondante

La chambre régionale des comptes d'Aquitaine a notifié, avant Noël, à M. Jacques Chaban-Delmas le jugement destiné à mettre un point final à la gestion de fait du Mai musical de Bordeaux. 156 702,64 F, pour lesquels « *aucune pièce justificative probante* » n'a été fournie, devront être remboursés à la ville de Bordeaux par les comptables de fait ou les tiers qui ont bénéficié de cet argent.

Au terme d'une procédure engagée au début de l'année 1990, la chambre régionale avait déclaré « *comptables de fait des deniers de la ville de Bordeaux* » le maire, M. Chaban-Delmas, en tant que président de l'association du comité d'organisation du Festival international de musique, de danse et d'art dramatique de Bordeaux, plus connu sous l'appellation Mai musical ; M. Gérard Boireau, ex-directeur du Grand Théâtre de Bordeaux, commissaire général du Mai musical ; deux agents municipaux et le trésorier principal de la trésorerie municipale de Bordeaux.

Pour la chambre des comptes, l'association 1901 organisatrice du Mai musical, n'avait « *aucune autonomie par rapport à l'administration municipale* », dont elle tenait l'essentiel de ses fonds, lesquels « *étaient et restaient des deniers publics* ». D'ailleurs, elle suggérait que l'association était, depuis longtemps, en panne de fonctionnement : pas de procès-verbaux des réunions d'assemblée générale ni de bureau, remplacement des membres décédés sans respect des formalités, dépassement de l'effectif fixé par les statuts.

En juillet dernier, la chambre des comptes avait enjoint de « *cesser sans délai les opérations irrégulières* », ce qui supposait la dissolution de l'association. Cela fut fait, non sans quelques grincements de dents, le 27 septembre. Les comptables de fait devaient, aussi, produire un compte unique, exercice par exercice, à compter du 1er janvier 1983. Cela correspondait à la période contrôlée par la chambre régionale et obligeait à fournir « *toutes pièces justificatives* ».

Il est, ainsi, admis que le Mai musical a encaissé 68 673 516,01 F, dont 88 % provenaient de subventions municipales. 66 871 693,95 F ont été dépensés. Le 8 octobre, le conseil municipal a déclaré d'utilité publique les dépenses alléguées, mais la chambre des comptes n'a pas accepté cette décision en bloc. Dans un premier temps, elle a contesté environ 300 000 F de dépenses, qu'elle estimait non justifiées.

Finalement, elle est convenue de s'arrêter à 156 702,64 F, qui devront donc être remboursés, en plus du solde du compte du Mai musical, chiffré à 1 801 822,06 F, qui a été reversé dans les caisses de la ville. Moyennant quoi, les comptables de fait sont « *déclarés quittes et libérés* ». Officiellement, l'affaire du Mai musical est close.

GINETTE DE MATHA

Après le congrès du PCF

M. Anicet Le Pors ne veut pas servir d'« alibi »

M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique et animateur, avec M. Charles Fiterman, du mouvement des communistes « refondateurs », a expliqué, lundi 24 décembre, sur RTL, pourquoi il s'était opposé, à la fin du vingt-septième congrès du PCF, à la réélection de M. Georges Marchais aux fonctions de secrétaire général du parti.

Faisant valoir « *des arguments de principe* », il a notamment déclaré : « *On ne peut pas adopter pour nous des règles trop différentes de celles que l'on préconise pour la société que l'on veut transformer. Nous sommes contre le septennat renouvelable pour le président de la République. M. Marchais en sera à la fin de son troisième septennat lorsque nous arriverons au vingt-huitième congrès. C'est trop.* » A propos de sa réélection au comité central, M. Le Pors a affirmé : « *Je n'ai pas l'intention d'être un alibi. Je continuerai, sur la base de ce qui a été voté par les communistes au congrès, à développer mes idées.* » Il a appelé « *les déçus du congrès* » à rester au PCF et à « *croire en cet avenir de transformation authentique* ».

M. Charles Fiterman estimait, pour sa part, à propos de sa propre réélection au bureau politique, dans un entretien publié lundi par *Libération* : « *Je suis plus libre que jamais. C'était le but de toute cette bataille. Le principal acquis de ce congrès est qu'on me prend comme je suis. A partir de là, je compte bien, en respectant les décisions prises par la majorité, affirmer la pluralité, la diversité de la vie du parti. C'est vrai pour moi et pour tout le monde.* » Interrogé sur son retrait du secrétariat du comité central, l'ancien ministre des transports indiquait : « *La vocation stricte du secrétariat est d'assurer le travail courant. J'ai souhaité équilibrer autrement mes activités. J'assumerai l'entière responsabilité de membre du bureau politique mais je veux pouvoir consacrer plus de temps à un travail de réflexion, de contacts, d'échanges, dans une phase qui appelle une refondation de l'identité, du projet communiste et, au-delà, d'ailleurs, de la perspective de gauche elle-même.* »

Nous publions ci-dessous la composition des instances dirigeantes du PCF.

La direction du parti

Secrétaire général

M. Georges Marchais

[Né le 7 juin 1920 à La Hoguette (Calvados), M. Marchais, membre du Parti communiste depuis 1947, est entré au comité central en 1956, au bureau politique en 1959, au secrétariat en 1961. Secrétaire général adjoint en février 1970 (le secrétaire général, Waldeck-Rochet, malade, n'assurant plus ses fonctions depuis plusieurs mois), il est devenu secrétaire général en décembre 1972, lors du vingtième congrès. Le vingt et unième congrès (extraordinaire) n'ayant pas procédé au renouvellement des instances dirigeantes du PCF, M. Marchais commence donc, formellement, son septième mandat.]

Membres du secrétariat

Quatre membres ont été réélus :

MM. Jean-Claude Gayssot, Maxime Gremetz, André Lajoinie *et Mme Gisèle Moreau.*

Trois nouveaux membres ont été élus :

M. Pierre Blotin.

[Agé de cinquante ans, instituteur, secrétaire fédéral du Val-d'Oise, M. Blotin est entré au comité central en mai 1979. Il était jusqu'à présent responsable, au bureau politique, de l'éducation des communistes.]

M. Jean-Paul Magnon.

[*Agé de quarante-cinq ans,* M. Magnon est secrétaire fédéral du Rhône, la fédération de l'ancien ministre « refondateur » Charles Fiterman.]

M. Pierre Zarka.

[Agé de quarante-deux ans, M. Pierre Zarka a été secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) de 1979 à 1984. Il avait adhéré au MJCF en 1964 et au PCF deux ans plus tard. De 1971 à 1973, il a été secrétaire général de l'Union des étudiants communistes avant d'accéder au comité central en 1979 et la même année à la direction du MJCF. Il a été député de la Seine-Saint-Denis de 1978 à 1986. Responsable adjoint du secteur de la propagande du comité central, il est l'un des principaux animateurs de la fédération de Seine-Saint-Denis.]

Deux membres quittent le secrétariat :

MM. Charles Fiterman, à sa demande, et Gaston Plissonnier.

Un membre est décédé :

Paul Laurent.

Le bureau politique

Dix-huit membres ont été réélus :

MM. Claude Billard, Pierre Blotin, Antoine Casanova, François Duteil, Charles Fiterman, Jean-Claude Gayssot, Maxime Gremetz, Guy Hermier, Philippe Herzog ; Mme Jackie Hoffmann ; MM. Henri Krasucki, André Lajoinie ; Mme Francette Lazard ; MM. René Le Guen, Roland Leroy, Georges Marchais ; Mme Gisèle Moreau ; M. Louis Viannet.

Cinq nouveaux membres ont été élus :

MM. Jean-Paul Magnon, Pierre Zarka.

M. Alain Bocquet.

[Agé de quarante-quatre ans, éducateur spécialisé de formation, M. Bocquet est premier secrétaire de la fédération du Nord et député de ce département depuis 1978.]

M. Robert Hue.

[Agé de quarante-quatre ans, infirmier de profession, maire de Montigny-lès-Cormeilles, M. Hue est secrétaire général de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) et dirigeant de la fédération du Val-d'Oise.]

M. Francis Wurtz.

[Agé de quarante-deux ans, professeur, dirigeant de la fédération du Bas-Rhin, secrétaire du Comité des libertés et des droits de l'homme dans le monde, M. Wurtz a été le secrétaire particulier de M. Marchais de 1976 à 1982 et le coordonnateur des campagnes présidentielles de M. Marchais en 1981 et de M. Lajoinie en 1988. Il est membre du comité central et député européen depuis 1979.]

Cinq membres quittent le bureau politique :

MM. Gaston Plissonnier, René Piquet et Mme Madeleine Vincent. Gustave Ansart et Paul Laurent sont décédés en 1990.

Le comité central

Les cent vingt-cinq membres réélus :

Mme Sylviane Ainardi ; MM. Gérard Alezard, Robert Allione, René Andrieu, Rémy Auchedé, Christian Audouin, Louis Baillot, Auguste Bechler, Marc Bellet, Claude Billard, Noël Bizouerne, Alain Blanchard ; Mme Danielle Bleitrach ; MM. Pierre Blotin, Paul Boccara, Alain Bocquet, Daniel Boulay, Robert Bret, Daniel Brunel, Marc Bruyère ; Mmes Marie-Georges Buffet, *Martine Bulard ; MM.* Claude Cabanes, Charles Caressa, Antoine Casanova, Jean-Michel Catala, Jacques Chambaz, Daniel Cirera, Robert Clément, Claude Compeyron, Paul Crespin, Michel Dauba ; Mme Danielle De March ; M. Jacques Denis, Bernard Deschamps, Michel Duffour ; Mme Martine Durlach ; MM. François Duteil, Denis Duvot ; Mme Mireille Elmalan ; MM. Roland Favaro, Charles Fiterman ; Mme Paulette Fost ; M. Jean-Louis Fournier ; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; MM. Jean-François Gau, Jean-Claude Gayssot, André Gérin, Antoine Gomez, Maxime Gremetz, Serge Guichard, Guy Hermier, Philippe Herzog, François Hilsum ; Mmes Thérèse Hirszberg, Jacqueline Hoffmann ; M. Robert Hue ; Mmes Jeanine Jambu, Sylvie Jan ; M. Raymond Jeanne ; Mme Pierrette Joachim ; MM. Jean-Paul Jouary ; Jean-Pierre Kahane, Henri Krasucki, André Lajoinie, Jean-Marie Langoureau, Julien Lauprêtre, Michel Laurent, Guillaume Laybros ; Mme Francette Lazard ; MM. Jacques Le Digabel, Jean-Christophe Le Duigou, Jean-Claude Lefort, René Le Guen ; Mme Jacqueline Léonard ; MM. Anicet Le Pors, Roland Leroy, Paul Lespagnol, Jean-Paul Magnon, Henri Malberg, Georges Marchais, Nicolas Marchand ; Mme Catherine Margaté ; MM. Roger Martelli, Henri Martin, Jean-Marie Martin, Bernard Marx ; Mme Sylvie Mayer ; MM. Jean-François Meyer, Jean-Louis Mons ; Mme Gisèle Moreau ; MM. Alain Obadia, Jean-Pierre Page ; Mme Rolande Perlican ; M. Jacques Perreux ; Mme Annie Peronnet ; MM. René Piquet, Gaston Plissonnier ; Mme Henriette Poirier ; M. Claude Pondemer ; Mme Jeanine Porte ; MM. Guy Poussy, Piéro Rainero, Jack Ralite, Jacques Rimbault, Jacques Roux, Georges Séguy, Lucien Sève, Pierre Sotura, Gérard Streiff, Marcel Trigon, Georges Valbon, Bernard Vasseur, Louis Viannet ; Mmes Madeleine Vincent, Josiane Voyant ; MM. Michel Warcholak, Francis Wurtz, Marcel Zaidner, Pierre Zarka et Alain Zoughebi.

Les membres réélus à la commission centrale de contrôle financier sont MM. Henri Costa, Sylvano Marian, Philippe Rambaud et Bernard Violain.

Les dix-neuf nouveaux membres :

MM. Bernard Birsinger (Seine-Saint-Denis), Jean-Michel Bodin (Indre-et-Loire), Gilles Bontemps (Loire-Atlantique) ; Mme Nicole Borvo (Paris) ; MM. Claude Gindin (Val-de-Marne), M. Richard Gispart (Essonne) ; Jean-Claude Gomez (Gironde) ; Mme Dominique Grador (Corrèze) ; M. Richard Gispert (Essonne), Roland Jacquet (Rhône), Patrick Le Hyaric (Seine-Saint-Denis), Eric Macia (Hérault), Lucien Marest (Seine-Saint-Denis), Charles Marziani (Haute-Garonne) ; Annick Mattighello (Nord) ; M. Fréderic Meyer (Vaucluse) ; Mmes Danielle Sanchez (Seine-Saint-Denis), Sylvie Vassalo (Val-de-Marne) ; M. Jean Wlos (Paris). M. Henri Garino (Aude) entre à la commission centrale de contrôle financier.

Les quinze membres partants :

M. Edmond Amiable ; Gustave Ansart, décédé ; MM. Jean Barrière, Albert Debosschère, Etienne Fajon, Paul Fromonteil ; Mme Marie-Thérèse Goutmann ; M. Georges Lanoue ; Paul Laurent, décédé ; MM. Roger Leclerc, René Lomet, Pierre Martin (décédé), André Sainjon (démissionnaire en 1989) ; Mme Michèle Saurel ; M. Maurice Verdier.

Après la dissolution du conseil municipal

Le PS présentera une liste à l'élection partielle de Clichy-sous-Bois

La fédération socialiste de Seine-Saint-Denis a annoncé, lundi 24 décembre, que la section du PS de Clichy-sous-Bois et l'association l'Eveil clichois, hostile à l'ancien maire évincé par le PCF, avaient décidé de former une liste « *d'union et de large rassemblement* » – intitulée Priorité Clichy-sous-Bois – pour les élections municipales qui doivent avoir lieu les 20 et 27 janvier prochain. Cette élection partielle fait suite à la dissolution du conseil municipal par le conseil des ministres, le 5 décembre (*le Monde* du 6 décembre), après huit mois de crise à la mairie.

Celle-ci avait débuté avec l'éviction, par son propre parti, du maire communiste de Clichy-sous-Bois, M. André Déchamps, qui avait tenu des propos jugés racistes. L'élection du nouveau maire, également membre du PCF, M. Christian Chapuis, avait été annulée, le 16 novembre dernier, par le Conseil d'Etat, alors que le conseil municipal (seize conseillers PC-PS, onze partisans de M. Déchamps, cinq Front national et trois RPR), privé de majorité, vivait depuis le mois de mars une existence chaotique. A l'exception des communistes, la plupart des responsables politiques de Clichy-sous-Bois réclamaient, depuis l'invalidation de M. Chapuis, un retour devant les urnes.

Le communiqué de la fédération socialiste, qui a donc décidé de ne pas former une liste commune avec le PCF au premier tour, précise que, au second tour, la liste Priorité Clichy-sous-Bois, « *dans l'esprit de discipline républicaine* (...), *fusionnera avec toutes les listes de gauche pour constituer un large rassemblement et battre M. Déchamps et le Front national* ». Le PS de Seine-Saint-denis précise que « *ce rassemblement se fera automatiquement autour de la liste de gauche la mieux placée au premier tour* ».

□ **Des députés RPR proposent une réforme du travail parlementaire.** – Cinq députés RPR, MM. Richard Cazenave, Philippe Auberger, Alain Cousin, Michel Giraud et Jean-Claude Mignon, dénonçant la « *logique de désagrégation qui affecte progressivement toutes les insitutions de la République* », ont adressé à leur président de groupe, M. Bernard Pons, des propositions de réforme du travail parlementaire, consistant en « *une session unique, qui permette d'organiser le travail parlementaire sur trois jours ; l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale des propositions de loi ayant recueilli le soutien des deux tiers des députés ; la création de commissions d'enquête, pour ne plus laisser l'exécutif en tête à tête avec les médias ; une limitation du recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution pour le budget et pour un texte jugé prioritaire par le gouvernement ; la transparence du système indemnitaire des parlementaires, en le soumettant au droit commun, notamment sur le plan fiscal* ».

Noël dans le monde

Dix mille personnes ont assisté à la messe de minuit célébrée, la veille de Noël, par le pape Jean-Paul II dans la basilique Saint-Pierre de Rome. Lors des traditionnelles « prières des croyants », une prière pour la paix dans le monde a été lue en arabe : *« Seigneur, illumine les esprits des chefs d'État et de gouvernement afin qu'ils soient des bâtisseurs de paix et qu'ils ne négligent rien pour la bâtir dans la justice et dans le respect réciproque »*. La messe était retransmise dans une cinquantaine de pays. Le pape devait prononcer son message de paix et sa bénédiction *Urbi et orbi* mardi 25 décembre à midi.

● **A Bethléem** : le patriarche latin a appelé à la *« paix et la justice »* dans son sermon de Noël, après avoir évoqué la menace d'une guerre généralisée. En ce quatrième Noël de l'Intifada, la ville de Bethléem avait l'aspect d'une ville morte. Les magasins avaient baissé leurs rideaux de fer à la suite d'un appel de la direction unifiée de l'Intifada dans les territoires occupés. Les décorations de la ville avaient été réduites au strict minimum : pas de sapins, pas de luminaires. Seules quelques guirlandes avaient été placées par l'administration militaire.

● **A Nazareth**, les vingt-cinq mille Arabes chrétiens de la ville ont ouvert, lundi, les célébrations de Noël par leur traditionnel défilé dans les rues de la cité galiléenne. L'archevêque de Galilée, Mgr Maximos Salloum, a accueilli le défilé en priant en faveur de la paix en Israël, dans les territoires occupés et dans le Golfe.

● **A Pékin**, plusieurs milliers de personnes ont assisté à une messe de minuit, organisée dans la cathédrale du Nord, située à quelques kilomètres de la place Tiananmen, par l' « Association patriotique catholique de Chine » (non reconnue par le Vatican). Dans l'édifice où la foule se pressait, les fidèles et les curieux ont entendu un sermon appelant à rester unis *« autour du parti »* communiste et *« à ne pas troubler l'ordre public »*.

● **En Allemagne**, le président Richard von Weizsaecker a appelé lundi, dans son message de Noël, les Allemands de l'Ouest et de l'Est, qui célèbrent Noël dans l'unité pour la première fois depuis quarante ans, à faire un effort pour mieux se comprendre, *« car nous utilisons toujours des termes de division, comme* "eux et nous", "ici et là-bas", "anciens et nouveaux citoyens" », a-t-il déclaré.

● **En France**, le Conseil d'Églises chrétiennes, qui rassemble les Églises catholique, protestante, orthodoxe et arménienne apostolique, a publié un communiqué dans lequel ses responsables déclarent prier *« tout particulièrement pour chacune et l'ensemble des nations du Proche et du Moyen-Orient »*. *« Noux croyons*, ajoutent-ils, *que la paix n'est pas seulement l'état de non-guerre, elle est indissociablement liée à la justice économique et sociale, au respect du droit des personnes et des communautés, à la liberté et à la fraternité »*. – *(AFP, Reuter.)*

Le « ras-l'obole » des Français

Suite de la première page

Au secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, on estime à près de 8 milliards de francs – contre 1 milliard au début des années 80 – l'ensemble des dons collectés en 1989 pour des causes aussi différentes qu'un tremblement de terre ou une inondation, la lutte contre le cancer ou l'insertion des handicapés.

Les associations s'occupant de développement dans le tiers-monde ont recueilli, en 1988, 2 200 millions de francs, contre 1 500 millions il y a cinq ans (1).

Comment expliquer de tels chiffres ? Par une conception nouvelle de la solidarité, qui n'est plus confondue avec une BA pour le tiers-monde. La crise économique en France, les 2,5 millions de chômeurs, les « nouveaux pauvres » ont favorisé la montée d'une solidarité dite « de voisinage », qui n'exclut pas pour autant le pauvre au loin. La solidarité de proximité s'étend, grâce à la télévision, jusqu'aux enfants de Roumanie ou au paysan andin !

On n'est plus solidaire par choix ou idéal, mais par obligation. La conscience que la France est un oasis de richesse (relatif) dans un océan de pauvreté est renforcée par la situation des immigrés, la révolte des banlieues, le mal-vivre des jeunes.

Les menaces sur l'environnement renouvellent aussi notre perception de la solidarité et si l'opinion se mobilise pour la défense de la forêt amazonienne, c'est parce qu'elle sait son propre environnement menacé.

Un « krach humanitaire » ?

Mais dans ce contexte de progression régulière de l'aide privée, un certain nombre de déséquilibres, liés à la concurrence devenue presque sauvage sur le « marché » de la charité, commencent à apparaître. Le public captif des donateurs (estimé à 5 millions environ) n'est pas extensible à l'infini.

La charité médiatisée à outrance privilégie certaines causes et en condamne d'autres. L'affectation des dons à des secours d'urgence, plus spectaculaire et gratifiante, menace les projets de développement (scolarisation, médicalisation des pays pauvres) à plus long terme.

Stagnation des dons de particuliers ? Une organisation comme le Secours catholique se demande si, après l' *« euphorie »* des années 1980-1988, on n'est pas arrivé à *« un point de retournement »*. Elle n'hésite pas à parler de risque de *« krach humanitaire »*.

Les techniques sophistiquées montrent leurs limites : le taux de rendement des appels humanitaires par publi-postage était de 3 à 4 % jusqu'en 1988. Il ne serait plus que de 1 % aujourd'hui. Au Secours catholique, comme dans d'autres associations (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Comité catholique contre la faim et pour le développement, etc.), la part des dons de particuliers tend à reculer au bénéfice des cofinancements de programmes par des entreprises, des banques ou la puissance publique (CEE, ministère de la coopération ou Affaires étrangères, collectivités locales). Une association comme Raoul-Follereau (lutte contre la lèpre) a même vu son budget baisser de 1987 (89 millions) à 1988 (81 millions). Outre les co-financements, des ONG ont recours au mécénat et au sponsoring (comme l'opération Evian-Croix-Rouge) pour équilibrer leurs comptes de fonctionnement.

« Il est plus facile de monter un spectacle que d'œuvrer pour la justice et de mettre en scène la charité pour ne pas avoir à la faire », dit le philosophe Jean-Luc Marion. A cet égard, l'explosion de la « communication humanitaire » a des effets plus pervers que la seule prolifération des associations qu'encourage le saupoudrage des subventions.

Le donateur, occasionnel ou régulier, refuse de choisir et il éparpille ses versements (ou ses legs) sur une demi-douzaine, voire plus, de causes différentes. *« Si la part des dons non affectés que nous recevons manifeste une marque de confiance fantastique*, dit M. Michel Fauqueux, secrétaire général du Secours catholique, *ce refus de sélectionner entre des appels témoignent, en fait, d'intentions et d'engagements beaucoup moins fermes qu'autrefois. »*

Et quand il y a choix et affectation d'un don, c'est de plus en plus en faveur d'une action hexagonale. Les sondages aussi en témoignent. En juillet 1988, 53 % des Français interrogés par la Sofres estiment que les organisations humanitaires doivent *« s'intéresser aussi bien aux défavorisés vivant en France qu'aux défavorisés du tiers-monde »*.

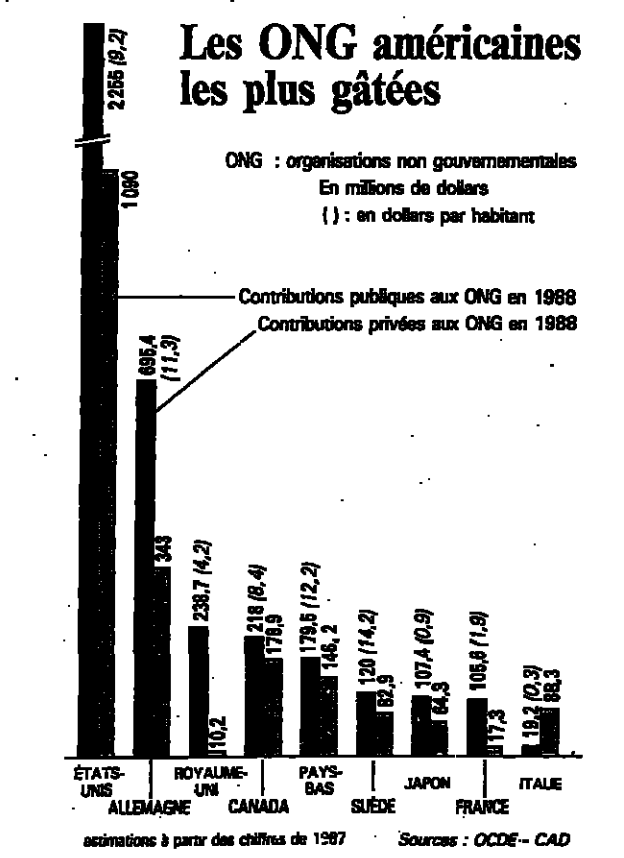
Vingt mois plus tard, en février 1990, selon le même institut de sondage, ils sont 82 % à penser que *« la priorité, en matière de solidarité, doit aller à l'aide aux pauvres en France »*. La multiplication des initiatives particulières peut enfin avoir des effets désastreux, comme on l'a vu pour l'aide à la Roumanie. *« Chaque élu voudrait devenir patron d'une petite ONG*, constate M. Bernard Holzer, président du CCFD. *Mais la solidarité, ça ne s'improvise pas ! »* Certes, le « circuit court » de la charité permet au donateur de voir directement ce qui est fait de son argent. Mais sans expérience ni logistique, ces initiatives très localisées, qu'elles viennent de collectivités publiques ou de micro-associations, sont vite débordées. En catastrophe, leurs promoteurs se retournent vers des organisations qui disposent de réseaux de compétence mais en ont assez de jouer les dépanneurs de la puissance publique.

Les solutions ne sont pas légion. Un effort d'information régulier, dès l'école, vaudrait sans doute mieux que des campagnes « coups de cœur » autour de ventres ballonnés. Si un réel partenariat existe déjà avec l'Etat, de nouvelles relations doivent aussi se mettre en place entre les associations, les entreprises et les collectivités locales. La concurrence a ceci de bon qu'elle force les associations à se concerter et à innover.

Celles qui ne le font pas seront incapables demain de résister aux ONG allemandes ou britanniques, beaucoup mieux dotées et subventionnées, qui envahiront à leur tour le marché français de la charité. A cet égard, la création récente en France du CLOSI (Comité de liaison des organismes de solidarité internationale), groupant la Cimade, le Comité français contre la faim, Médecins sans frontières, le Comité catholique contre la faim, etc. est un signe qui prépare l'avenir.

HENRI TINCQ

(1) Chiffres tirés de la dernière enquête sur l'aide privée de la commission Coopération-Développement.



JUSTICE

Deux jours de dialogue entre policiers et jeunes beurs à Roubaix

« Les coups de fil bidon au commissariat, c'était nous ! »

Enfermer dans la même pièce, deux jours durant, des policiers et des jeunes issus de l'immigration : le pari a été tenté à Roubaix, la semaine dernière, par le ministère de l'intérieur et l'association lilloise Espace Intégration. Un dialogue sans complaisance entre des flics et des beurs d'un département, le Nord, qui compte 52 des 400 quartiers « difficiles » recensés par le gouvernement.

Dix *« schtroumpfs »* et vingt *« crapauds »* ont pris le risque de se parler. Les premiers, version nordiste des policiers, ont eu droit à une volée d'amabilités – *« Potes de bougnoules ! »* – dans leurs commissariats. Les seconds, des beurs des cités de Roubaix ou de Tourcoing, ont été traités de *« balances de service »* parce qu'ils acceptaient de dialoguer avec des « flics ».

Dans le Nord, les relations entre *« schtroumpfs »* et *« crapauds »* se limitent, au mieux, aux contrôles d'identité et aux quolibets. Au pire, ce sont bousculades et caillassages des forces de l'ordre. Comme le mieux et le pire se côtoient depuis des années, les policiers et les beurs ont de quoi emplir des fourgons de préjugés : *« Les flics sont des racistes », « les jeunes Arabes sont des délinquants. »*

Se réunir autour d'une même table pour en discuter ? Sept gardiens de la paix, deux inspecteurs et un commissaire ont répondu au télex administratif invitant à un *« séminaire interculturel police-jeunes maghrébins de la deuxième génération »*. En face d'eux, des étudiants, des animateurs sociaux et des chômeurs, des fils et des filles d'immigrés, qui ont sauté sur l'occasion de dire leurs quatre vérités à des policiers sans risquer l'outrage à agent de la force publique. Ils ont immédiatement tiqué devant les uniformes – *« la haine du bleu »*. Une fois les policiers « déshabillés », la confrontation a pu commencer. Pendant des heures et des heures, les mêmes reproches ont fusé de part et d'autre.

Le stress du métier

Des témoignages sur le « délit de faciès », ces jeunes Français en ont à revendre. *« On est systématiquement contrôlés. Au centre-ville comme dans la ZUP. A minuit comme en plein jour. Devant les copains, c'est la honte. »* Et la carte d'identité nationale plastifiée au fond de leur poche n'y change rien. Ils distinguent pourtant : il y a les contrôles d'identité *« polis »*... et les autres. Certains policiers sont célèbres pour leur zèle intempestif : *« Vous trouvez normal de présenter vos papiers cinq fois par jour au même flic ? Le nez plaqué contre le mur, les sacs et les vêtements fouillés ? »*

Non, les fonctionnaires présents au séminaire ne trouvent pas cela normal. Tout juste invoquent-ils, en guise d'excuse, le stress de leur métier : *« Après quinze interventions pour des rixes, des querelles conjugales et des ivresses publiques, comment ne pas être sur les nerfs ? »*. D'ailleurs, les beurs auxquels les policiers demandent leurs papiers sont, d'après ceux-ci, le plus souvent agressifs : *« Vous vous sentez brimés dès qu'on vous demande vos papiers. A chaque fois, vous répondez en nous agressant verbalement*, déplore un brigadier. *Comme si demander les papiers, c'était faire preuve de racisme. »*

Racistes, les policiers ? Les beurs leur reprochent surtout de ne pas s'opposer au comportement « musclé » de certains de leurs collègues. De fait, les fonctionnaires reconnaissent qu'ils pensent avant tout à se serrer les coudes lors d'un contrôle d'identité ou d'une intervention, qui peuvent toujours mal tourner. Jusqu'où peut aller cet esprit d'équipe ? *« Un soir, un gars de mon service a mis des coups de poing dans le ventre d'un Arabe menotté*, a fini par confier, non sans courage, un gardien aux jeunes qui l'interrogeaient. *Je n'ai rien voulu dire devant le jeune tabassé. Plus tard, en tête à tête, j'ai prévenu mon collègue que, si cela se reproduisait, je prendrais la machine à écrire pour alerter la hiérarchie. »*

Les délinquants auxquels les policiers ont affaire n'en demeurent pas moins, souvent, d'origine immigrée. *« La nuit dernière, la liste des gardés à vue comportait treize noms, dont huit à consonance maghrébine »*, a constaté l'un d'eux. De là à considérer tous les beurs comme des « suspects » potentiels, il y a un pas que les policiers présents ont refusé de franchir. Ils ont toutefois reproché aux beurs *« une solidarité dans l'illégalité »* avec les délinquants maghrébins. *« Nous avons les uns et les autres des brebis galeuses dans nos rangs*, ont répliqué plusieurs jeunes. *Faites le ménage chez vous et nous ferons la même chose avec les voleurs de sacs à main, les agresseurs de vieilles dames ou les dealers. »* Sans donner de renseignements à la police, ont-ils précisé, mais en faisant régner l'ordre dans la communauté de leur quartier, et sans aller jusqu'à s'en prendre aux voleurs d'autoradios ou aux cambrioleurs, dont la délinquance leur paraît plus acceptable...

Au bout d'une journée et demie passée ensemble, les séminaristes ont échangé des anecdotes. *« Vous vous souvenez des coups de fil bidon au commissariat il y a quelques années ? C'était nous ! »*, a révélé un jeune. Le scénario était classique : des appels téléphoniques prévenaient que *« des Arabes »* cambriolaient des appartements d'une cité ; dépêchés sur les lieux, les policiers étaient accueillis à coups de pierres. Un autre beur a glissé que la tentation est grande de briser une vitre de voiture quand, le week-end, on s'est vu refuser l'entrée d'une boîte de nuit pour cause de « quota ethnique ».

Eurêka ! a compris un inspecteur, voilà pourquoi les statistiques des vols d'autoradios font un bond les vendredis, samedis et dimanches soirs.

Echange de numéros de téléphone

Réagissant comme un locataire d'HLM, un policier a révélé comment, sommé par un groupe de jeunes dans son quartier de *« payer une assurance » – « c'était du racket »* – pour qu'il n'arrive rien à sa voiture, la nuit sur le parking, il a préféré régler le problème avec des amis experts en sports de combat, plutôt que d'en référer à sa hiérarchie...

Sur un point, l'accord a été général entre flics et beurs : d'autres Vaulx-en-Velin risquent d'éclater dans des grands ensembles du Nord. *« Le quotidien est fait d'agressivité et d'affrontements. On est au bord de l'explosion »*, a estimé Amo Ferrati, responsable d'Espace Intégration. *« La moindre intervention de la police provoque des réactions incontrôlables »*, a ajouté un brigadier.

Dans une ZUP de Tourcoing, l'irruption du fourgon de Police-secours appelé pour un accident de la circulation n'a-t-elle pas entraîné le rassemblement immédiat de centaines d'habitants en colère ? A Valenciennes, ce sont les pompiers qui ont dû battre en retraite devant une situation analogue.

Les consignes policières incitent désormais à la prudence ; en cas d'incident dans ces quartiers « chauds », les patrouilles ne se déplacent plus qu'à plusieurs véhicules.

Le département du Nord recense cinquante-deux des quatre cents quartiers « difficiles » retenus par le gouvernement Rocard pour sa politique de la ville (*le Monde* du 20 décembre), a rappelé le directeur départemental des polices urbaines, M. Loïc Morinaux, en annonçant la mise en place d'un dispositif d'îlotage à Roubaix, dès janvier, ainsi que la poursuite des expériences de dialogue entre les policiers et les beurs. Le séminaire de Roubaix était la cinquième édition du genre.

La plupart des jeunes en sont repartis avec, en poche, les numéros de téléphone privés et professionnels des policiers. Et en prime, pour quelques-uns, l'espoir d'intégrer un jour la police nationale.

ERICH INCIYAN

MÉDECINE

En dépit d'un projet de relance du dispensaire parisien

La Croix-Rouge maintient la vente du centre Charcot

Occupé par son personnel depuis bientôt huit mois (*le Monde* du 13 juin), le centre de santé Charcot à Paris a-t-il encore un avenir ? L'Union des mutuelles d'Ile-de-France (UMIF) était candidate à la gestion du futur centre. Des négociations, menées au siège de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), entre différents partenaires, dont la Croix-Rouge, l'UMIF, la Ville de Paris et l'Association de défense du centre Charcot, semblaient d'ailleurs en bonne voie. L'UMIF était prête à déposer un dossier à la direction de l'action sanitaire et sociale de Paris pour le redémarrage des activités de prévention infantile. La réouverture du dispensaire lui-même, situé rue Charcot, dans le treizième arrondissement, devait attendre les résultats d'une étude de faisabilité menée par l'UMIF avec la collaboration de la MIRE (mission interministérielle de recherche et d'expérimentation).

En décidant, mercredi 19 décembre, de maintenir sa décision de vendre les locaux du centre Charcot, le conseil d'administration a compromis ce bel équilibre. *« Pour apaiser les esprits, le conseil d'administration avait accepté, en juin dernier, de laisser les médecins disposer des locaux pendant un an et d'y assurer bénévolement leurs soins*, explique M. Pierre Boutonnat, directeur général de la Croix-Rouge nationale. *Mais lors de sa réunion, mercredi, le conseil d'administration a maintenu sa précédente décision de vendre les locaux. »*

Cédé par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à la Croix-Rouge française en 1970, le centre Charcot accusait, à la fin 1989, un déficit cumulé de 9 millions de francs. *« Compte tenu des frais liés à la fermeture du centre, en avril dernier, ce déficit s'est élevé à 12,5 millions de francs avec des agios annuels de l'ordre de 1,25 million*, continue M. Boutonnat. *J'avais dit lors d'une réunion du 11 décembre avec les différents partenaires que si le conseil d'administration acceptait de revenir sur la décision de vendre, la location des locaux devrait au moins couvrir ses agios. »* Aujourd'hui, la situation semble bloquée. La vente, évaluée, selon la direction générale de la Croix-Rouge française, entre 13 et 15 millions de francs, comme une location de l'ordre de 100 000 F par mois seraient inacceptables pour les futurs gestionnaires.

MARTINE LARONCHE

SOCIÉTÉ

La mainmise des organisations criminelles sur l'Italie

Les croisés de la lutte contre la Mafia

Suite de la première page

Sesto-San-Giovanni, banlieue populaire de Milan. Morne lumière entre chien et loup sur les sorties d'usines. Le vieil Arturo, mécanicien de son état, enfonce sa casquette élimée et presse le pas. Il ne veut pas être en retard au rendez-vous fixé par la coopérative Valmaggio : Nando Dalla Chiesa, fils du général assassiné par la Mafia, vient y présenter *Storie*, son recueil d'histoires vraies édité par Einaudi. Récent déni de justice pour une Italie enfiévrée par ses démons : les commanditaires de l'assassinat de son père en 1982 viennent d'être absous en appel.

A quarante et un ans, cet universitaire à la douceur élégante est un battant de la contestation dont l'autorité morale est reconnue. Il dirige un mensuel, *Société civile*, dont les informations de terrain alimentent les réseaux de Lombardie. Il se dit favorable à La Rete, *« si celle-ci ne noie pas la richesse multiforme de la base dans une structure politicienne »*. L'homme des contre-pouvoirs sait être patient – *« à aller trop vite, on risque de perdre son âme »*. Son premier livre, *le Pouvoir mafieux*, fut imprimé en 1976 en France, avant d'être accepté et édité en Italie après l'assassinat de son père. Il est à la tête de l'association qui regroupe quatre cents familles de victimes des organisations criminelles et qui réclame *« vérité et justice »* sur ces affaires restées scandaleusement sans jugement ni coupables. Le 1er décembre, devant le Parlement à Rome, ces familles se sont réunies, *« telles les mères de Buenos-Aires, pour dire à ce régime : l'amour que vous avez pour la justice est le même que celui des généraux argentins »*.

Quand Arturo franchit la porte du local de béton, trois cents personnes écoutent déjà le *« professore »*. Sesto-San-Giovanni, haut lieu prolétarien déclinant en cité-dortoir, connaît la drogue dure, la spéculation effrénée, l'usure proposée par *« un bon ami »* et la *« tangente »* imposée aux commerçants – ce racket que dénoncent des syndicalistes communistes de Palerme où ils viennent d'ouvrir une permanence téléphonique assaillie de *« s.o.s. »* reçus de toute la péninsule.

Des brigadistes ayant fait de Sesto-San-Giovanni un de leurs nids, l'Etat et le général Dalla Chiesa lui-même en vinrent à bout. *« Alors pourquoi*, demande le vieil Arturo, *la Mafia reste-t-elle impunie ? »* Et de cligner de l'œil vers son voisin, un jeune policier du quartier. Ce dernier, adhérent du SIULP (Syndicat italien unitaire des travailleurs de police), n'en démord pas : *« Il faut l'union sacrée qui exista contre les Brigades rouges pour venir à bout de la Mafia. »* A une récente émission de « Samarcande », célèbre magazine de la troisième chaîne de la RAI, il entendit ses collègues du syndicat dénoncer l'absence cruelle de cette union sacrée.

Sanglante Campanie

Dans ces moments troubles où l'Italie n'en finit pas de découvrir les secrets de l'affaire Moro et les agissements déstabilisateurs de services parallèles, la démocratie est aussi menacée par l'infiltration des organisations criminelles, qui ne peuvent même plus se parer de leur code d'honneur ni prétendre fournir du pain aux pauvres...

Escale à Naples. La pluie si rare qui rend l'eau si chère tombe avec violence, quand s'arrête la voiture de Leoluca Orlando dans une rue délabrée, devant un *« palazzo »* où doit s'ouvrir une réunion. La foule massée à l'entrée invective l'escorte qui vient de débarquer. L'arrivant sort prestement de son véhicule. Sur le pavé du porche, à même la boue, gisent deux corps ensanglantés. C'est un jeune couple, elle est enceinte de huit mois, tous deux viennent de tomber d'un balcon sis au deuxième étage du *« palazzo »* qui s'est subitement effondré. La colère est à son comble, contre tout, le délabrement de la cité, l'incompétence des services municipaux, la pauvreté qui signifie la mort... Peu après, un garçon naît à la clinique voisine : tout s'est bien passé et les grands-mères embrassent Orlando avec la ferveur qu'elles auraient pour le père du bébé. *« Orlando, décidément, est chanceux »*, plaisantent les badauds. Humour ordinaire à la napolitaine, sur fond de violence et de Camorra.

Selon Pino Arlacchi, écrivain et spécialiste renommé, des victimes de rapt reçoivent fréquemment la visite de leurs anciens ravisseurs vite sortis de prison. Ces *« amis »* reviennent voir leurs *« clients »* et les rançonner jusqu'à ce que ces derniers quittent le pays. Dans la douce Campanie, la guerre des clans fait rage : depuis l'arrestation de certains chefs, c'est à qui s'imposera sur une parcelle du fief. De janvier à septembre cette année, deux cent trente-sept homicides et cent vingt-deux tentatives, un record.

Autre signe de dégradation : les dizaines de milliards de lires versées par l'Etat au lendemain du tremblement de terre de 1982 se sont évanouies Dieu sait où. Les « sans-toit » logent encore aujourd'hui dans des baraquements de fortune. Il faut survivre, dans cette province où l'urbanisation forcenée alla de pair ces dernières années avec la fermeture des chantiers navals et des usines sidérurgiques, avec l'abandon des cultures vivrières. Criante évidence : ainsi s'est enrichie la Camorra, qui préfère investir ses profits dans le Nord prospère ou à l'étranger. Un de ses chefs, Michel Zazza, vient d'être arrêté en France.

« Lutter contre la Camorra s'impose comme la première urgence », s'exclame Raffaele Sardo, conseiller municipal de Carinaro, une bourgade à trente kilomètres de Naples. Ce fils de paysan, trente-six ans et ancien maoïste du groupe Lotta continua, est entré dans la municipalité avec ses amis ouvriers. Assurant des cours pour les enfants à l'abandon, car l'absentéisme scolaire est élevé, ouvrant un lieu d'accueil pour drogués et publiant un périodique local, cette équipe de franc-tireurs armée d'une seule machine à écrire a su s'implanter. Au cœur de ce fief de l'ancien ministre de l'intérieur Antonio Gava, qui vient de démissionner, elle est passée à l'acte. Un dimanche en Sicile à l'heure des vêpres, à Canicatti où naquit et vécut le juge Rosario Livatino, assassiné à trente-huit ans par la Mafia. Le soleil fait luire les carrés de plastique qui protègent le raisin blanc aux grains juteux prisé dans le monde entier.

A 12 kilomètres d'Agrigente, où travaillait le juge Livatino, une surprenante prospérité : vingt sièges de banques pour soixante dix mille habitants. La voilà, la richesse de ces *« capi »*. L'enfant du pays se montrait trop curieux dans ses investigations. Le président du tribunal lui avait refusé la protection qu'il demandait. Il fallait le remplacer par un homme moins remuant, on avait déjà une idée... Mais, au lieu de l'effet de peur escompté, c'est une audace sans précédent que manifestèrent certains concitoyens.

La ville du juge Rosario Livatino

Ce dimanche, donc, le cousin de Livatino, président d'une association de jeunes, ouvre la première réunion anti-Mafia que connut jamais Canicatti. Un directeur de banque a prêté son salon d'honneur. En tribune s'expriment sans prendre de gants ceux du *« printemps de Palerme »*, invités en voisins.

Mais les vrais acteurs sont dans la salle. Ils sont plus de cinq cents à suivre l'événement ; d'autres regardent dans les couloirs le débat retransmis sur écran vidéo. Non loin de la tribune, le maire, lourdes paupières sur regard neutre, est assis aux côtés de sa femme, cheveux platine, teint blafard et lunettes noires. Le chef-carabinier est accompagné de ses lieutenants en uniforme. Le petit peuple guette les réactions de chacun, à l'affût de ce qui osera se dire. Le silence est total, quand fusent les accusations. Mais il n'exclut pas le sourire en coin, sur certains visages. Les *« cosche »*, les « familles » ont envoyé leurs émissaires.

Quand le juge Giacomo Conte, de l'ex-pool anti-Mafia démantelé par Rome, termine son intervention, une moitié de la salle applaudit. L'autre moitié approuvera bruyamment la péroraison du maire enfin monté à la tribune pour défendre la réputation de Canicatti. Le vieux curé de la paroisse, un grand escogriffe en soutane, prend lui aussi le micro : agitant ses bras, il s'excuse du ton de prédicateur – *« comprenez-moi, après tant d'années de pratique »* – puis sans broncher affirme qu' *« il faut dire dans quel camp on se range »*. Après tant de silence, il s'engage et ses ouailles apprécient. *« Demain, on en vivra les retombées*, murmure un jeune journaliste. *Mais ce ne sera plus comme avant... La peur a calé ce dimanche à Canicatti, sur les terres de la Mafia. Chez elle. »*

DANIELLE ROUARD

La grande criminalité en hausse

La grande criminalité a augmenté dans presque toutes les régions d'Italie au cours des neuf premiers mois de 1990 selon les statistiques du ministère de l'intérieur.

Les homicides volontaires (1 238 dont un sur douze dans les Pouilles) ont augmenté de 17,6 % en moyenne (de 43,5 % en Lombardie). Les délits contre la propriété sont aussi en hausse : 25,3 % pour les vols, 27,4 % pour les hold-up, 27,2 % pour les extorsions, y compris dans des zones réputées plus tranquilles. Les incendies volontaires ont connu une ascension record : + 42,6 % en moyenne, + 65,6 % en Sicile et + 75,2 % dans les Pouilles.

La « Duomo Connection »

MILAN

de notre envoyée spéciale

Sous la bruine de septembre qui colle au macadam, la chronique ordinaire d'un lotissement vire soudain au scandale politico-mafieux de la « Duomo Connection ». En mars dernier, la Fincos Spa, société financière dirigée par Gaetano Nobile du groupe Roller et la Monti Immobiliare srl, entreprise de bâtiment de Sergio Domenico Coraglia, obtenaient, après cinq ans d'effort, l'autorisation communale de construire un énorme ensemble résidentiel dans le quartier du Ronchetto, zone jusque-là verte et inconstructible. Déjà quatre-vingt-huit acquéreurs avaient en toute bonne foi versé 23 millions de francs.

Le 15 mai, ces deux sociétés et leurs responsables tombent cependant dans le filet tendu par le substitut de Milan Ilda Boccassini et le juge Giovanni Falcone de Palerme. Ces deux magistrats enquêtaient sur le recyclage en Lombardie, via d'honnêtes sociétés telle la Fincos, de milliards de « narcolires » issus principalement du trafic d'héroïne. Documents et écoutes vont « parler » et le parquet de Milan acquiert vite une conviction : l'accord de la municipalité a bel et bien été monnayé.

Sans preuve pas de procès

Le parquet met en cause des conseillers municipaux et d'autres responsables socialistes, démocrates-chrétiens et verts. Côté mafia, il identifie le cerveau du circuit : Antonino Carollo, géomètre et fils d'un « boss » assassiné en 1987, Don Gaetano. Au-delà de la corruption et de la protection politique contre espèces sonnantes, c'est l'infiltration de la Mafia au cœur de Milan l'intègre et de six communes avoisinantes qui est en cause. A deux pas, sur le palier de Mme Boccassini, travaille, sous escorte armée, le substitut Francesco Di Maggio.

Barbe grise et carrure imposante, regard débonnaire et paroles nettes comme un tranchant de lame, c'est un Sicilien de Milan rompu depuis quinze ans à la traque de la Mafia. Il a passé au crible l'installation des hommes de Catania à Turin, avec son collègue le juge Sebastiano Sorbello, lui aussi Sicilien.

La « Duomo connection » ne l'a pas surpris. Ce que le petit peuple découvre avec stupeur ces semaines-ci, lui le pressentait. *« Mais un juge n'est pas un sociologue. Il lui faut établir la réalité des faits. Sans preuve, pas de procès. »* Le substitut n'a pas la langue dans sa poche. Quand le juge Rosario Livatino fut assassiné en Sicile fin septembre, Di Maggio, avec d'autres, demanda et obtint une enquête sur cinq magistrats du tribunal d'Agrigente, où travaillait la victime.

Pour le substitut Di Maggio, la mafia ne se contente plus de s'infiltrer par *« les trous »* de ce fromage de gruyère qu'est la manne publique, *« elle fabrique elle-même ce fromage »*. Mais il ajoute : *« La preuve reste à établir. Dire que la mafia est partout revient à dire que la mafia n'existe pas. »* Le substitut expérimenté sent monter le ras-le-bol qui secoue l'opinion, le signe *« d'une sensibilisation et d'une mobilisation sans précédent »*.

Mais il se méfie, comme jadis son compatriote l'écrivain Leonardo Sciascia, *« des professionnels de l'anti-mafia. Parole e polverone » – « Des mots qui ne font qu'un nuage de poussière »...*

D. R.

La révolte de Monica

BADIA-POLESINE

de notre envoyée spéciale

Entre l'Adige et le Pô, près de son delta, sur une langue de terre appelée *« Polesine »* se niche Badia-Polesine, province du Veneto, cinq mille habitants. Une micheline capricieuse relie la ville au reste de l'Italie, à qui elle exporte ses tricots, ses « panettoni » de Noël et ses gâteaux de Pâques en forme de colombes.

Dans la fraîcheur glacée du cloître, Monica, vingt-trois ans, membre du club de la paroisse, pose son vélo. Elle parle, avec un accent chuintant qui traîne sur les « z ». Et vibre en évoquant la recherche collective d'une éthique que conduit Don Giuliano Zattarin, le chapelain. L'allure du religieux évoque celle d'un prêtre-ouvrier, son activité celle d'un clergé latino-américain dont le progressisme chatouille la papauté. Il se réfère à Paul VI : *« La politique est une manière exigeante de vivre l'engagement chrétien au service des autres. »* Il s'indigne : *« On criminalise la consommation de drogue, pas le truquage des appels d'offres ! »*

Les rues dangereuses du « zen »

En dépit du silence constant de la municipalité dirigée par un démocrate-chrétien, Monica et une centaine de jeunes ouvrent les fenêtres prudemment closes de Badia-Polesine sur l'Italie, l'autre Italie qui veut rompre avec la *« mafiosità »*, la culture du crime et du clientélisme. Monica est au chômage. Elle vient d'être classée seconde au concours d'une administration – dont le premier reçu est comme par hasard le fils de l'actuel président du secteur.

Déçue ? *« La plupart des jeunes ne se présentent même plus, tant le jeu est pipé. »* A Badia, dans l'ombre du parc, derrière l'église ou le centre postal, l'héroïne fait des ravages. Dans la province, une des plus touchées par le trafic de la drogue, les rapts d'enfants ont fait récemment leur apparition. A Badia même, certaines familles se sont soudainement enrichies, alors que leurs voisins passaient difficilement de la ferme à l'usine.

Monica et les siens prennent souvent le train. Car leur quête d'une éthique n'a rien de passéiste : ils la mènent en vagabonds, n'hésitant pas à se rendre là où souffle le vent du renouveau. En compagnie d'une vingtaine de membres du club, la jeune fille a passé quinze jours l'été dernier à Palerme. Elle se souvient de Carmine Mancuso, ce policier à la tête de la « coordination anti-mafia » dont le père avait été assassiné. Le fils s'appelle Lenin, comme son grand-père. Carmine, bel homme et verbe clair, a pour Monica l'âme d'un chevalier. Communiste convaincu, il est de *« ces gens qui m'aident à regarder différemment la réalité »*.

De Palerme, Monica sent encore les odeurs d'oranger qui l'ont saisie à l'arrivée, revoit les couleurs ocres des splendeurs passées, les jardins rénovés au *« Printemps »*, les gamins à l'abandon recueillis par les partisans de ce printemps dans les rues dangereuses du *« Zen »*, un des quartiers chauds de la ville, le courage d'Enzo Sindoni, directeur de coopératives menacé de mort et les exploits du correspondant de *la Repubblica*, Attiglio Bolzoni. Monica se souvient de l'euphorie joyeuse de ce séjour, où Don Giuliano, le chapelain, riait lui-même comme un gamin.

Et puis ce fut le retour à la maison... Le prêtre ne le cache pas : *« J'ai peur que les gens ne soient pas capables de quitter le clientélisme. »* En janvier, Monica retournera à Palerme, démentant cette Italie coupée en deux, entre Nord et Sud, qu'évoque l'ouvrage à succès *la Disunità d'Italia*...

D. R

SCIENCES

Au cours des trois prochaines années

La NASA prévoit d'effectuer vingt-sept missions avec la navette

Le nouveau calendrier des vols que la NASA envisage de réaliser avec sa flotte de navettes spatiales devrait donner lieu au cours des trois prochaines années à vingt-sept missions. Sept ont été programmées pour 1991, huit pour 1992 et douze pour 1993.

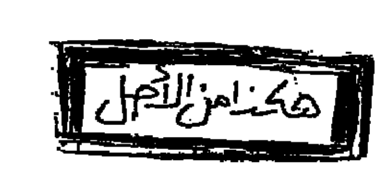
La grande majorité de ces vols seront assurés par les trois navettes existantes, Atlantis, Columbia et Discovery. Mais une quatrième navette, Endeavour, destinée à remplacer la navette Challenger détruite en janvier 1986 par une épouvantable explosion, devrait entrer en service en 1992 à l'occasion d'une mission de sauvetage d'un satellite dont l'orbite se dégrade. Pour le reste, la NASA lancera pendant la même période treize fusées classiques dont trois seront porteuses de missions scientifiques : Extreme Ultraviolet Explorer, Geotail et Mars Observer. Point important, ce calendrier ne fait mention d'aucun vol réservé pour le département de la défense favorable, pour la mise en orbite de ses satellites, à l'utilisation de lanceurs conventionnels plus économiques et plus simples à mettre en œuvre. Cependant, le Pentagone devrait avoir recours à trois reprises encore à la navette, à l'occasion notamment de la première mission de 1991, qui n'aura pas de caractère confidentiel.

EN BREF

□ **Sao-Paulo : un village pour les malades atteints du sida.** – Un hameau de dix maisons pouvant abriter une centaine de malades du sida sans ressources est en construction dans la banlieue de Sao-Paulo, à l'initiative de l'archidiocèse de la ville. Ce village, du nom de « Terre promise », a été entrepris par l'Alliance pour la vie *(Aliri)*, une association créée par l'Eglise catholique de Sao-Paulo pour s'occuper des patients pauvres atteints du sida qui ne trouvent pas de place dans les hôpitaux publics. L'idée de construire un tel hameau a été lancée par une ressortissante suisse, Mme Liseth Eicher, qui vit en Allemagne, et le goût de son édification est estimé à 400 000 dollars. Plus de la moitié des fonds nécessaires sont venus de l'étranger, grâce à la Misereor, une organisation de l'Eglise catholique d'Allemagne qui s'occupe du tiers-monde. L'autre moitié provient de dons de l'ordre des franciscains et de recettes de loteries organisées par l'Eglise de Sao-Paulo. – *(AFP.)*

□ **Le patron des polices urbaines de l'Hérault réintégré.** – Le commissaire divisionnaire Christian Fourès, directeur départemental des polices urbaines de l'Hérault, suspendu de ses fonctions depuis le 30 novembre pour *« manquement à la déontologie policière »* (*le Monde* du 6 décembre), a été officiellement réintégré dans la police nationale à la veille de sa mise à la retraite. M. Fourès, à qui il avait été reproché d'avoir essayé de faire prendre en compte un dossier sur l'introduction dans la région d'un jeu non reconnu par la législation française, avait souhaité *« que sa bonne foi soit reconnue »*. Il avait déposé un recours gracieux, qui vient de recevoir un avis favorable.

□ **Attaque d'un hypermarché à Aix-en-Provence.** – Trois personnes ont été blessées par balles lors du hold-up commis, lundi 24 décembre au soir dans un établissement d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), par deux malfaiteurs qui ont emporté un butin estimé à plus de deux millions de francs par le directeur du magasin. L'agression des deux convoyeurs de fonds de la société de transport Brink's et du responsable de la sécurité de l'hypermarché a eu lieu dans un secteur de l'établissement interdit au public, où les malfaiteurs auraient accédé par une fenêtre donnant sur les toits.



CULTURE

MUSIQUES

La quarantaine rugissante

Admiré dans Mozart, Beethoven, Chopin et dans la musique de chambre, Murray Perahia élargit notre horizon

Que de chemin parcouru depuis 1977 ! Murray Perahia, qui avait trente ans, n'était alors pas encore le pianiste mondialement connu qu'il est aujourd'hui, et pour son premier récital berlinois il avait fallu distribuer de nombreuses invitations... à des militaires et à des religieuses. Aujourd'hui, quand il joue le *Second Concerto* de Brahms avec Bernard Haitink, il n'y a plus une place de libre dans la grande salle de la Philharmonie de Berlin, en ce milieu du mois de décembre.

Depuis cette époque, Murray Perahia s'est installé à Londres, s'est marié, est devenu papa, a joué un peu partout dans le monde, a enregistré une intégrale des concertos de Mozart avec l'English Chamber Orchestra qu'il dirige de son clavier (1), a sagement fait équipe avec Bernard Haitink pour ceux de Beethoven quand Daniel Barenboïm et Vladimir Ashkenazy ont cru qu'ils pourraient dialoguer avec eux-mêmes (2).

Il a aussi réenregistré tout récemment le premier *Concerto* de Chopin avec Zubin Mehta (le premier *remake* discographique de sa carrière) auquel il a logiquement associé le *Second concerto* (3), les concertos de Schumann et Grieg (4), mais il a surtout élargi son répertoire de façon remarquable.

Pour un peu, les qualités qu'on lui a toujours reconnues auraient pu le confiner dans l'emploi de mozartien, ce type de pianiste dont on dit : *« Il est* très *musicien. »* Redoutable compliment qui sous-entend : *« Il n'a pas les épaules assez solides pour affronter le grand répertoire »*. Il était donc temps pour Perahia de prendre, à quarante-trois ans, un nouveau virage, d'aborder d'autres rivages plus combatifs, de jouer Liszt et, sacrilège diront certains, Rachmaninov.

Un récital *live* enregistré au Festival d'Aldeburgh, en 1989, qui fut le fief du compositeur anglais Benjamin Britten et de son ami le ténor Peter Pears, des pianistes Clifford Curzon, et Sviatoslav Richter (et de Perahia lui-même qui en fut le directeur artistique de 1981 à 1989) vient tout juste de sortir sur disque compact et sur vidéodisque (5). Au programme, les *Variations en ut mineur* de Beethoven, le *Carnaval de Vienne* de Schumann, la *Douzième Rhapsodie hongroise* de Liszt et quatre *Etudes*-tableaux de Rachmaninov.

Plus proche de Chopin que de Tarzan

Quel plaisir d'entendre Perahia jouer le jeu de la grande virtuosité décorative, pimenter sa lecture de petites touches personnelles ainsi que le faisaient les grands pianistes d'autrefois. Perahia n'est certes pas Alfred Cortot, mais il n'a rien d'un pianiste timide, correct. Son *Carnaval de Vienne* a grande allure joué ainsi, à la Richter (le finale est anthologique), électrisé, si bien senti.

Mais avouons-le, dans le *Deuxième* de Brahms, nous l'attendions au virage. Même si le compositeur ne l'a pas voulu difficile, virtuose, ce concerto est redoutable. Il exige une technique parfaite, une sonorité pleine, sans dureté, une agilité et des réflexes de tigre, une force, une endurance dont on ne crédite pas au premier abord un pianiste dont le physique est plus proche de celui de Chopin que de celui de Tarzan.

Accompagné par un Orchestre philharmonique de Berlin en petite forme (surtout les vents) et par le toujours attentif Bernard Haitink, Perahia a non seulement surmonté avec aisance, décontraction même, sa redoutable partie, mais en plus d'un endroit son jeu atteignait à une pure beauté : phrasés rêveurs, sonorités lumineuses du troisième mouvement (une mention pour le violoncelle solo de l'orchestre) ; légèreté du finale débarrassé des emportements très « fête de la bière », dont trop d'interprètes « profonds » l'affublent au nom d'on ne sait trop quelle tradition germanique ; second mouvement vif, incrusté dans le clavier, rageur parfois. Seul le premier mouvement trouvait le pianiste encore en-deçà, sur la corde raide, partagé entre la volonté de faire grand et de s'intégrer à la trame orchestrale. Rien de bien gênant au demeurant.

Ce concert berlinois était l'occasion pour CBS-Sony d'annoncer la reconduction du contrat d'enregistrement exclusif de Murray Perahia et d'annoncer quelques enregistrements futurs, dont les deux concertos de Brahms qui seront mis en boîte l'année prochaine avec la Philharmonie de Vienne et Carlo Maria Giulini. Un mariage musical qui risque d'être problématique.

ALAIN LOMPECH

(1) Dans les premiers mois de 1991, cette intégrale doit être rééditée en une nouvelle présentation et à un prix moins élevé.

(2) Publiée par EMI, la seconde intégrale des concertos de Beethoven par Daniel Barenboïm ne saurait rivaliser avec celle que le pianiste avait enregistrée pour le même éditeur avec Otto Klemperer. Vladimir Ashkenazy a moins de chance encore, aucune de ses trois intégrales chez Decca n'est une franche réussite ; la dernière, enregistrée à Cleveland, est même assez fréquemment catastrophique : piano désaccordé, fautes de texte, décalage.

(3) Un disque compact CBS-Sony.

(4) Avec l'orchestre de la radio bavaroise, dirigé par Colin Davis. Un disque compact CBS-Sony.

(5) Le vidéodisque comprend une sonate de Beethoven en plus. CBS-Sony.

La fête à Yvette

A un moment où le Bataclan accueillait de faux bals popu le dimanche après-midi... et le Balajo du public branché, Jean-Paul Gaultier, l'éternel garnement, roi du décalage, a fait de l'idole du Tour de France, Yvette Horner, un phénomène de mode. Il lui a donné une masse de cheveux mousseux roux orange, l'a vêtue de simili-panthère et de corselets cloutés. La vogue musette n'a pas duré, mais, entre Yvette et Jean-Paul, ce n'était pas terminé.

Jusqu'au 31 décembre, habillée par lui, elle joue de l'accordéon et chante au Casino de Paris, qui, avec ses lambris poussiéreux, son plafond écaillé, ses dorures éteintes, son look chic et délabré, est en passe de devenir les Bouffes du Nord du music-hall. C'est absolument splendide : dans une débauche de paillettes, de franges, de lurex, de drapés fluo, de cache-sexe en fourrure écolo, Yvette est entourée de danseurs en porte-jarretelles, de danseuses en bas résille, de rappers dans leurs costumes, qui rappent sur de l'Offenbach, et elle, en crinoline, joue aussi Liszt et Chopin au piano. Il y a en plus un dompteur illusionniste qui, aidé de sa dompteuse, fait disparaître deux tigres affectueux et une *panthère fatiguée*. La mise en scène est d'Yves Mourousi.

Bête de scène

Yvette Horner a son public, Jean-Paul Gaultier le sien. Ils n'ont pas les mêmes goûts, la même vision des choses. Pour les rassembler, il aurait fallu l'esprit, la patte, quelque chose en tout cas qui ressemble à ce que Claudio Segovia et Hector Orezzoli avaient réalisé pour le tango : l'image sublimée d'une histoire d'amour, à laquelle chacun peut apporter – ou non – son « second degré ».

Mais, en définitive, Yvette gagne sur tous les tableaux. On ne doit surtout pas rater son final, en tutu romantique, un accordéon orange dans les cheveux, entraînant « son » public, et tous les publics présents avec sa force terrienne, son authenticité, en vraie musicienne, en vraie bête de scène. On ne lui résiste pas.

COLETTE GODARD

► Casino de Paris, jusqu'au 31 décembre à 20 h 30. Ce mardi 25 à 16 h 30. Dimanche 30 à 15h. tél :. 49-95-98-98.

Savary visite Paris

French cancan et comédiens survoltés dans une « Vie parisienne » d'Offenbach à Genève

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

On raconte que Fernand Raynaud venait tester ses spectacles à Genève. Si le public lui accordait gracieusement deux rappels, il était certain de faire un tabac dans une salle parisienne... Ce public qui a déjà fêté Noël avec Jérôme Savary à plusieurs reprises (*la Périchole* en 1982, *la Veuve joyeuse* en 1983 ou *le Voyage dans la lune*, en 1985) a réservé un triomphe à sa nouvelle mise en scène de *la Vie parisienne* d'Offenbach : deux minutes d'applaudissements ou l'équivalent de vingt minutes de rappels en France.

Une mise en scène fidèle à l'image de Savary : rigoureuse mais pleine de pagaille tapageuse, explosive, rutilante, un rien provocatrice pour la cité de Calvin. Sans aller aussi loin que *Cabaret* qui y avait fait escale en 1988, quelques soubrettes dénudées, quelques culottes en dentelles ont attiré les foudres des âmes sensibles. Pas vraiment de quoi fouetter une fesse. L'incident est clos.

La Vie parisienne vue par Savary est un spectacle pour tous, du nostalgique du Châtelet – le Brésilien est le portrait craché de Francis Lopez – jusqu'aux enfants : un capharnaüm de souvenirs de Paris comme ces boules de neige en plastique avec l'Arc de triomphe, ou ces tours Eiffel en alu doré qui coiffent, dans le spectacle, les danseuses de french cancan. Savary donne envie de redécouvrir la « ville des lumières », d'aller refaire un tour de bateau-mouche, de partir en autocar avec des Japonais bardés d'appareils photos.

Comme Offenbach, Jérôme Savary aime Paris, comme Offenbach, il est truculent, voyou. Il n'a pas besoin de forcer le trait, il applique sur la musique ses images colorées, délirantes. Il n'hésite pas à réaménager le texte, ajoutant des personnages – une solide ballerine du Bolchoï, la Perestroikana qui vient de faire un triomphe dans *Pour qui sonne la Glas... nost* ou une douairière libidineuse – entre les jeux de mots de Meilhac et Halévy.

Jérôme Savary, en tacticien, raccommode le patchwork de *la Vie parisienne*, offre sa palette cataclysmique d'images désormais familières, mais toujours inattendues. Une danseuse du ventre traverse la scène perchée sur une lune en carton. Le spectacle a commencé sur les chapeaux de roue dans un décor de gare qui ressemble à l'aéroport cosmopolite de Genève. Plus tard, un salon s'écroule laissant place à une fanfare tyrolienne devant le palais Garnier ; perdue dans un océan de soie bleue, la femme de l'amiral rote comme une corne de brume et la veuve du colonel, corsetée dans une armure étincelante, ressemble à une walkyrie de pacotille.

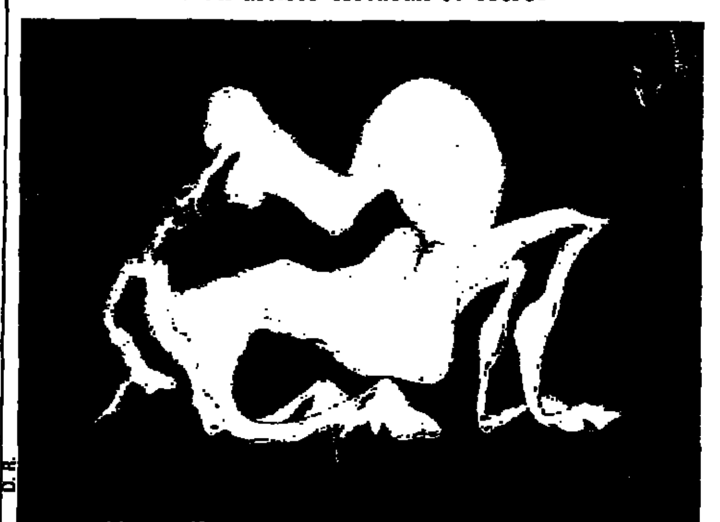
Jérôme Savary a réussi à réunir une distribution dynamique. Les chanteurs lancent leurs répliques, les acteurs chantent et parmi eux, Jacques Sereys, dans la peau du bottier Frick, est l'exemple parfait de cette alchimie. Travesti en major des tables d'hôte, il étête des poireaux puis lance ses couteaux autour du baron tout en faisant des gammes plus qu'honorables. Le chœur du Grand Théâtre est scintillant de vie et dans la fosse Marc Soustrot, le chef d'orchestre, fait le clown, pour ne pas se démarquer de cette bande joyeusement canaille.

BÉNÉDICTE MATHIEU

ARTS

La géométrie masquée

Au Musée Picasso d'Antibes, exposition d'un artiste tortueux et secret



D.R.

Sans titre (1936), huile sur papier d'Henri Nouveau.

ANTIBES

de notre envoyé spécial

Henrik Neugeboren devint Henri Nouveau, en 1947, dix-huit ans après son installation à Paris. Il était né en Transylvanie, en 1901, dans une famille allemande qui allait opter pour la nationalité hongroise. Cette participation à plusieurs cultures ne suffit pas à rendre compte de son étrangeté.

D'abord musicien, étudiant à l'Académie de Berlin, travaillant la composition à Paris avec Nadia Boulanger, il interrompt brutalement sa production musicale, au lendemain de la Libération, pour se consacrer entièrement à une œuvre plastique qu'il avait, en fait, commencée très jeune. Plus surprenantes encore : les confessions de son journal intime, qu'il a entrepris d'écrire dès l'âge de quinze ans et dont il va poursuivre la rédaction jusqu'à sa mort, en 1959 ; corroborées par la découverte d'une malle emplie d'objets fétichistes et d'instruments de mises en scène autoérotiques, elles révèlent un personnage douloureux et masqué.

Certaines nuits, déguisé en invalide avançant sur des béquilles, il s'en allait dans Paris, à la recherche de la créature de ses fantasmes, le garçon mutilé au visage d'ange. Ses amis ne connaissaient pas l'envers ténébreux d'un peintre dont ils savaient seulement que, pendant des mois, il ne fallait pas le déranger parce qu'il découpait, avec sa compagne, des anges en contre-plaqué pour les arbres de Noël, ce qui leur assurait de quoi vivre. Henri Nouveau ne se livrait pas, réservant à son journal les aveux d'une solitude profonde.

Son œuvre plastique déchire-t-elle le voile sur les blessures de l'âme et sur ses rêves, avec leur cortège de claudicants aux oripeaux de cuir que la nuit délivrait ? Elle l'entrouvre tout au plus. La grande exposition du musée d'Antibes, organisée avec le concours de la Fondation de France, et présentée par Danièle Giraudy à la fois selon la chronologie et selon les thèmes, démontre, que pour Henri Nouveau, la pratique d'un art abstrait serait plutôt un exorcisme. Elle le contient, le corsète et fait dériver sa curiosité aiguë vers des formes à la fois rigoureuses et intenses, des harmonies dont les rapports sont musicaux.

Apparitions fantomatiques

Les petits collages de la fin des années 20 sont ainsi ajustés avec un soin extrême. Dans un espace qu'il cerne lui-même en cousant les bords de la surface avec un fil blanc, ils constituent des emblèmes d'un équilibre tel qu'ils satisfont l'œil et l'esprit. Vers 1930, les barrières s'effondrent. La géométrie, discipline protectrice, cède à des apparitions fantomatiques, à des évocations d'accouplements, à des figures bariolées et grimaçantes. Mais ces échappées ne durent pas. Henri Nouveau réenclôt ses monstres dans son enfer taciturne. Ses compositions, alors, l'apparentent à Klee ou à Kandinsky, qu'il a, d'ailleurs, connus au Bauhaus à Dessau. Elles ont des allures de fêtes, de féeries narquoises, et la géométrie s'y soumet à l'esprit de fantaisie.

Henri Nouveau a trouvé sa technique, l'huile passée au tampon sur le papier. Il obtient ainsi des transparences délicates. Il manie le graphisme, dans ces raffinements colorés, avec la précision d'un ingénieur du bizarre. Il revient, enfin, à la géométrie pure, avec cependant des retours à une figuration mise à plat dont les éléments sont combinés avec humour : ainsi dans ces locomotives à vapeur, prétextes à métamorphoses.

Est-ce la lecture des documents secrets qui incite le visiteur d'Antibes à aller au-delà des apparences ? Dans les dernières salles, où règnent les emblèmes purement abstraits et les variations sur une donnée géométrique de base, il n'est pas impossible de discerner, de-ci de-là, quelques incursions du diabolique génie nocturne d'Henri Nouveau. Échappant au contrôle, il vient mettre en péril un équilibre, compromettre une architecture, glisser un signe surprenant, transformer un système formel en ballet, en poème.

Contraint par la pauvreté, Henri Nouveau n'a réalisé que de petits formats. Mais ils sont mystérieux et cocasses comme un théâtre où l'action est perturbée par des interventions en coulisse. Ses amis du Salon des Réalités nouvelles ne s'étaient pas trompés sur son talent. La reconnaissance des institutions, elle, a beaucoup tardé.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Musée Picasso d'Antibes, jusqu'au 29 janvier 1991.

DANSE

Voici l'homme

Anne Teresa de Keersmaeker vient de créer à l'Arsenal de Metz son dernier ballet, « Achterland »

Difficile à croire : c'est un garçon qui ouvre *Achterland* dernière création de Anne Teresa de Keersmaeker, connue pour l'homogénéité de sa compagnie de filles, Rosas, sorte de pensionnat brillant et agaçant, échappé d'un Sainte-Marie de Neuilly d'avant les années 50 – époque où la mixité évoquait encore pour beaucoup l'idée du péché. Le danseur, François Dunoyer, aérien, tout en spirales et roulades au sol, se coule dans la *Sonate n°2* pour violon solo d'Eugène Ysaye, interprétée sur scène par Irvine Arditti. Une danseuse, Nathalie Million, vêtue d'un pull-over au ras des fesses, jambes d'extra-terrestre, cheveux dans la figure, lui vole la vedette, avec force déhanchements et mines provocantes. Puis, avec Bruce Campbell et Nordine Benchorf, à grandes enjambées, François Dunoyer prend possession de l'espace.

La tension monte. Les filles, dans l'ombre, installent les chaises sans lesquelles une danseuse de chez Keersmaeker ne saurait se lancer sur scène. Elles arrivent, boules de dynamite, soudées par l'habitude d'être ensemble depuis longtemps.

Sur la première des huit *Études pour piano* de Ligeti, jouée par Rolf Hind, plus de discussion possible : les garçons n'auront que l'espace qu'elles daigneront leur accorder. En tailleurs de femmes d'affaires et hauts talons noirs pour faire impression, elles s'assoient sur des estrades, jupes retroussées, à nouveau comme de bien étranges petites filles... La règle du jeu : que les danseurs et les danseuses se rencontrent le moins possible. L'ambiance est ambiguë et sensuellement furtive.

Des damiers au sol crûment éclairés

Anne Teresa de Keersmaeker cherche à rendre dans sa composition chorégraphique la complexité virtuose de la musique en utilisant volontairement un vocabulaire de base limité, voire frustre : course, ciseau, chute, roulé au sol. En effet, la virtuosité pour la chorégraphe ne réside pas dans la gestuelle, mais dans la multiplication des combinaisons entre l'unisson, l'alternance, le contrepoint, l'utilisation du motif, la répétition d'une image.

Selon le même principe, elle chorégraphie pour l'ensemble du corps ou seulement des parties : mains, cous, têtes, hanches. Avec une prédilection affichée pour les jambes des femmes en position assise.

Le décor n'échappe pas davantage aux lois de l'unisson et du contrepoint : aux diagonales de lumières répondent l'alignement des chaises, aux quinconces des estrades carrées les damiers au sol crûment éclairés. Quand l'ombre avale la scène, les coulisses arrière commencent à s'éclairer. Par moments la chorégraphie est si tortueuse, que la musique en devient soudain d'une simplicité enfantine. A l'inverse, il y a des moments où les notes se fracassent sur une chorégraphie minimale, presque transparente, allant jusqu'à l'arrêt de tout mouvement.

Cette recherche raffinée force l'admiration. On regrette toutefois qu'elle se fasse au détriment du vocabulaire : aujourd'hui la gestuelle d'Anne Teresa de Keersmaeker, trop prévisible, en affadit la composition

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Achterland* sera présenté au Théâtre de la Ville co-producteur du spectacle, mercredi 16 au vendredi 18 janvier à 20 H 30. Location : tél. 42-74-22-77.

COMMUNICATION

Alors que le SNJ maintient son mot d'ordre de grève

Trois syndicats de FR 3 signent un protocole d'accord et décident d'appeler à la reprise du travail

Trois syndicats de journalistes de FR 3 (la CFDT, le Syndicat national des journalistes-CGT, FO) ont indiqué lundi 24 décembre dans la soirée qu'ils levaient leur préavis de grève à compter du 25 décembre à minuit. Les trois syndicats avaient signé peu auparavant un protocole d'accord avec la direction de FR 3, au bout de trois heures et demie de discussions. Ce protocole prévoit un plan salarial sur trois ans et une harmonisation des rémunérations pour l'ensemble des journalistes. Les journaux télévisés, qui avaient complètement disparu des écrans de FR 3 depuis le début de la grève il y a vingt-huit jours, devraient donc théoriquement reprendre mercredi.

Toutefois, de fortes divergences d'appréciation sur ce protocole sont apparues dans les bureaux régionaux. Il reste donc à savoir quelle sera l'attitude de ceux qui se sont opposés au protocole.

Un comité de grève regroupant la CFDT, le SNJ-CGT et FO a en effet consulté les rédactions durant la journée de lundi. Le Syndicat national des journalistes (SNJ), principale organisation syndicale à FR 3, qui n'a pas signé le protocole ni levé son préavis de grève, avait laissé ses adhérents se prononcer librement.

A 16 heures, heure limite de reprise des négociations, une légère majorité favorable au protocole s'était dégagée (184 contre 168, selon le comité de grève) mais l'écart devait ensuite se réduire pour finalement basculer, avec un léger avantage en faveur du non. Les avis sont très contrastés : ainsi, alors que la rédaction nationale (42 *« oui »*, 1 *« non »* et 3 abstentions) et celle d'Ile-de-France (21 *« oui »*, 1 abstention) ont voté pour le protocole, plusieurs grands bureaux régionaux comme Marseille (15 contre 2 et 2 abstentions), Bordeaux (19 contre 1 et 1 abstention), Lyon et Strasbourg ont clairement manifesté leur opposition.

Le SNJ a protesté contre son *« exclusion »* des négociations et a indiqué qu'il maintenait son préavis de grève. Dans un communiqué, le syndicat a mis en garde les trois autres syndicats sur les *« risques qu'ils ont pris à signer un accord contre l'avis de la majorité des rédactions »*. Enfin le SNJ, tout en indiquant que *« la direction générale de FR 3 fait la démonstration de son attitude fermée dès le début du conflit »*, a demandé à rencontrer *« de toute urgence »* le nouveau président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Hervé Bourges, ainsi que le ministre de tutelle, Mme Catherine Tasca, ministre délégué à la communication.

Avec une diffusion en stagnation en 1989

La presse française accroît sa dépendance par rapport à la publicité

Les données provisoires collectées par le Service juridique et technique de l'information (SJTI) sur la situation de la presse française en 1989 font apparaître une progression de 7,2 % du chiffre d'affaires global, qui atteint 53,19 milliards de francs. Tous types de presse confondus, cette hausse est due essentiellement à celle de la publicité (+ 13 %), qui représente maintenant 47 % des ressources, contre 41 % en 1982.

En revanche, le tirage comme la diffusion sont en baisse (respectivement – 0,8 % et – 0,3 %, en excluant les journaux gratuits). Tirage et diffusion des quotidiens, en particulier, sont en baisse, légère pour les régionaux, plus marquée pour les nationaux, par rapport à une année 1988 marquée, il est vrai, par de fortes ventes liées aux élections. Les charges de fabrication ont progressé de 4,3 %.

L'analyse détaillée des quatre catégories distinguées par l'enquête du SJTI fait apparaitre des situations contrastées. La presse nationale d'information générale et politique a connu en 1989 une quasi-stagnation (+ 0,7 %) de son chiffre d'affaires (9,94 milliards de francs). La baisse des ventes (– 5,6 %), la première depuis huit ans, est à peine compensée par la publicité dont la hausse (+ 8,3 %, 4,84 milliards) est la moitié de celle de 1988.

Les quotidiens nationaux voient pour la première fois depuis 1982 leurs ventes baisser (– 7,8 %), particulièrement leurs ventes au numéro(1). Et, pour la première fois en 1989, leurs recettes de ventes (2,83 milliards) sont inférieures à leurs recettes de publicité (3,27 milliards), amenant une croissance du chiffre d'affaires de seulement 2 %, contre plus de 6 % les cinq années précédentes.

La presse locale d'information politique et générale, dont les quotidiens forment quasiment la totalité, s'en tire mieux en 1989 : son activité (14,97 milliards de francs) progresse de 7,5 %, ses ventes de 4,3 % et sa publicité de 11,7 % (6,69 milliards). Après une morose année 1988 (+ 0,8 %), la presse spécialisée grand public retrouve en 1989 une croissance forte, un chiffre d'affaires de 21,6 milliards (+ 9,1 %), tiré moins par les ventes (+ 5 %, 12,72 milliards de francs) que par un gros boom de la publicité (+ 15,5 %).

Cette vive croissance est toutefois due pour une bonne part à la forte expansion des journaux gratuits (+ 21 % en publicité) dont le poids (3,23 milliards) s'affirme constamment au sein de la presse.

La presse spécialisée technique et professionnelle, enfin, poursuit à un bon rythme (+ 10,7 % en 1989) une progression qui a vu son chiffre d'affaires (6,62 milliards de francs) doubler depuis 1982. Pour elle aussi, les recettes de ventes (+ 4,4 %, 2,59 milliards) sont loin d'égaler les recettes de publicité (+ 15,1 %, 4,03 milliards).

Morosité de la presse généraliste nationale, et particulièrement des quotidiens, hausse des charges et dépendance croissante de la publicité, le tableau n'incite guère à l'optimisme. La presse est donc fragile, très sensible à la conjoncture publicitaire, dont la dégradation en 1990 laisse prévoir des résultats moroses.

Ces résulats seront connus statistiquement plus tôt qu'auparavant. Le SJTI, qui a déjà fait un sensible effort de rapidité de publication, lance en janvier une enquête rapide auprès de 630 titres représentatifs, et devrait donc disposer dès mars des principales données sur l'activité de la presse en 1990 : tirage, diffusion, chiffre d'affaires. Les données plus détaillées, sur la structure des coûts et recettes, attendront quelques mois de plus la parution de l'enquête détaillée traditionnelle.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) En 1989, la diffusion moyenne totale du *Monde* s'est élévé à 381.558 exemplaires contre 387.449. Cette très légère baisse était essentiellement imputable au blocage des dix mille exemplaires quotidiens destinés à l'Algérie.

Trois disparitions

L'écrivain Pierre Gripari

L'écrivain Pierre Gripari est mort dimanche 23 décembre, à Paris, des suites d'une opération chirurgicale. Il était âgé de soixante-cinq ans. Il était né en 1925 à Paris, d'un père grec et d'une mère normande. Bien qu'ayant exercé les métiers les plus divers, il s'est toujours adonné à la littérature. Il était notamment l'auteur des fameux *Contes de la rue Broca* (1967) et de *la Folie Méricourt*. Il a également écrit nombre de romans, nouvelles, pièces de théâtre, essais et recueils de poésie.

Le romancier et journaliste Voldemar Lestienne

Le journaliste et romancier Voldemar Lestienne est mort le 17 décembre à Paris à l'âge de cinquante-neuf ans (*le Monde* du 25 décembre).

[Né le 2 décembre 1931 à Lille, Voldemar Lestienne était entré à *France-Dimanche* en 1955. Il y avait fait toute sa carrière (à l'exception d'un bref passage à *Elle* puis à *France-Soir* entre 1957 et 1961). Il en était devenu en 1970 le directeur adjoint, poste qu'il avait quitté il y a quatre ans pour prendre une retraite anticipée. Voldemar Lestienne avait obtenu en 1975 le prix Interallié pour son roman *l'Amant de poche* (Grasset), une éducation sentimentale pince-sans-rire dans le goût des années 60 et de Françoise Sagan, prétexte à tableau de mœurs et portraits à clefs. Auparavant, l'auteur avait publié deux feuilletons picaresques à la manière des *Trois mousquetaires*, *Furioso*, en 1971, récit des aventures bouffonnes de quatre combattants de la France libre, et sa suite, *Fracasso*, en 1973 (Fayard).]

Le créateur de dessin animé Serge Danot

Serge Danot, créateur et animateur du « Manège enchanté », est mort le 23 décembre à l'âge de cinquante-neuf ans. Serge Danot avait créé cette célèbre série d'animation et les personnages de Pollux, Margotte et Ambroise à partir de son studio de production de la ville de Cugand (Vendée). Il y a assuré la conception, l'animation et le tournage du « Manège enchanté » dont 800 épisodes de cinq minutes par jour ont été diffusés par la première chaîne à partir de 1964. Outre « le manège enchanté », Serge Danot avait réalisé un long métrage (*le Chat bleu*) et de nombreux films publicitaires. La Cinq lui avait récemment commandé 120 nouveaux épisodes des aventures de Pollux et de Margotte, pour l'émission « Youpi ».

EN BREF

□ **Le *Boston Globe* va supprimer 5 % de ses effectifs d'ici à cinq ans.** – L'un des principaux quotidiens américains, le *Boston Globe*, a annoncé vendredi 21 décembre la suppression de 100 emplois au cours des cinq prochaines années. Ce pourcentage correspond à environ 5 % du total des effectifs du journal (2075 salariés à temps plein). Comme l'ensemble des médias américains, le quotidien de Boston, qui tire à plus de 520 000 exemplaires, est confronté à une baisse de ses recettes publicitaires.

□ **Les groupes Filipacchi et Excelsior reprennent *Auto-Moto*.** – Les groupes Filipacchi (*Match*, *Lui*, etc.) et Excelsior (*Science et vie*, *l'Action automobile*, *Vingt ans*, etc.) ont créé une société commune, qui deviendra actionnaire majoritaire à 66 % de la société éditrice du magazine *Auto-Moto*, diffusé à 344 000 exemplaires en 1989.

□ ***Le Parisien* rachète 10 % de Hit-FM.** – *Le Parisien* va racheter à Europe 1-Communication 10 % de la radio parisienne Hit-FM (103,5 Mhz). Filiale de Hachette, le groupe Europe 1 était contraint de céder cette participation depuis la prise de contrôle de la Cinq par sa maison mère, au nom du dispositif anti-concentration dans les médias. Hit-FM, qui reste détenue à 90 % par Circuit A (groupe UGC), devrait troquer son nom pour celui de Poste parisien, mais devrait continuer à diffuser le programme Europe 2 fourni par... Europe 1 à des radios locales clientes.

□ **Le Haut-Rhin veut être entièrement câblé.** – Le président du conseil général du Haut-Rhin, M. Jean-Jacques Weber (UDF-CDS), souhaite que son département (660 000 habitants) soit le premier en France dont tous les foyers soient dotés de la télévision par câble. Un plan de 2 milliards de francs – dont un venant de l'opérateur choisi pour ce réseau, l'autre d'emprunts – sera soumis au conseil général. A Mulhouse et Colmar, le câblage est déjà en cours de construction, sous l'égide la société d'origine suisse Eurocâble.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Michèle Guidetti
et
François Boldo

ont la joie d'annoncer la naissance de

Lou,

le 23 décembre 1990.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Léon CLAIR,
directeur honoraire des impôts,

survenu le 21 décembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu à Tournon (Ardèche) dans l'intimité familiale.

86, rue de l'Abbé-Groult,
75015 Paris.

– Mme Norbert Dufourcq,
Sœur Hugues Marie Dufourcq,
O.S.B. du Bec-Helluin,
M. et Mme F. Moonen
et leurs enfants,
M. et Mme F. d'Yvoire,
leurs enfants et petit-enfant,
M. et Mme B. Dufourcq,
leurs enfants et petits-enfants,
Claire, Jacques et Sébastien Ropartz,
M. et Mme E. Callias
et leurs enfants,

ont la grande tristesse de faire part de la mort, dans sa quatre-vingt-septième année, le 19 décembre 1990, à Paris, de

Norbert DUFOURCQ.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 21 décembre, en l'église Saint-Sulpice, sa paroisse.

14, rue Cassette,
75006 Paris.

– M. Henri Fréchet,
ainsi que ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Eliette FRÉCHET,
née Malan,

survenu le 12 décembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

157 *bis*, avenue Jean-Jaurès,
92140 Clamart.

– Mme Annick Garat,
son épouse,
M. et Mme Marc Galiana,
Patrick et Manuel,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Aline Lohyac,
sa belle-mère,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph GARAT,
officier de la Légion d'honneur,
ancien député,
directeur honoraire
des anciens combattants,

survenu, le 23 décembre 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques religieuses auront lieu, le jeudi 27 décembre, à 10 h 15, en l'église Saint-Léon de Marracq, à Bayonne, où l'on se réunira.

Selon les volontés du défunt, l'incinération aura lieu le même jour au crématorium de Pau.

L'inhumation de son urne se fera, le vendredi 28 décembre, à 11 h 30, au cimetière Saint-Léon, à Bayonne.

[Né le 7 novembre 1911 à Labastide-Rouairoux (Tarn), Joseph Garat, directeur interdépartemental du ministère des anciens combattants à Bordeaux, fondateur de l'Association des combattants-prisonniers de guerre du Pays basque, avait été élu député (SFIO) des Basses-Pyrénées en 1956. Il avait été battu aux élections législatives de 1958.]

– Le Seigneur a accueilli dans sa paix

André LEMESRE,

décédé à Lille le 24 décembre 1990 dans sa quarante-deuxième année.

La famille invite à partager sa peine et son espérance en participant à la messe de funérailles qui sera célébrée le jeudi 27 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne, à Bersée (Nord).

Le corps sera conduit au cimetière dudit lieu pour être inhumé dans le caveau de famille.

De la part de
Marie-Brigitte Lemesre-Preux,
son épouse,
Isabelle, Antoine, Xavier,
ses enfants,
M. et Mme Jean Lemesre-Blondeau,
ses parents,
Mme Preux Jupin,
sa belle-mère,
Ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute la famille.

1, rue de la Clé-d'Or,
59235 Bersée.

– Mme Pierre Servanty,
Ses enfants et petits-enfants,
Guy Servanty,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Pierre SERVANTY,

survenu le 22 décembre 1990 à l'âge de soixante-seize ans, à Aulnay-sous-Bois.

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 décembre, à 10 h 30, au cimetière ancien d'Aulnay-sous-Bois.

14, avenue Jean-Jacques-Rousseau,
93600 Aulnay-sous-Bois.

– Mme René Guy Soulage,
son épouse,
M. et Mme Charles Soulage,
ses parents,
M. et Mme Michel Soulage,
M. et Mme Patrick Node,
et leurs filles,
M. et Mme André Soulage,
ses enfants
et petites-filles,
Le recteur chancelier des universités de Clermont-Ferrand,
Le président et les personnels de l'université Blaise-Pascal,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René Guy SOULAGE,
chevalier
dans l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques,
chevalier
dans l'ordre du Mérite agricole,
professeur de classes exceptionnelles
à l'université Blaise-Pascal
de Clermont-Ferrand,

survenu, le 20 décembre 1990, à l'âge de soixante ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 27 décembre, en l'église Sainte-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris, où l'on se réunira à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

130, boulevard Masséna,
75013 Paris.

Anniversaires

– Il y a trois ans, le 26 décembre 1987,

Anatoli MASLOV

disparaissait brutalement, à l'âge de trente-six ans.

Catherine, sa femme, demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé de se souvenir de son sourire.

« Voici mon secret. Il est très simple : on ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux. »

Soutenances de thèses

– Université Paris-VII, le samedi 29 décembre 1990, à 9 heures, salle des Thèses, rez-de-chaussée, tour 25, Mlle Renata Lebre La Rovere : « La modernisation industrielle au Brésil ; une approche sectorielle ; une typologie de la modernisation ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), mardi 8 janvier, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif. M. Dominique Viart : « L'imaginaire des signes dans le roman contemporain français ».

– Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, Saint-Denis, le mardi 8 janvier, à 14 h 30, salle G 201. M. Jean-Claude Gardes : « L'image de la France dans la presse satirique allemande (1870-1970) ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), mercredi 9 janvier, à 15 heures, salle des Actes, centre administratif. M. Michel Cusato : « La renonciation au pouvoir chez les frères mineurs au XIIe siècle ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 10 janvier, à 10 heures, salle des Actes, centre administratif. M. Philippe Bonolas : « Le compagnonnage de Sir Philip Sidney et d'Hubert Languet ou le rêve brisé d'une Europe réformée ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 10 janvier, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif. Mme Frédérique Verrier : « Figure du soldat et valeurs militaires dans la littérature italienne du XVIe siècle ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), vendredi 11 janvier, à 14 heures, salle 326, escalier G, 2e étage. Mme Delphine Denis, née Delenda : « L'esthétique de la conversation dans l'œuvre de Madeleine de Scudéry ».

– Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 11 janvier, à 14 heures, salle E 07, bâtiment G. Mlle Christine Hutin.

– Université Paris-IV (Sorbonne), le samedi 12 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3e étage, 17, rue de la Sorbonne. Mme Marie-Florence Queudot, née Gros : « La théâtralité des dialogues de Diderot ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), le samedi 12 janvier, à 14 heures, bibliothèque d'histoire des religions, escalier I, 1er étage. M. Jean-Marie Husser : « Le rêve, lieu de rencontre avec le divin dans la Bible et les religions ouest-sémitiques ».

– RECTIFICATIF. – La soutenance de thèse du docteur Xavier Vicat prévue le lundi 14 janvier 1991, à 14 heures, aura lieu salle 5 B, Grand Palais, perron Alexandre-III, cours La Reine : « Johan Peter Silbert (1778-1844). Littérature et religion à Vienne à l'époque du romantisme ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le jeudi 17 janvier 1991, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Mme Christine Hamdoune, née Mermet : « Ad fines imperii romanis, Mauretania Tingitana : recherches sur la géographie et l'administration de la Maurétanie Tingitane ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le vendredi 18 janvier 1991, à 13 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Jean-Claude Larrat : « André Malraux, théoricien de la littérature. Des « origines de la poésie cubiste » aux voix du silence (1920-1951) ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le samedi 19 janvier 1991, à 9 heures, amphithéâtre Guizot, Mme Corinne Hubner, née Bayle : « Romans et contes de Pierre Reverdy. Une poétique de la marge – Etude sur *le Voleur de Talan* (1917), *la Peau de l'homme* (1926) et *Risques et périls* (1930) ».

– RECTIFICATIF. – Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le samedi 19 janvier 1991, à 9 h 30, salle Louis-Liard, Mme Fabienne Joubert, épouse Caillet : « Approche analytique de la tapisserie médiévale ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le lundi 21 janvier 1991, à 9 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Mlle Karin Ueltschi : « Une approche du discours didactique en ancien français au XIIIe siècle : champ d'application : « chair ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le lundi 21 janvier 1991, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Jésus Aguila : « Histoire du domaine musical (1953-1973). La pensée boulézienne et son institutionnalisation ».

– Université Paris-IV, Paris-Sorbonne, le mardi 23 janvier 1991, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Gérard Dufour : « L'homme et l'animal dans l'œuvre de Shakespeare. Essai d'anthropologie littéraire ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5420

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II						■			
III									
IV			■					■	
V				■					
VI				■	■				
VII								■	
VIII						■			
IX		■					■		
X					■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, il faut que ça saute ! – II. Apporte des jours sombres. Fera du chemin. – III. Trop lourdes pour être facilement supportées. – IV. Un peu de tout. Occasion d'avoir sa part du gâteau. – V. Interjection. Améliore l'emploi. – VI. Se termine en pointe. Tirer les ficelles. – VII. Qui est donc sortie d'une poche. – VIII. Contient un noyau. Film nippon. – IX. Satisfit un besoin. Réfléchi. – X. Faire regretter d'être venu. S'intéresse à nos affaires. – XI. Qui n'ont donc pas le dessus.

VERTICALEMENT

1. Peut se payer la tête de bien des gens. – 2. Occupe des sols. Impair. – 3. Peut être du bâtiment. N'ont pas de mots avec autrui. – 4. Bon conducteur. Antique émigrant. – 5. Tapis vert. Donc pas à refaire. – 6. Qui ne peut pas s'écarter. Une personne dans la cité. – 7. Voit battre de l'aile. Pronom. – 8. Ennemie de la paix. Article. Est à boire. – 9. Telles que c'est peine perdue.

Solution du problème n° 5419

Horizontalement

I. Comptable. – II. Oculus. – III. Ut. Abîmes. – IV. Langue. – V. En. Il. Pré. – VI. Ut. Semeur. – VII. Etuis. – VIII. Rudesse. – IX. Irisés. Et. – X. Net. Serpe. – XI. Esse. Lais.

Verticalement

1. Couleuvrine. – 2. Octant. Ures. – 3. Mû. Edits. – 4. Plagistes. – 5. Tubuleuses. – 6. Asie. Missel. – 7. Pesé. Rå. – 8. Ecru. Epi. – 9. Eus. Ermites.

GUY BROUTY

Programmes du mercredi 26 décembre au mardi 1er janvier

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

Un regard sur le cinéma américain : les années 50 : la Revanche des gueux (1950, v.o. s.t.f.), de Gordon Douglas, 16 h ; Ryu acteur fétiche d'Ozu : Bonjour (1959, v.o. s.t. anglais), de Yasujiro Ozu, 19 h ; Ryu acteur fétiche d'Ozu : le Début du printemps (1956, v.o. s.t. anglais), de Yasujiro Ozu, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

MERCREDI

Hommage à Fritz Lang : la Cinquième Victime (1956, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 18 h ; Hommage à Fritz Lang : l'Invraisemblable Vérité (1957, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Zavattini : Toto, Apôtre et Martyr (1940, v.o. s.t.f.), de Amleto Palermi, 14 h 30 ; Un jour dans la vie (1946, v.o. s.t.f.), d'Alessandro Blasetti, 17 h 30 ; Nous les femmes (1953, v.o. s.t.f.), d'A. Guarini, G. Franciolini, R. Rossellini, L. Zampa, L. Visconti, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Paris qui chante : Jeune public : Spot Citroën BX (1984), Goldfinger (1964) de Guy Hamilton, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Ferré : Léo Ferré (1984) de Frank Cassenti, Actualités Gaumont, Ferré au théâtre des Champs-Elysées (1984) de Guy Job, 18 h 30 ; Rengaine : Paris la belle (1928-1959) de Pierre Prévert et Marcel Duhamel, Paris au bord des lèvres (1981) de Claude-Jean Philippe, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

L'AIGUILLON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46).

LA CITÉ DES DOULEURS (Chin., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

DANCING MACHINE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOCTEUR PETIOT (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ENFANT MIROIR (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

EXTRÊMES LIMITES (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

GASPARD ET ROBINSON (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

JOURS DE TONNERRE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LACENAIRE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

> **Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.**
> **Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).**

LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Club, 9e (47-70-81-47).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MODIGLIANI (Fr.-It.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

MONTALVO ET L'ENFANT (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

OUTREMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PLAISANTERIE (tchèque, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

PRÉSUMÉ INNOCENT (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PUMP UP THE VOLUME (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA PUTAIN DU ROI (Fr.-It.-Brit., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

RASPAD (Sov.-A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ROCKY 5 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ROSE DES SABLES (Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

STEP ACROSS THE BORDER (Suis.-All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

TANTE JULIA ET LE SCRIBOUILLARD (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

TILAI (burkinabé, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES TORTUES NINJA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

UN ÉTÉ APRÈS L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

URANUS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

THÉATRES

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Une journée chez ma mère : 21 h, sam. 17 h 30. Rel. dim.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Revue : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), sam., dim. (dernière) 16 h.

ATALANTE (46-06-11-90). X ou le Petit Mystère de la passion : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-24). Partage de midi : 20 h 45 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Le Château de Cène : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., dim., lun. dernière).

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h (Jeu., ven., sam.), sam. 16 h 30, 19 h, dim. (dernière) 16 h et 18 h 30. Dracula-rock : 21 h, sam., dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. La tourne Parron : 22 h 30 (Jeu., ven., sam.).

BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). Jacob seul : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). La Tempête : 20 h 30, sam. 15 h. Rel dim., mar.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Roger Pierre et Jean-Marc Thibault : 21 h (Jeu., ven., sam., lun., mar. dernière), dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Comment Wang-Fô fut sauvé : 14 h 30 et 20 h (Jeu., ven., sam.), jeu., ven., sam., dim. (dernière) 14 h 30. Rel. .

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h. Rel. mar. Les Femmes des gens : 21 h 30. Rel. mar.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise : jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun., mar., mer.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. L'Annonce faite à Marie : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h. Salle II. Liliom : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en alternance : sam. 15 h 30, dim. 13 h. Agamemnon en alternance : sam. 19 h 30, dim. 13 h. Iphigénie à Aulis, Agamemnon : sam. 19 h 30 et 15 h 30, dim. 13 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). 42nd Street : 20 h 30, sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Ubu roi : 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar. Les Pathétiques : 22 h 15. Rel. dim., lun., mar.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Premières Armes : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mer.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûter! : 21 h. Rel. mar.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). L'Officier de la garde : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir., mar.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile : 14 h, dim. 14 h, ven., mar. 20 h 30. Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30, ven., lun., mar. 14 h. Le Café : jeu., lun. 20 h 30, sam. 14 h. Lorenzaccio : sam. 20 h 30. Le Misanthrope : dim. 20 h 30, jeu. 14 h.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). La Genèse, d'après la Bible : 18 h 30, jeu. 18 h 30, sam. 15 h et 20 h 30, ven., sam. 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h, dim., mar. 15 h 30.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Lazare : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir.

DEUX ANES (46-06-10-26). L'Humour en coin : 21 h, dim., mar. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Rel. mar. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. Rel. mar.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage : 21 h (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h 30.

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Bernard Mabille : 20 h 30, dim., lun. 17 h. Rel. dim. soir, mar.

ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Les Petites Peurs : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.).

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La Mouette : 20 h 45, dim. 20 h. Rel. dim. soir, lun. Baudelaire : 22 h 30, dim. 18 h 45. Le Jeu de l'amour et du hasard : jeu., sam., mar. 18 h 45, dim. 18 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Le Tourment de Dieu : 20 h 45. Rel. dim., lun., mar. Salle II. Leila et le Conteur : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45, sam. 17 h 30, dim., mar. 15 h. Rel. mar. soir.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. mar. Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h. Rel. mar.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE ESPACE CHARLIE-PARKER (48-78-75-00). Noun : 21 h. Rel. lun., mar.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Chassez le naturel : 18 h 45. Rel. dim., lun., mar. Messe pour un sacre viennois : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar. Moi, c'est l'autre : 22 h 15. Rel. dim., lun., mar.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Marcel Marceau : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), sam. 17 h et 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. lun., mar. La Leçon : 20 h 30. Rel. lun., mar. Les Chasseurs en exil : 21 h 30. Rel. lun., mar.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Le Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). La Mort de Socrate : 20 h 30. Rel. dim., lun.

LE BOURVIL (43-73-47-84). La préserve de tout sauf du rire : 20 h 30.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). One man show pour deux : 20 h. Rel. dim., lun. Pierre Aucaigne... C'est super : 22 h. Rel. dim., lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Paroles : 18 h 30. Rel. mar. Guerre aux asperges : 20 h (Jeu., ven., sam., dim., lun. dernière). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. mar. François Rabelais : 20 h. Rel. mar. Le Cadavre vivant : 21 h 30. Rel. mar. Théâtre rouge. Huis clos : 21 h 45. Rel. mar.

MADELEINE (42-65-07-09). La Censaie : 21 h, sam. 17 h, dim., mar. 15 h 30. Rel. dim. soir., mar. soir. Les Sept Miracles de Jésus en alternance : . La Pêche miraculeuse des 153 poissons en alternance : .

MARIGNY (42-56-04-41). Cyrano de Bergerac : 20 h 15 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters : 21 h, sam. 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mar.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h, mar. 16 h. Rel. dim. soir.

MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Une histoire de la magie : 15 h et 21 h, sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, mar.

MICHEL (42-65-35-02). Bisous, bisous : 21 h 15, sam. 18 h et 21 h 30, dim., mar. 15 h 30. Rel. dim. soir.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Tiercé gagnant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Souper : 21 h (Jeu., ven., sam., lun. dernière), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Alexis ou le Traité du vain combat : 18 h 30 (Jeu., ven., sam., dim., lun. dernière). Catherine Zarcate raconte Bazar de nuit : 21 h (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). L'Homme invisible : 18 h 15 (Jeu., ven., sam. dernière). Chatterton : 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Chevallier-Laspales : 20 h 30, sam. 18 h 15. Rel. mar.

UVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Popeck : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 17 h.

ORPHÉE-THÉATRE (42-76-00-05). Le Voyage de Mozart à Prague : 21 h, sam. 19 h. Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Les Démons : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière). Laurent Violet : 21 h 45 (Jeu., ven., sam., lun. dernière).

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). On s'connaît? : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière). Rel. dim.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à la patte : 20 h 45 (Jeu., ven., dim., lun.), sam. 17 h 30 et 21 h, mar. (dernière) 15 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h (Jeu., ven., sam., dim., lun. dernière), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h. Salle II. Chambre 108 : 21 h (Jeu., ven., sam., dim.), dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., mar.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Le Misanthrope : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), sam. 16 h et 20 h 30, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Archibald : 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h, mar. 17 h. Rel. mar., dim. soir, mar. soir.

RANELAGH (42-88-64-44). Les Clowns de Leningrad l'année de tous les clowns : ven., sam., lun. 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

RENAISSANCE (42-08-18-50). La Cuisse du steward : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Malle : 18 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Et moi... et moi! : 20 h 45 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Albert Dupontel : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar. Plait dit Allais : 22 h (Jeu., ven., sam., dim., lun. dernière).

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Au Splendid c'est Valérie Lemercier : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., dim. dernière).

SQUARE SÉVERINE (SOUS CHAPITEAU CHAUFFÉ) (43-64-07-02). Le Cirque de Barbarie : jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). La Fonction : 20 h 30 (Jeu., ven., sam., lun. dernière), dim. 15 h.

THÉATRE DE DIX HEURES (46-06-10-17). Putinkoni : 20 h 30. Rel. dim., lun. Destroy TV : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Boomerang ou le Salon rouge : 19 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Belle de Mai. Les Emigrés : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Mummenschanz : 20 h 30 (Jeu., ven.), sam., dim., lun. 18 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Spectacle Guitry-Feydeau : 19 h 15. Rel. dim. Nuit d'insomnie ou Vade Retro : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

THÉATRE DE PARIS (48-78-52-22). Au secours... tout va mieux! : 20 h 45 (Jeu., ven.), sam. 17 h et 21 h.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Nijinski, clown de Dieu : 20 h 30 (Jeu., ven.).

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Un cœur sous une soutane : 20 h (Jeu., ven., sam. dernière). Feu la mère de Madame : 21 h 15, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 DÉCEMBRE

« Le palais de justice en activité », 14 h 15, 4, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Le nouveau Louvre : de la Pyramide au château de Philippe Auguste », 14 h 30, sous la pyramide, côté auditorium, munis du ticket d'entrée au musée (visite pour les jeunes – CNMH).

« La mosquée : un reflet de l'art hispano-arabe », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite.

« L'église Saint-Sulpice, ses chapelles et son quartier », 15 heures, devant l'église, place Saint-Sulpice (Monuments historiques).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« La Conciergerie : du palais des rois à la prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Arts et caetera).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Le Louvre, des fortifications de Philippe Auguste à l'intérieur de la Pyramide », 14 h 30, métro Louvre-Rivoli (C. Merle).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Mme Cazes).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La civilisation égyptienne au Louvre », 15 heures, 2, place du Palais-Royal (P.-Y. Jaslet).

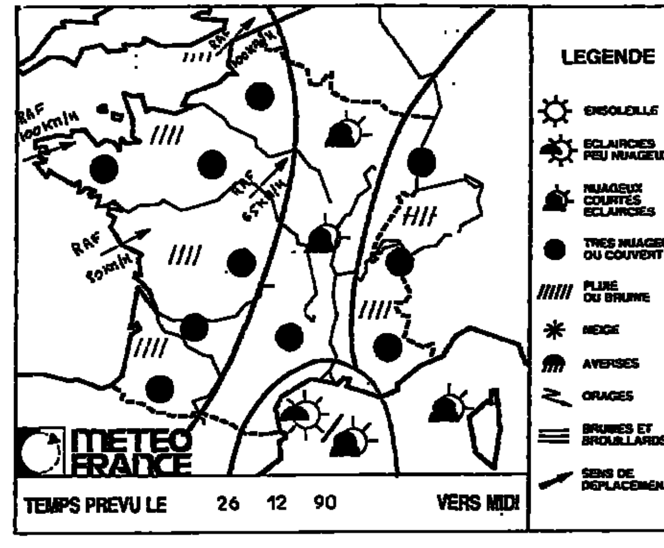
« La Sorbonne », 15 heures, grande entrée, rue des Écoles (Paris et son histoire).

AGENDA

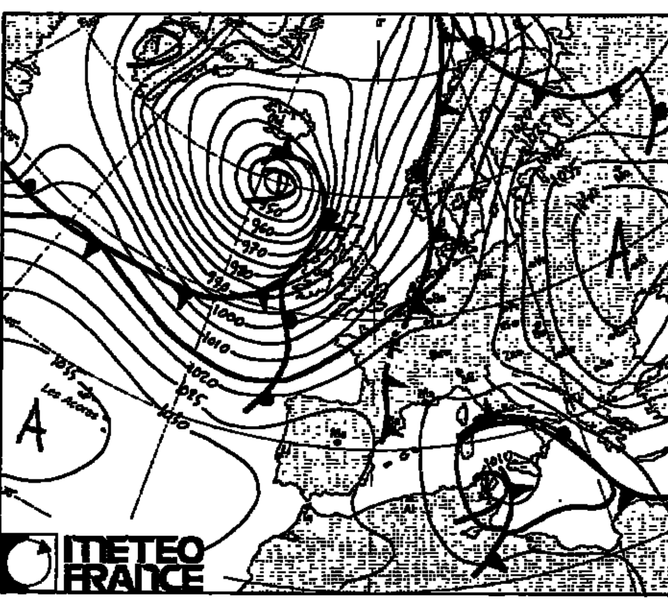
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 26 décembre

Temps toujours perturbé avec vents forts et pluies localement importantes



SITUATION LE 25 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Jeudi 27 décembre : un peu de pluie sur le Sud et l'Est, éclaircies ailleurs.

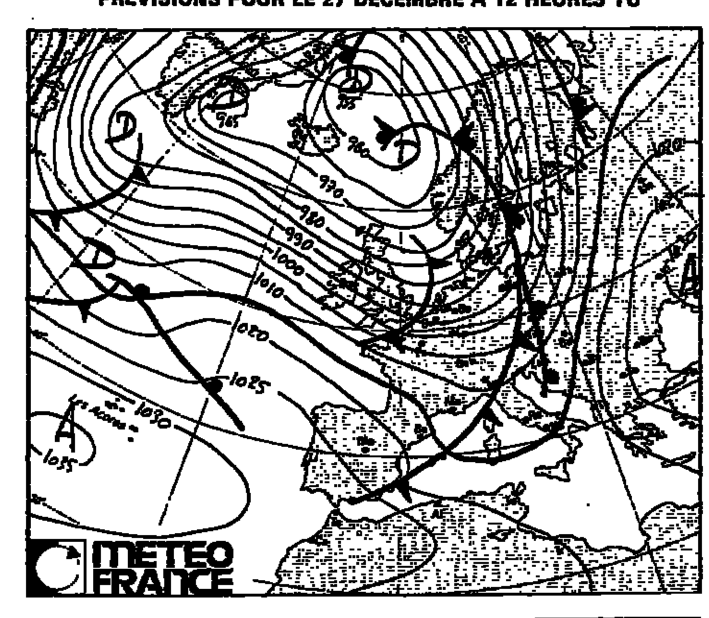
Sur l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, le Massif Central, la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace, la journée débutera sous un ciel couvert avec un peu de pluie. Il neigera au-dessus de 1 500 mètres sur les Pyrénées, au-dessus de 800 à 1 000 mètres sur les autres massifs. L'après-midi, des éclaircies arriveront, sauf sur les Alpes et les Pyrénées, où il continuera à neiger un peu.

Des Charentes à la Bretagne, à la Normandie, au Nord, aux Ardennes, au Bassin parisien et au Centre, ainsi que sur le pourtour méditerranéen, il y aura des passages nuageux, mais le soleil aura tout de même sa place. Une petite averse sera possible près de la Manche, ainsi que sur le Nord et les Ardennes.

Mistral et tramontane se lèveront l'après-midi sur les régions méridionales.

Les températures du matin seront de 5 à 7 degrés sur le Sud et l'Est. Sur le Nord et l'Ouest, elles seront de 3 à 5 degrés. L'après-midi, il fera de 7 à 10 degrés en général, mais de 11 à 14 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 25-12-90
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-12-90 à 6 heures TU et le 25-12-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	12	8	P
BIARRITZ	12	4	D
BORDEAUX	11	2	N
BOURGES	4	4	B
BREST	11	4	P
CAEN	9	2	C
CHERBOURG	9	3	A
CLERMONT-FER.	4	1	C
DIJON	0	-1	B
GRENOBLE SM-H	2	0	C
LILLE	6	5	N
LIMOGES	3	2	B
LYON	1	0	-
MARSEILLE-MAR.	6	1	N
NANCY	2	1	P
NANTES	10	3	B
NICE	13	7	N
PARIS-MONTS	6	5	C
PAU	10	1	P
PERPIGNAN	12	9	N
RENNES	11	4	N
ST-ETIENNE	1	0	B
STRASBOURG	4	1	P
TOURS	5	2	B
TOULOUSE	6	3	P
POINTE-A-PITRE	30	19	P
ÉTRANGER			
ALGER	-	-	-
AMSTERDAM	7	6	C
ATHÈNES	9	7	C
BANGKOK	30	21	N
BARCELONE	14	3	D
BELGRADE	3	-2	D
BERLIN	2	-3	C
BRUXELLES	6	4	C
LE CAIRE	23	14	D
COPENHAGUE	1	1	P
DAKAR	23	17	D
DELHI	12	11	D
DJERBA	16	11	D
GENÈVE	3	1	C
HONGKONG	17	17	N
ISTANBUL	3	2	C
JÉRUSALEM	7	6	C
LISBONNE	15	9	C
LONDRES	10	4	A
LOS ANGELES	17	3	D
LUXEMBOURG	3	2	B
MADRID	8	-4	B
MARRAKECH	17	5	D
MEXICO	23	6	B
MILAN	3	-2	C
MONTRÉAL	3	11	A
MOSCOU	-5	-5	C
NAIROBI	26	15	B
NEW-YORK	19	-2	D
OSLO	6	3	P
PALMA-DE-MAJ.	14	1	D
PÉKIN	2	-5	D
RIO-DE-JANEIRO	29	22	D
ROME	10	8	P
SINGAPOUR	31	23	N
STOCKHOLM	5	1	C
SYDNEY	26	22	D
TOKYO	12	4	D
TUNIS	16	10	P
VARSOVIE	-2	-7	D
VENISE	6	-1	N
VIENNE	-2	-4	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 25 décembre

TF 1

20.40 Variétés : Disney Noël.
22.30 Variétés : Dinde et marrons. Emission présentée par Christophe Dechavanne, Véronique Genest, Bernard Montiel et Alexandre Debanne.
0.05 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 ► Cinéma : Les Vikings. ■■ Film américain de Richard Fleischer (1958).
22.45 Concert : Jessye Norman. A Notre-Dame de Paris, avec l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. : Lawrence Foster, le Chœur régional Vittoria d'Ile-de-France, la Maîtrise de Radio-France, et Jean-Louis Gil, orgue.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Variétés : Chapeau Barbra Streisand. Emission d'André Halimi.

FR 3

20.40 Téléfilm : Cendrillon.
22.10 Journal et Météo.
22.30 Opération spéciale Jérusalem (suite). Terre sainte : Le grand débat.
23.45 Traverses. Figures de la foi, de Patrick Zeyen. 2. Saint-François d'Assise.
0.35 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Cinema Paradiso. ■■ Film italo-français de Giuseppe Tornatore (1989). Avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio.
22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Un monde sans pitié. ■ Film français d'Eric Rochant (1989). Avec Hippolyte Girardot, Mireille Perrier.
0.00 Cinéma : Bandini. ■ Film belgo-italo-franco-américain de Dominique Deruddere (1989) (v.o.).
1.35 Cinéma : Le canard en fer blanc. ■ Film français de Jacques Poitrenaud (1967). Avec Roger Hanin, Corinne Marchand, Lila Kedrova.

LA 5

20.40 Cinéma : Les Goonies. ■ Film américain de Richard Donner (1985).
22.40 Cinéma : Sur un arbre perché. ■ Film français de Serge Korber (1970). Avec Louis de Funès, Géraldine Chaplin, Olivier de Funès.
0.15 Journal de minuit.

M 6

20.30 Six minutes spécial : Les stars.
20.35 Téléfilm : Le chemin du bonheur.
22.10 Magazine : Ciné 6. Spécial Noël.
22.30 Cinéma : La vie secrète de Walter Mitty. ■ Film américain de Norman Z. McLeod (1947).
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Musique : Boulevard rock'and hard.
0.50 Documentaire : Mano Negra.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Lignes de vie (4).
21.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
22.00 Magazine : Dynamo. De Matthias Sanderson et Laurence Lefèvre.
22.30 Série : Les symptômes de l'amour (4). De Liliane de Kermadec.

FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Soirée Gospel. En direct du Grand Auditorium 104 de la Maison de Radio-France. Avec Gregg Hunter, vocaliste, pianiste et organiste, Bruce Grant, saxophoniste, David Liveray, guitariste, Michel Julien, batteur.
22.40 Les nuits magnétiques. Pologne 90.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 décembre à l'Opéra-Bastille) : Poète et paysan, de Suppé ; Le carnaval des animaux, de Saint-Saëns ; La belle galatée, de Suppé ; Pierre et le loup, de Prokofiev, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : Marek Janowski ; sol. : Julien Clerc, récitant.
23.07 Poussières d'étoiles.

Mercredi 26 décembre

TF 1

13.35 Téléfilm : L'ultime frontière. De Simon Wincer, avec Linda Evans, Jason Robards (1re partie).
15.10 Série : Les chevaliers du ciel.
16.05 Club Dorothée Noël.
16.40 Feuilleton : Le vagabond des mers (3e épisode).
17.40 Série : Starsky et Hutch.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial Ça c'est Paris !
22.35 Cinéma : Monpti. ■■ Film allemand de Helmut Kautner (1957).
0.15 Journal, Météo et Bourse.
0.35 Série : Ray Bradbury présente...
1.00 Championnat du monde d'échecs.

A 2

15.35 Documentaire : La planète des animaux. Chers kangourous.
16.30 Série : Zorro.
16.50 Feuilleton : Laura et Luis (3e épisode).
17.45 Magazine : Giga. Série : Les Twist ; Série : Les années collège ; Reportages.
18.50 INC.
18.55 Feuilleton : Edouard et ses filles (3e épisode).
19.45 Le petit prince. Le roman d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer.
20.00 Journal et Météo.
20.45 ► Téléfilm : Stirn et Stern. De Peter Kassovitz, avec Claude Rich, Jacques Dufilho. *Un pétainiste et un juif.*
22.20 Divertissement : L'actualité du rire. Emission d'André Halimi.
22.45 Concert : Eddy Mitchell au Casino de Paris. Enregistré le 2 décembre.
0.00 Journal et Météo.

FR 3

14.05 Documentaire : Le Musée d'Orsay. De Pierre Dumayet. 3. L'art et la ville, d'Yves Kovacs.
15.05 Téléfilm : Mari par correspondance. De Marvin J. Chomsky, avec Valerie Bertinelli, Ted Wass.
16.37 Dessin animé.
16.50 Jeu : L'œuf de Colomb.
17.30 Dessin animé.
17.40 Série : Pas de répit sur planète Terre. De Walt Disney. La bataille des sexes.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Rêves d'enfants.
22.20 Journal.
22.40 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Burkina-Faso : Crèches à bobo, Noël Samo ; Sri-Lanka : Un éléphant de Ceylan ; France : Pommerol ressuscité.
23.35 Variétés : Stars de rêve, rêves de stars. Emission présentée par Vincent Perrot.
1.15 Musique : Carnet de notes. Passacaille, de Bach, par Emile Naoumoff, piano.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : L'œil du python.
15.00 Documentaire : Les allumés... Cheyenne rodéo, de Cl. Fléouter.
15.30 Téléfilm : Requiem pour Dominic. De Robert Dornhelm.
17.00 Les Nuls... l'émission (rediff.).
17.55 Canaille peluche. Bleu, l'enfant de la Terre ; The Dick Tracy show.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.45 Les fables géométriques. Le corbeau et le renard.
18.50 Top albums. Présenté par Marc Toesca.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Joyeux Noël, bonne année. ■■ Film franco-italien de Luigi Comencini (1989). Avec Michel Serrault, Virna Lisi, Consuelo Ferrara.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : Willow. ■■ Film américain de Ron Howard (1988) (v.o.).
0.50 Cinéma : Les quatre cents coups. ■■ Film français de François Truffaut (1959). Avec Jean-Pierre Léaud, Claire Maurier, Albert Rémy.

LA 5

13.30 Cinéma : Le fou du roi. □ Film français d'Yvan Chiffre (1984). Avec Michel Leeb, Diane Bellego, Jean Desailly.
15.25 Série : K 2000.
16.30 Dessins animés. Gu gu Ganmo ; Garbage pail kids ; Princesse Sarah ; Magazine : En route pour l'aventure ; Gap danger.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Série : Arnold et Willy.
19.30 Série : Tel père, tel fils.
20.00 Journal.
20.35 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies. La baleine bleue, téléfilm de Richard T. Heffron.
22.20 Débat : L'écologie. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schönberg.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.50 Téléfilm : La course au bonheur. De Jerry Jameson, avec Gil Gerard, Lisa Blount.
16.30 Série : Vegas.
17.15 Variétés : Tungstène. Emission présentée par Fatine.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Six minutes d'informations.
18.15 Téléfilm : Le surdoué. De Jim Begg.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Six minutes Spécial : Zinzins.
20.35 Téléfilm : Le fantôme des Canterville. De Paul Bogart.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.10 Documentaire : 60 minutes. Spécial Cary Grant.
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 Magazine : Dazibao.
0.15 Concert Martial Solal.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Histoire parallèle.
15.30 Mégamix.
16.30 Documentaire : Terminus Silésie. De Peter Adler.
17.45 Cinéma d'animation : Images.
18.00 Cinéma : Kanakerbraut. ■■ Film allemand d'Uwe Schrader (1983).
18.55 Courts métrages.
19.55 Chronique : Le dessous des cartes.
20.00 Documentaire : Un siècle de chansons (1). De Claude Fléouter.
21.00 Documentaire : Forest of bliss. De Robert Gardner.
22.25 Cinéma d'animation : Images.
22.30 Cinéma : Fitzcarraldo. ■■■ Film allemand de Werner Herzog (1982).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Offenbach. 1. La baraque Lacaze.
20.30 Antipodes.
21.30 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les nuits magnétiques. Pologne 90.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Jardins divers.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert (donné le 6 octobre par la Fondation Royaumont) : Jephté, oratorio en trois parties, de Haendel, par l'Ensemble vocal Currende Consort, dir. Erik Van Nevel, l'Ensemble Il Fondamento, dir. Paul Dombrecht.
23.15 Poussières d'étoiles.

La BBC lance un service mondial de télévision

Dans le monde entier, la vénérable British Broadcasting Corporation a des auditeurs, au travers de son BBC World Service radiophonique, fondé en 1932. Elle veut maintenant avoir des téléspectateurs. Elle va donc lancer, au début de l'an prochain, un service mondial de télévision, baptisé BBC TV International. Cette nouvelle filiale de la BBC fabriquera un programme comprenant les meilleures émissions des chaînes publiques britanniques BBC 1 et BBC 2, des cours de langue anglaise, et des informations en images déjà élaborées par les équipes du World Service, avec des images de la BBC, mais aussi de NBC et Visnews.

Un mélange des programmes de BBC 1 et BBC 2 est déjà distribué par satellite, vers sept millions de foyers abonnés aux réseaux câblés européens, sous le nom de BBC TV Europe. BBC TV International reprendra cet acquis, en étendant ses programmes et son aire de diffusion. La nouvelle filiale vendra aussi séparément les journaux élaborés par le World Service Television News. Ce projet est intégralement financé sur les fonds de BBC Enterprises, le bras commercial de l'audiovisuel public outre-manche, le gouvernement britannique ayant refusé tout financement public.



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La banque centrale soviétique met en garde les contractants étrangers

Les entreprises qui ont conclu en roubles des contrats avec des firmes et institutions soviétiques affirmant avoir la garantie de la banque centrale risquent d'avoir des sueurs froides. Alarmé par l'inflation des documents de paiement en tous genre (chèques, lettres de garantie) dont il a peine à deviner ce qui leur sert de support, l'institut d'émission de Moscou a adressé lundi 24 décembre une sévère mise en garde aux partenaires étrangers de firmes soviétiques.

Primo : la banque centrale soviétique fait savoir qu'elle n'a pas accordé le quart de la moitié des garanties invoquées, tout comme le ministère des finances également fréquemment cité. Secundo : la plupart des contractants soviétiques signeraient avec un bel enthousiasme des chèques en bois, ne disposant pas des avoirs leur permettant d'honorer leurs engagements,.. comme des chèques qui ne sont que de grossières contrefaçons.

Avec un recul de 1,2 % du PIB au troisième trimestre

L'économie britannique est entrée dans une période de récession

L'annonce, à la veille de Noël, de la chute la plus importante du produit intérieur brut de la Grande-Bretagne depuis dix ans combinée à la réduction des investissements industriels prévue pour l'an prochain, confirme que l'économie britannique est entrée dans une période de récession. Le gouvernement ne prévoit pas d'amélioration à court terme. Pour le nouveau premier ministre John Major, l'année 1991 s'annonce difficile.

LONDRES
Correspondance

Le ressac économique qui perturbe le Royaume-Uni est à mettre au passif des taux d'intérêt très élevés (14 %) qui ont frappé de plein fouet les entreprises comme les ménages. A en croire la Confédération britannique de l'industrie, la confiance des hommes d'affaires est au plus bas depuis la grave récession du début des années 80.

La baisse de 3 % en un an de la production manufacturière, l'augmentation dramatique du nombre des faillites qui touchent surtout les petites et moyennes entreprises, la dévalorisation des actifs (bâtiments, terrains), soulignent l'ampleur de la stagnation dans le secteur secondaire. La baisse du PIB de 1,2 % en termes réels au troisième trimestre 1990 par rapport au deuxième trimestre, ramène sa progression à 0,6 % sur un an. Le chômage enfin – 1,8 million de personnes soit 6,2 % de la population active – n'a cessé de s'aggraver depuis huit mois.

Contrairement à la grande récession de 1980-1981, les services sont également lourdement touchés. Pour tenter de sauver leur saison de Noël compromise par la baisse du pouvoir d'achat des particuliers, les grands magasins n'hésitent pas à violer la loi en restant ouvert le dimanche. L'immobilier est sinistré. Les bureaux d'avocats, firmes de comptables, entreprises de media et agences de publicité broient du noir.

Alarme pour les banques

Le bilan de santé des banques est franchement alarmant. La Midland Bank a réduit le personnel de son siège de plus de moitié et a décidé de louer certains de ses locaux. Lloyds Bank a vendu toutes ses filiales sud-américaines et portugaises. La Barclays Bank a supprimé le vin de ses déjeuners d'affaires. Ces mesures ont été prises pour faire face aux problèmes de liquidités rencontrés à la suite des importantes provisions constituées pour couvrir des créances douteuses.

Si nul dans la City ne songe à nier cette récession, en de nombreux points l'état des lieux demeure pourtant satisfaisant. Certes, comme l'indiquent les perspectives de l'OCDE publiées le 20 décembre, la politique d'austérité menée depuis 1988 n'a encore entraîné aucune diminution du taux tendanciel d'inflation (11 %), mais la progression des prix commence à se ralentir, notamment grâce à des améliorations de productivité et à une modération des augmentations salariales. Le marché du travail connaît une certaine détente en raison de l'élévation du nombre de sans-emploi. Les exportations sont encouragées au détriment des importations et le déficit extérieur se résorbe. La Bourse est optimiste. Dans les sondages, les conservateurs devancent désormais les travaillistes.

Les prévisions conjoncturelles favorables à long terme (notamment une progression des prix revenant en-deça de 8 % en 1992), l'effet d'entrainement de l'ouverture à l'Est et du grand marché européen, la mise en route du tunnel sous la Manche incitent à l'optimisme. Malgré les mauvais résultats actuels, l'indice *« Footsie »*, le baromètre des valeurs industrielles de la Bourse de Londres, devrait bien se tenir en 1991.

Rude épreuve

Mais à court terme, la politique économique du gouvernement Major subit une rude épreuve. Le nouveau premier ministre va poursuivre sa politique monétaire restrictive en maintenant des taux d'intérêt élevés. Si le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, ne veut pas entendre parler de « récession », il reconnaît toutefois que la croissance aura été nulle au second semestre 1990. Courtois, imperturbable, il ne sourcille pas en nous déclarant : *« L'économie devrait reprendre lors du second semestre, mais il y a un certain degré d'incertitude »*.

Une chose est claire : le Trésor de Sa Majesté partage les jugements que l'OCDE porte sur la Grande-Bretagne qui devrait connaître une quasi stagnation de l'activité d'ici à la mi-1991, avec un lent redressement au deuxième semestre. La révision à la baisse des prévisions trop optimistes de la « Déclaration d'automne », présentée le 8 novembre, par John Major, alors chancelier de l'Echiquier de M[me] Thatcher, l'atteste.

La défense du sterling, membre à part entière du Système monétaire européen (SME), est désormais au cœur de la politique anti-inflationniste de M. Lamont. Dans ce domaine, sa marge de manœuvre est toutefois limitée. *« Tant que la livre ne se redressera pas, il est hors de question de réduire les taux d'intérêt »*, explique le professeur Alan Budd, économiste-en-chef de la Barclays Bank.

Est-on revenu à la case départ de 1979 quand la Grande-Bretagne souffrait de « stagflation » ? Pour la City en tous les cas, le « majorisme » n'est pas encore à son heure de vérité.

MARC ROCHE

ÉNERGIE

Le ministère iranien du pétrole est prêt à vendre du brut aux compagnies américaines

Le ministère iranien du pétrole n'est pas opposé à des ventes de pétrole à des compagnies américaines, a déclaré lundi 24 décembre, un responsable du ministère, M. Mehdi Hosseini. *« Nous sommes disposés à vendre du pétrole aux compagnies pétrolières américaines »*, a déclaré M. Hosseini, soulignant que cette position était celle de son ministère et qu'elle n'engageait pas le gouvernement du président Rafsandjani.

Le responsable iranien réagissait aux informations du département d'Etat américain, selon lesquelles les compagnies étaient autorisées à importer des quantités limitées de pétrole iranien. Le département d'Etat a précisé cependant que les compagnies en question devraient verser leurs paiements à un fonds destiné à financer des indemnités dues par l'Iran à des Américains.

DISTRIBUTION

Un accord de franchise

Les hypermarchés Record prennent l'enseigne Continent

Un accord de franchise vient d'intervenir entre le groupe Promodès et le groupe Arlaud : les 11 hypermarchés « Record » du second prendront, avant le 1[er] avril prochain, l'enseigne « Continent » du premier. Ces 11 hypermarchés (qui devraient réaliser en 1990 un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs), s'ajouteront aux 44 « Continent » de Promodès, qui ont un volume d'activité de l'ordre de 40 milliards de francs.

Promodès, très présent en Espagne et en Allemagne, exploite en Europe 135 hypermarchés (dont 47 « Plaza » en Allemagne, rachetés au groupe Coop en déconfiture). Le groupe Arlaud, fondé en 1961 par M. Robert Arlaud, exploite également les cafétérias « Winch » et développe une activité d'hypermarchés en Italie et en Espagne.

INDUSTRIE

Avec 720 salariés reclassés à l'intérieur du groupe en 1990

L'usine Renault de Billancourt s'oriente vers une fermeture en douceur

« Nous avons fait le pari de la mobilité, mais ce n'est pas de gaité de cœur, car ce pari scelle notre mort en scellant celle de notre usine... ». Près d'un an après la signature, le 5 janvier 1990, de l'accord sur le reclassement des salariés en sureffectif de l'usine Renault de Billancourt, le difficile pari fait par M. Daniel Labbé, responsable de la section CFDT de l'usine, et par la CFE-CGC, FO et la CFTC, a porté ses premiers fruits. Sur les 1 344 salariés jugés en trop par la direction en 1990, plus de la moitié (720 dont près de 60 % d'agents de production) auront en effet, au 31 décembre, retrouvé « un poste équivalent » au sein du groupe, sans compter les 69 agents de maîtrise et régleurs, d'ores et déjà assurés d'être reclassés à moyen terme.

C'est la première fois dans l'histoire de Renault que la direction s'engage ainsi à créer une commission mixte paritaire pour régler *« au cas par cas »* la situation des travailleurs sous le coup d'une mesure de départ contraint . *« Nous souhaitions éviter de recourir, une fois encore, à la procédure du chèque-valise »*, explique M. Daniel Labbé. C'est pourquoi, en échange de la volonté affichée de la direction d'explorer d'autres voies et de *« fermer proprement »* l'usine de Billancourt d'ici quinze mois, tous les syndicat, à l'exception de la CGT, ont accepté de s'engager à *« fabriquer jusqu'au bout des voitures de qualité »*.

A l'heure où les négociations sur la reconduction de cette expérience l'année prochaine sont en cours, le bilan de cette commission apparaît donc loin d'être négligeable. Les reclassements n'ont pourtant véritablement pris leur essor qu'au second semestre, avec le départ non seulement des volontaires, mais aussi des plus jeunes salariés de Billancourt vers les autres usines de la région parisienne (pour les trois quarts) et de province. Les freins culturels ou familiaux des agents, les tâtonnements liés à une pratique nouvelle, « le tir de barrage » de la CGT qui a, dés le départ, lutté contre *« cette politique de déportation des travailleurs »*, ont ralenti l'action de la commission.

Ecueils insoupçonnés

Sans compter que *« la mauvaise image des ouvriers de Billancourt, celle de l'immigré porteur de banderole et incapable de prendre une initiative »*, n'encourage pas, précise encore M. Labbé, les patrons des sites d'accueil à faire un effort.

La commission s'est, de surcroît, retrouvée confrontée à des écueils insoupçonnés : tel salarié africain, envoyé sur le site de Sandouville, a dû demander son retour à Billancourt au seul motif qu'il n'avait trouvé personne sur place pour lui préparer ses repas au foyer. Les premiers ouvriers maghrébins mutés à l'usine du Mans n'ont pas pu résister non plus : ils ne trouvaient pas de place à la cantine, où chacun de leurs collègues sarthois avait sa chaise attitrée. Quant à cet ouvrier envoyé à Maubeuge, il a fini par rester, non sans avoir essuyé la grogne des travailleurs locaux qui lui reprochaient de *« piquer le boulot des gosses »*.

Malgré tout, les antennes de la commission sur place ont trouvé des solutions (parrainage, départs groupés), relayées dans leur tâche par la trentaine de chefs d'équipe excédentaires du site de Billancourt, à qui la direction avait demandé de s'atteler aux problèmes de *« leurs gens »* candidats à la mobilité. Outre les 223 mises en préretraite, la centaine de départs en congés conversion basés sur un projet précis et la trentaine de cas sociaux traités à part, moins de 200 salariés sur les 1 344 sureffectifs initiaux sont *in fine* tombés sous le coup d'une mesure de départ forcé, dont 130 qui ont refusé toutes les solutions proposées. Une antenne mixte ANPE-Renault vient d'ailleurs d'ouvrir, pour la première fois, ses portes à la sortie de l'usine de Billancourt pour envisager leur avenir.

Mais la politique de reclassement, qui concernait l'an prochain, 1406 salariés, ne devrait pas se poursuivre sous les meilleurs auspices. La conjoncture économique s'étant dégradée, *« aucun effort d'accueil »* ne sera d'ores et déjà demandé, indique M. Claude Girault, directeur adjoint du service des affaires sociales de Renault, aux usines de Cléon, Saint – Ouen et surtout Flins, alors que cette dernière avait accueilli plus de 200 salariés en 1990. *« Nous devons, de surcroît, réfléchir à des solutions nouvelles, sans pour autant remettre en cause la méthode »*, ajoute M. Girault, pour faire face au vieillissement du personnel de Billancourt. Car l'administration n'a pas accordé à Renault toutes les mises en préretraite demandées, les FNE ne devant finalement concerner que 265 personnes.

Egalement conscient de la nécessité pour Renault d'être *« inventif sur le sort des travailleurs de plus de cinquante ans non qualifiés »*, M. Labbé propose, pour sa part, de *« bâtir une structure d'accompagnement »* pour aider ceux-ci à atteindre l'âge de la préretraite. Le responsable de la section CFDT de Billancourt plaide en outre pour laisser le temps aux salariés de *« mûrir »*, pour qu'ils deviennent *« les propres acteurs de leur reclassement »*. Mais, en quinze mois, cela relève de la gageure...

V. DEVILLECHABROLLE

CEE

Alors que la profession manifeste ses inquiétudes

Les Douze amorcent une réforme de la politique commune de la pêche

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Au cours de la réunion qu'ils ont tenue la semaine dernière à Bruxelles, les ministres des Douze n'ont fait qu'amorcer la réforme en profondeur de la politique commune de la pêche qu'exige l'épuisement des fonds, dû lui-même à une surexploitation massive de la « mer communautaire ». La colère de la centaine de manifestants français venus à Bruxelles déverser dix tonnes de poisson devant le bâtiment où siège le Conseil, puis interpeller en termes plutôt vifs M. Jacques Mellick, le ministre français de la mer, a confirmé si besoin en était que la profession n'était pas préparée à une évolution jugée inéluctable par la Commission européenne.

Les mesures les plus sévères, celles qui concernent les méthodes de pêche, ont été reportées au 1[er] juillet 1991. M. Mellick demande qu'elles fassent l'objet d'une nouvelle expertise scientifique, et surtout, que dans l'hypothèse où il faudrait s'y résigner, qu'elles soient assorties d'un plan d'accompagnement social au profit des catégories de pêcheurs les plus affectées par cette nouvelle rigueur.

Pour les espèces les plus menacées, les ministres ont réduit les TCA (total de capture autorisée), ainsi que les quotas attribués à chacun des Etats membres, mais de façon sensiblement moins importante que ne le proposait la Commission. En outre, il a été décidé que les bateaux spécialisés dans la pêche au cabillaud et à l'aiglefin (dont la ressource diminue de manière préoccupante), qui opèrent en mer du Nord et à l'ouest de l'Ecosse, devront rester au port au moins huit jours consécutifs chaque mois.

Sur un autre plan, mais toujours en vue de réduire l'essor de pêche, les Douze ont décidé d'augmenter de façon substantielle les aides à la restructuration : un nombre croissant d'embarcations devrait être transférées vers des pays tiers (et par conséquent ne plus pêcher dans la mer communautaire) ou tout bonnement envoyés à la casse.

« Cet exercice va dans le bon sens, mais il risque de s'avérer vain s'il n'est pas consolidé en 1991. Les décisions à prendre sont très impopulaires, mais elles sont nécessaires », a déclaré à l'issue de la réunion M. Manuel Marin, le vice-président de la Commission chargée de la politique de la pêche. Bruxelles a insisté pour obtenir un élargissement de la maille des filets (de 90 millimètres aujourd'hui à 120 millimètres) afin de sauver les poissons qui n'ont pas atteint l'âge de la reproduction, ainsi que l'interdiction ou la limitation de l'usage des engins de pêche les plus destructeurs, tels les filets dérivants. Dès 1991, Bruxelles proposera aussi une réforme de la politique de contrôle afin de faire respecter les nouvelles règles.

PHILIPPE LEMAITRE

MARCHÉS FINANCIERS

Le dollar poursuit sa remontée

Fin d'année en beauté pour le dollar, qui après avoir à la veille de Noël atteint ses plus hauts niveaux depuis octobre vis-à-vis des principales devises occidentales, s'est encore hier de quelques dizaines de fractions de yens, le 25 décembre, à Tokyo, seule place ouverte ce jour. Il a ainsi coté 135,95 yens (contre 135,70 yens le 21 décembre). Cette hausse s'est faite avec très peu d'affaires (2,28 milliards de dollars contre 12,35 milliards). Rappelons que le lundi 24 décembre, le dollar s'était échangé entre banques à 1,5770 DM (contre 1,53 DM vendredi et 1,4760 une semaine auparavant) et à 5,25 francs (contre respectivement 5,2035 francs et 5,0440 francs).

NEW-YORK, 24 décembre ⬇

Calme mais en repli

Le plus grand calme a régné lundi 24 décembre autour du « Big Board » new-yorkais, à telle enseigne que seulement 58 millions de titres ont changé de mains contre 234 millions le vendredi précédent. Cela n'a pas empêché Wall Street de reprendre sa lente glissade. A la clôture de la séance écourtée de deux heures, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 2 621,29, en baisse de 0,47 % (– 12,37 points).

Le manque d'affaires est générateur d'effritement. Mais en l'occurrence, les craintes suscitées par la détérioration de la situation au Moyen-Orient, mais aussi par la remontée des cours pétroliers en Europe (le NYMEX était fermé) ont favorisé des dégagements.

VALEURS	Cours du 21 décembre	Cours du 24 décembre
Alcoa	58 7/8	58 1/2
ATT	31	30 1/4
Boeing	46 1/2	46
Chase Manhattan Bank	10 7/8	10 5/8
Du Pont de Nemours	38 3/4	38 1/2
Eastman Kodak	41 7/8	41 5/8
Exxon	50 3/4	51 3/4
Ford	26 3/8	26
General Electric	58	57 5/8
General Motors	34 7/8	34 3/4
Goodyear	17 1/8	17 3/8
IBM	113 7/8	113 7/8
ITT	49 5/8	48 5/8
Mobil Oil	56 1/2	57 1/8
Pfizer	81 3/8	80 3/4
Schlumberger	55 1/4	55 1/8
Texaco	58 1/8	58
UAL Corp. ex-Allegis	112 1/2	113
Union Carbide	17 5/8	17 5/8
USX	30	30
Westinghouse	28	28
Xerox Corp.	35 3/8	34 5/8

LONDRES, 24 décembre ⬇

La baisse reprend

La très courte semaine de Noël s'est ouverte sur une note lourde au London Stock Exchange. Inquiets des possibilités de conflit dans le Golfe, les investisseurs ont continué d'ajuster leurs positions et, à l'issue de la mini-séance de lundi, close à 12 h 30, l'indice Footsie des 100 valeurs s'établissait à 2 156,3 points, soit à 0,37% en dessous de son niveau précédent.

Sur la foi d'un article de presse dominical rapportant qu'une réunion de crise avait eu lieu durant le week-end entre les présidents des cinq grandes banques de dépôt britanniques (Midland, Natwest, Barclays, Lloyds et TSB), les valeurs bancaires se sont assez vivement repliées. En liaison avec des niveaux de ventes moins élevés que prévus pour Noël, les grands de la distribution ont également enregistré des pertes. Des ventes bénéficiaires ont enfin affecté les valeurs des compagnies d'électricité récemment privatisées.

TOKYO, 25 décembre ⬇

Rechute

Après un week-end de trois jours favorisé par le chômage observé le 24 décembre (anniversaire de l'empereur Akihito), le Kabuto-cho a repris le chemin de la retraite. Réamorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est ensuite accéléré et l'indice Nikkei, qui n'avait à mi-séance perdu que 1 %, accusait en clôture une baisse de 1,46 % à 23 768,88 (– 361,72 points). La chute du Topix a même été plus sévère (– 2,26 % à 1 725).

Bref, les investisseurs ont du déchanter. Ici comme ailleurs, la dégradation de la situation, tant dans le Golfe qu'en URSS, est un sujet de préoccupation majeur. En outre, les spécialistes attribuaient le repli des cours à des opérations sur indices. Cela étant, l'activité s'est tout de même fortement ralentie, avec 210 millions de titres échangés contre 350 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 21 déc.	Cours du 25 déc.
Akai	576	555
Bridgestone	1 010	985
Canon	1 310	1 310
Fuji Bank	2 390	2 300
Honda Motors	1 290	1 280
Matsushita Electric	1 600	1 580
Mitsubishi Heavy	685	670
Sony Corp.	6 100	6 000
Toyota Motors	1 730	1 680

Le Monde

Selon le ministère du travail et l'UNEDIC

Ralentissement de la création d'emplois au troisième trimestre

Selon les statistiques définitives publiées le 24 décembre par le ministère du travail, établies d'après l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main d'œuvre, le ralentissement du mouvement de création d'emplois se confirme. Au cours du troisième trimestre de 1990, les effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles -14,3 millions-n'ont augmenté que de 0,3 %, contre 0,4 et 0,6 %, respectivement, pendant les deux premiers trimestres. En douze mois, la croissance des emplois serait de 2,1 %.

Avec une baisse de 0,1 %, l'industrie recommence à supprimer des emplois, ce qui ne lui était pas arrivé depuis dix huit mois. Le recul est particulèrement sensible dans le secteur des biens de consommation (-0,5 %). Le tassement se poursuit dans le bâtiment et les travaux publics (+0,1 %), tandis que les activités du tertiaire marchand continuent d'afficher un rythme soutenu (+0.6 %) qui s'explique par la bonne tenue des services marchands (+1,03, après 0,93 au deuxième trimestre) .

Ces résultats modestes sont confirmés par l'UNEDIC qui, de son côté, estime que l'emploi salarié soumis à la cotisation d'assurance-chômage s'est accru de 0,4 % au troisième trimestre, contre 0,7 % et 0,6 % aux deux précédents. Il faut remonter à la fin de 1987 pour trouver des taux de croissance de l'emploi aussi faibles. Sur les douze derniers mois, la hausse des effectifs aurait été de 2,5 %, alors qu'elle avait été de 3,2 % en 1989. Là aussi, l'industrie perd bien des emplois (-0,1 %), pour la première fois depuis le dernier trimestre de 1988, à cause des industries agricoles et alimentaires (-1,2 %) et des biens de consommation (-0,3 %) .

□ **Augmentation en novembre du nombre de chômeurs indemnisés.** – Selon les indications publiées le 24 décembre par l'UNEDIC, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par le régime d'assurance-chômage a augmenté de 1,9 % en données corrigées, au cours du mois de novembre et de 1,7 % en données brutes (+ 0,8 % en un an). Au total, 2 263 500 personnes ont reçu une allocation, dont 1 910 000 demandeurs d'emploi (+ 3,6 % en un an), 68 700 stagiaires en formation (+ 19,8 %) et 284 600 préretraités (–.17,3 %).

SURINAME

L'armée a pris le pouvoir à Paramaribo

L'armée a pris le pouvoir à Paramaribo, a annoncé lundi 24 décembre dans la soirée, à la télévision, son nouveau chef, le lieutenant Ivan Graanoogst. Les militaires avaient, peu auparavant, occupé les studios de la télévision de la capitale surinamienne. Ce développement est intervenu quarante-huit heures après l'annonce de la démission du commandant en chef des forces armées, M. Desi Bouterse, qui demeure l'homme fort du pays.

« Les récentes évolutions de la situation dans le pays ont conduit l'armée nationale à prendre le pouvoir politique dans la République du Suriname, à compter du 24 décembre à 22 h 30 », a déclaré le lieutenant Graanoogst. *« Le commandement de l'armée nationale a décidé d'installer dans la semaine à venir un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes, qui aura comme principal objectif de préparer et d'organiser des élections libres et à bulletin secret dans les cent jours suivants »*, a-t-il ajouté.

A Paramaribo, peu auparavant, quatorze officiers avaient publié une déclaration appuyant M. Desi Bouterse et accusant le gouvernement d'être *« hostile »* aux forces armées. Le lieutenant Graanoogst a expliqué, de son côté, que l'armée avait décidé d'agir à la suite du refus du président Shankar et du vice-président Arron de démissionner, contrairement à ce qu'aurait promis à M. Bouterse le président de l'Assemblée nationale.

M. Desi Bouterse reproche au président de ne pas être intervenu lorsque les autorités néerlandaises lui ont interdit à trois reprises de rencontrer la presse lors d'escales, la semaine dernière, à l'aéroport d'Amsterdam (*le Monde* du 25 décembre). Le président Shankar, qui se rendait aux Pays-Bas pour y recevoir des soins médicaux, voyageait alors à bord du même appareil que M. Bouterse. Ce dernier entend, en outre, avoir les mains libres dans de laborieuses négociations de paix qu'il mène au nom du gouvernement avec la guérilla de Ronnie Brunswijk, le Jungle Commando. Un premier accord de paix conclu en juillet 1989 entre le pouvoir civil et la guérilla n'a jamais été reconnu par M. Bouterse. En dépit de sa démission, ce dernier conserve une influence déterminante sur les militaires de l'ancienne colonie néerlandaise. Un coup d'Etat l'avait porté au pouvoir en février 1980. Après des élections libres en novembre 1987, la junte militaire avait laissé officiellement la place au gouvernement du président Shankar.

Le Suriname est déchiré depuis son indépendance en 1975 entre les conflits ethniques, les affaires de trafic de drogue et un pouvoir militaire dominant. Depuis le premier coup d'Etat de 1980, M. Bouterse n'a fait qu'affirmer son emprise, derrière une série de gouvernements fantoches. En décembre 1982, l'exécution de quinze opposants avait entraîné la suspension de l'aide économique néerlandaise, vitale pour ce petit pays de quatre cent mille habitants, frontalier de la Guyane française et, comme elle, couvert de jungle. Les Pays-Bas ont repris leur aide après que la junte eut transmis le pouvoir, en janvier 1988, à un gouvernement démocratiquement élu. Cette aide s'élève à 200 millions de florins (118 millions de dollars) par an, mais cette enveloppe n'est accordée que sur projet.

C'est en 1986 que Ronnie Brunswijk, à l'époque sergent, a fondé le Jungle Commando, mouvement de guérilla soutenu par la communauté des *« bushnegroes »* (descendants d'esclaves marrons vivant dans l'est du pays). Les combats dans l'Est et dans le Sud ont fait, depuis, cinq cents morts et provoqué l'émigration de dix mille réfugiés vers la Guyane française. Les négociations engagées avec le pouvoir civil en 1988 ont débouché sur un accord de paix, signé à Kourou (Guyane française) en juillet 1989. Mais cet accord est resté lettre morte du fait de l'opposition de l'armée, qui lui reprochait de donner, en zone rurale, certains pouvoirs de police aux rebelles.

Le Jungle Commando a subi l'été dernier une série de revers militaires et a été chassé de plusieurs de ses bases. La guérilla a notamment dû abandonner son bastion à Moengo (100 kilomètres à l'est de Paramaribo), principal centre d'extraction de la bauxite, minerai qui représente 80% des revenus à l'exportation du pays et en fait la richesse. Les rebelles et l'armée s'accusent mutuellement de trafic de cocaïne.

On ignorait encore, mardi matin, quelle serait l'attitude des Pays-Bas, où la communauté surinamienne compte quelque deux cent mille âmes. – *(AFP, Reuter.)*

□ **GRÈCE : Mandat d'amener contre M. Andréas Papandreou.** – Le juge Spiros Spyrou a délivré, lundi 24 décembre, un mandat d'amener contre l'ancien premier ministre socialiste, M. Andréas Papandreou, accusé de complicité dans l'affaire de détournement de fonds de la banque de Crète. Le magistrat veut entendre l'ancien dirigeant avant l'ouverture du procès prévu pour le mois de mars. M. Papandreou avait refusé le mois dernier de se rendre à une convocation du juge en affirmant qu'il avait déja tout dit devant le Parlement. – *(Reuter.)*

CHINE : Mao au marché aux puces

Les breloques de la révolution à l'encan

Les badges de Mao Zedong et les médailles décernées aux artisans de la répression du « printemps de Pékin » se retrouvent aujourd'hui chez les brocanteurs. On peut y voir un symbole de la fronde du petit peuple chinois, qui tire profit de toute faille dans le régime.

PÉKIN

de notre correspondant

« C'est très vieux », dit la jeune femme tenant l'étal de brocante, pour justifier le prix élevé qu'elle exige d'un chronomètre estampillé du slogan *« Servir le peuple »* dans la calligraphie de Mao Zedong. Très vieux ? *« Oui, ça date de la révolution culturelle »*... En 1966, elle était au berceau. Elle n'a pas l'air de suivre les programmes de télévision où Mao est à nouveau présenté comme le guide suprême infaillible.

Entre tous les marchés de Pékin, c'est chez les brocanteurs qu'on peut mesurer le mieux l'ampleur du malentendu qui sépare le gouvernement de la population. Au discours politique du régime s'oppose un esprit fait d'entreprise mêlé de fronde. Ici, les soldats à qui le gouvernement a ordonné, en juin 1989, de tirer sur la foule afin de *« sauver la République populaire »*, se vengent à leur manière en revendant au marché noir les récompenses dérisoires qu'ils en ont tirées.

La transaction tient du cérémonial. L'acheteur feint de s'intéresser à des babioles sans valeur. Au bout d'un moment, le brocanteur retrousse sa manche gauche et exhibe sa *« montre 4 juin »* : une montre à tirage spécial offerte par la municipalité de Pékin aux soldats qui ont participé à la répression.

L'objet est d'un goût douteux. Le microscopique éclat de diamant symbolisant le chiffre 12 et le rubis de la trotteuse, guère plus gros, attirent moins l'œil que le dessin d'un soldat casqué, souligné par l'inscription : *« En souvenir de l'écrasement de la rébellion, juin 1989. »* Au bras droit du vendeur, un deuxième exemplaire attend, pour le cas où... La négociation conclue, on attend, pour concrétiser la transaction, que le surveillant regarde ailleurs.

La « médaille du héros » à la brocante

Les prix sont d'autant plus variables que les cousins de Hongkong ou de Taiwan, en bons connaisseurs, font monter les enchères. De 200 à 500 yuans (à peu près autant de francs depuis la dernière dévaluation) pour le modèle ordinaire, donné aux sans-grade. Le modèle supérieur, décerné aux commandants, se distingue par une dorure plus soignée, et vaut le double.

Mais cela n'est que le tout-venant. Le *nec plus ultra* du marché noir, c'est la *« médaille du héros »*, attribuée aux plus méritants des militaires de juin 1989. Le modèle *« de base »*, en alliage, tient dans une boîte en plastique de piètre qualité. A la brochette pend une étoile frappée d'une tête casquée, d'une petite porte Tiananmen, emblème de l'Etat, et de deux lauriers. Le modèle *« de luxe »* se veut plaqué or, et se négocie à partir de 1 500 yuans.

L'argent brassé ici ferait rêver l'universitaire moyen, payé 150 yuans par mois, et à qui on vient d'assurer que son revenu avait progressé *« de 8 % en termes réels »* en 1990. La disparité des sommes est sordide, mais l'homme de la rue la compense par une plaisanterie : si les soldats ont revendu la montre, c'est que la qualité en est lamentable. Pourquoi ? *« Parce que le contrat a été attribué à une usine menacée de faillite du fait de sa production défectueuse. »* On savait que les soldats ayant pris part au « nettoyage » de Pékin n'étaient pas fiers d'eux. De là à revendre au marché noir leur colifichet, il y a un pas que personne, jadis, n'aurait osé franchir. Déjà, avant 1989, les brocanteurs avaient leur manière bien à eux de tirer profit des avatars périmés du pouvoir. A l'étal, s'affichaient les emblèmes d'une Chine gauchiste révolue : bustes de biscuit blanc et badges du *« Grand Timonier »*, couvre-chef, militaires ornés de l'étoile rouge. Les clients visés étaient déjà les étrangers aux poches pleines de devises.

Après Tiananmen, les effigies de Mao disparurent. La hantise d'un retour au gauchisme d'avant l'ère des réformes commandait la prudence. Mais bientôt ce fut auprès des fripiers qu'on constata un changement de mentalité : la peur du gendarme ou du voisin s'amenuisait. C'était particulièrement visible pour les Français, à qui il suffisait de décliner leur nationalité pour obtenir une réduction, remerciement déguisé pour la position de Paris sur les droits de l'homme en Chine.

Le chou patriotique

Un an et demi après le drame, la statuaire maoïste effectue un retour discret, et d'autres objets moins controversés font fureur. Tels les gros réveils de la révolution culturelle, sur le cadran desquels une garde rouge agite le *Petit Livre rouge* au rythme des secondes. On en trouve même des imitations récentes. Tous ces comportements désabusés sont contraires au stéréotype de la docilité qu'a tenté de ranimer le pouvoir. Partout où la loi du marché prévaut sur celles de la politique, ils se manifestent.

« Vous aimez ma soupe ? », lance le tenancier de cette échoppe privée. *« Dites-le franchement, parce que chez moi, il y a la liberté d'opinion... »* Dès l'apéritif, il a eu un geste presque anti-gouvernemental : à la place de l'amuse-gueule traditionnel, du chou macéré dans un vinaigre pimenté, il sert des légumes verts au même assaisonnement. L'origine du détail remonte à 1989.

Souhaitant se racheter aux yeux des petites gens, le pouvoir avait contraint les paysans des environs de Pékin à cultiver une quantité industrielle de choux pour les déverser triomphalement sur le marché à l'automne. Les Pékinois, pour qui le chou hivernal est devenu symbole des années de pénurie à présent que le marché libre déborde de légumes verts, boudèrent le *« cadeau »*. Le maire, M. Chen Xitong, en appela à *« la conscience politique »* du consommateur, le pressant d'acheter du chou *« pour la patrie »*. En vain. Sur les 650 000 tonnes de *« chou patriotique »* récoltées, près de la moitié a pourri dans les champs et sur les trottoirs.

Cette année, les paysans ont réduit de plus de moitié leur production. Au point que les autorités embouchent à nouveau la trompette de la propagande pour vanter le *« rôle stabilisateur »* du chou sur les prix : quand celui-ci vient à manquer, les légumes verts sont à la hausse. Mauvais pour le bilan anti-inflationniste. Un Pékinois résume cette guerre des nerfs larvée : *« De toute façon, ils ne sauront jamais ce que nous voulons. »*

FRANCIS DERON

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 décembre 1990 a été tiré à 427 354 exemplaires.

EN BREF

□ **Un chalutier pêche 102 kilos de cannabis.** – Un chalutier de Dieppe (Seine-Maritime) a pêché la semaine dernière 102 kilos de résine de cannabis, à environ 50 kilomètres au large du Havre. Les policiers pensent qu'il s'agit de drogue volontairement abandonnée par un bateau craignant d'être contrôlé. La résine de cannabis était conditionnée en trois paquets clos, dont deux ont légèrement souffert de l'humidité.

□ **Présentation à la Knesset du budget israélien pour 1991.** – Le ministre israélien des finances, M. Modaï, a présenté, le 24 décembre au Parlement le budget de l'Etat pour la période allant d'avril à décembre 1991, période qui a été écourtée de trois mois afin qu'en 1992 le budget corresponde à l'année calendaire. Le projet de budget pour 1991, qui prévoit 66,5 milliards de shekels de dépenses, soit environ 32 milliards de dollars, table sur l'arrivée en Israël l'année prochaine de 300 000 nouveaux immigrés, en provenance surtout d'URSS. L'enveloppe prévue pour l'immigration représente 14 % du budget contre 17 % à la défense. La fiscalité a été alourdie : le taux de la TVA doit passer de 16 % à 18 % et une taxe « immigration » de 5 % sera perçue sur le montant net des impôts. Le déficit budgétaire prévu pour 1991 est de 11 milliards de shekels (environ 5,5 milliards de dollars). – *(AFP.)*

□ **Augmentation de 6,2 % du budget japonais pour l'exercice 1991.** – Le projet de loi de finances du Japon pour la période avril 1991-mars 1992 a été présenté lundi 24 décembre par le ministère des finances. Il prévoit 70 350 milliards de yens de dépenses (540 milliards de dollars environ) soit une progression de 6.2 % par rapport au budget en cours qui s'achèvera fin mars 1991. Ce texte qui devrait être adopté en conseil des ministres le 29 décembre met l'accent sur les équipements publics et la sécurité sociale ainsi que sur la réduction des déficits publics. Les dépenses consacrées à la défense (+5.1 % après + 6,1 %) et à l'aide publique au développement (+5,8 % après + 8,2 %) progresseront moins vite qu'en 1990. – *(AFP.)*

□ **Forte hausse des investissements étrangers en Indonésie.** – Les investissements étrangers en Indonésie ont quasiment doublé en 1990 par rapport à 1989, atteignant le chiffre record de 8,7 milliards de dollars (43,5 milliards de francs) contre 4,7 milliards (23,5 milliards de francs) l'année précédente. Selon le National Invest- ment Coordinating Board (organisme public chargé d'autoriser les investissements étrangers hors énergie et finance), l'industrie chimique, le textile-habillement et l'hôtellerie ont été les trois principaux secteurs bénéficiaires de ces flux d'investissements. Les firmes nippones arrivent en tête des investisseurs étrangers avec 75 projets d'une valeur globale de 2,23 milliards de dollars (11,5 milliards de francs).

□ **Le Venezuela crée une joint venture avec trois firmes italiennes sur l'aluminium.** – L'Etat vénézuélien et trois entreprises italiennes – IRI, Alumix et Techint – vont créer en joint venture une usine d'aluminium d'une capacité de production de 215 000 tonnes par an. La nouvelle unité, baptisée Aluminios de Guayana (Aluyana), exigera un investissement total de 1,35 milliard de dollars (6,75 milliards de francs) et sera située dans la province de Guyane (sud-est du pays), dotée d'abondantes ressources en énergie électrique, en bauxite et en alumine nécessaires à la production d'aluminium. L'Etat vénézuélien détiendra 35 % du capital, l'IRI 17,7 %, Alumix 13,3 %, Techint 8,9 %, le reste étant aux mains d'un consortium local. La technologie sera apportée par le groupe français Pechiney.

□ **Feu vert du gouvernement américain à l'OPA d'ATT sur NCR.** – Le département américain de la justice a donné son feu vert à l'offre d'achat de 6,1 milliards de dollars (30,6 milliards de francs) lancée par le groupe American Telephone and Telegraph (ATT), numéro un mondial des télécoms, sur le fabricant d'ordinateurs NCR (*le Monde* du 7 décembre), a annoncé ATT dans un communiqué publié lundi 24 décembre. Cette formalité remplie, ATT va devoir « retourner » le conseil d'administration de NCR qui lui est foncièrement hostile. ATT a lancé le 5 décembre une OPA sur la totalité du capital de NCR, en offrant 90 dollars au comptant par action.